



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

42^e Législature
Première session
3 décembre 2015



*Liste des
rapports et états*

À PRÉSENTER À LA CHAMBRE DES COMMUNES

(Dressée en vertu de l'article 153 du Règlement de la Chambre des communes)

À jour en date du 24 janvier 2016

TABLE DES MATIÈRES

NOTE EXPLICATIVE	iii
AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ministre des	1
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, ministre des	4
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD, ministre de l'.....	10
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC, ministre de l'	11
AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE, ministre de l'	12
ANCIENS COMBATTANTS, ministre des	16
CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION, ministre de la	18
COMITÉS PARLEMENTAIRES	20
COMMERCE INTERNATIONAL, ministre du	27
CONSEIL DU TRÉSOR, président du	29
CONSEIL PRIVÉ DE LA REINE POUR LE CANADA, président du	46
DÉFENSE NATIONALE, ministre de la	48
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, ministre du	52
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, ministre de la	53
EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ministre de l'	54
ENVIRONNEMENT, ministre de l'	58
ÉTAT, ministres d' DÉPARTEMENTS D'ÉTAT	70
FINANCES, ministre des.....	71
INDUSTRIE, ministre de l' (comprend les documents que doit déposer le registraire général du Canada)	82
JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA, ministre de la	90
LEADER DU GOUVERNEMENT À LA CHAMBRE DES COMMUNES.....	94
LOI SUR L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, ministre chargé de l'application de la	95
PATRIMOINE CANADIEN, ministre du	97
PÊCHES ET DES OCÉANS, ministre des.....	104
PREMIER MINISTRE.....	106
PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES	107
RESSOURCES NATURELLES, ministre des.....	112
REVENU NATIONAL, ministre du	117
SANTÉ, ministre de la.....	118
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE, ministre de la.....	123

TRANSPORTS, ministre des	128
TRAVAIL, ministre du.....	141
TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX, ministre des	142
ANNEXE	
PARTIE 1 – EXIGENCE LÉGISLATIVE DE DÉPÔT UNIQUE	147
PARTIE 2 – EXIGENCE LÉGISLATIVE PÉRIMÉE	156

NOTE EXPLICATIVE

Au commencement de chaque session d'une législature, le légiste de la Chambre des communes est tenu, en vertu de l'article 153 du Règlement de la Chambre des communes, de dresser la *Liste des rapports et états*.

153. [*Liste des documents à produire.*] Au commencement de chaque session de la législature, le légiste de la Chambre est tenu de mettre à la disposition de chacun des députés, sous forme imprimée ou électronique, une liste des rapports ou autres états périodiques qu'il incombe à tout fonctionnaire, ministre ou département d'État fédéral, à toute banque ou à tout autre corps constitué, de transmettre à la Chambre, en y indiquant la loi ou la résolution et la page du recueil des statuts ou des *Journaux* qui ordonnent la production desdits rapports ou états périodiques. Il doit également placer sous le nom de chaque fonctionnaire ou corps constitué une liste des rapports ou comptes rendus qu'il incombe à celui-ci de présenter, et y indiquer, en même temps, l'époque où la Chambre a lieu de s'attendre à leur réception.

Il incombe au Bureau du légiste et conseiller parlementaire de la Chambre des communes de dresser et de publier la Liste.

La *Liste des rapports et états* énumère tous les rapports et autres documents qui doivent être déposés devant la Chambre des communes en vertu des lois fédérales en vigueur le **24 janvier 2016**. Cette liste n'indique pas si un document a été déposé dans le délai requis. Elle continue cependant à en faire mention jusqu'à ce que le Parlement abroge l'article pertinent de la loi.

La plupart des documents doivent être déposés par un ministre. Ainsi, les ministres sont présentés par ordre alphabétique selon le titre qui leur est attribué dans la loi qui exige la présentation d'un rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements sur un rapport, vous êtes priés de communiquer avec le ministre responsable de sa présentation.

Afin de faciliter la tâche des député(e)s et de tout autre utilisateur de la *Liste des rapports et états*, nous y avons également inclus les documents que doivent transmettre les comités parlementaires et différents agents supérieurs de la Chambre, dont le Président. Les rapports du registraire général du Canada sont énumérés avec ceux du ministre de l'Industrie puisque, en vertu du paragraphe 2(3) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, le ministre de l'Industrie est le registraire général du Canada. Tous les rapports que doivent déposer les ministres ou secrétaires d'État apparaissent sous « ÉTAT, ministres d' ». Lorsque la loi ne précise pas le nom du ministre devant déposer le document, ce dernier apparaît sous le nom du ministre responsable de cette loi selon le *Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables*.

Lors de la première session de la 38^e législature, une annexe intitulée « LISTE DES RAPPORTS ET DOCUMENTS DÉPOSÉS – EXIGENCE LÉGISLATIVE DE DÉPÔT UNIQUE » a été ajoutée à la *Liste des rapports et états*. Dans la *Liste des rapports et états* de la première session de la 39^e législature, l'annexe a été divisée en deux parties intitulées respectivement « EXIGENCE LÉGISLATIVE DE DÉPÔT UNIQUE » et « EXIGENCE LÉGISLATIVE PÉRIMÉE ». La première partie de l'annexe énumère les rapports et autres documents qui ont été déposés conformément à l'exigence de dépôt unique que prévoit la loi pertinente et qui n'ont pas à être déposés au cours de plus d'une session (*voir* l'article 20 de la *Loi d'interprétation*, L.R., ch. I-21). La seconde partie énumère les rapports et autres documents qui ont été déposés au cours d'une période déterminée conformément à une loi et qui n'ont plus à l'être du fait que l'exigence législative est devenue périmée. Par souci de commodité, ces documents ont été regroupés séparément de ceux faisant l'objet d'une exigence de dépôt périodique.

Les renseignements relatifs à chaque document sont présentés en quatre colonnes, comme dans l'exemple suivant :

Tribunal canadien du commerce extérieur¹			
— Rapport annuel : activités du Tribunal ²	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au ministre ³ (dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice précédent) ⁴	8560 553 ⁵	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur⁶</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), art. 42

- 1 Fonctionnaire, ministère ou département d'État fédéral, banque ou autre corps constitué
- 2 Description du document à transmettre
- 3 Délai de présentation du document
- 4 Délai de préparation du document
- 5 Numéro de document parlementaire
- 6 Disposition législative qui exige le dépôt du document (avec renvoi à la disposition législative originale et aux modifications de celle-ci)

Les renvois aux lois modificatives se font au moyen du titre intégral de la loi et non pas de son titre abrégé.

Lorsqu'un article de la loi exigeant le dépôt d'un document n'est pas en vigueur, tous les renseignements relatifs à ce document sont en gris et la mention « *non en vigueur* » est inscrite sous l'autorité statutaire, comme dans l'exemple suivant :

— Rapport annuel : mise en œuvre de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport		<i>Loi de mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</i> 1998, ch. 32, par. 27.1(2) (<i>non en vigueur</i>)
--	---	--	--

Dans certains cas, un décret peut ordonner qu'un document inclus dans la Liste ne soit plus préparé. L'article 157 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise en effet le gouverneur en conseil à supprimer certains rapports prévus par la loi en raison du fait qu'ils contiennent tout au plus les mêmes renseignements que les Comptes publics ou les prévisions budgétaires déposés devant le Parlement. Dans un tel cas, le document apparaît ainsi dans la Liste :

— Rapport annuel	À inclure sous forme distincte dans le rapport annuel du ministre au Parlement		<i>Loi sur la statistique</i> L.R. (1985), ch. S-19, par. 4(3)
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/94-34)			

À ce jour, le gouverneur en conseil a pris six décrets ordonnant que certains documents ne soient plus préparés :

- TR/2005-50, Gaz. C. 2005.II.1353
- TR/2003-146, Gaz. C. 2003.II.2383
- TR/2000-90, Gaz. C. 2000.II.2351
- TR/99-130, Gaz. C. 1999.II.2540
- TR/94-34, Gaz. C. 1994.II.1708
- TR/93-30, Gaz. C. 1993.II.1135

Si vous avez des observations relatives à la *Liste des rapports et états*, veuillez les présenter au :

Bureau du légiste et conseiller parlementaire
Chambre des communes
131, rue Queen — Bureau 7-02
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Tél. : 613-996-6063 ou 613-996-1595
Télec. : 613-947-8198

La liste des rapports et états peut être consultée à l'adresse électronique suivante :

<http://www.parl.gc.ca/LdRE>

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ministre des

Autorité nationale

— Rapport annuel : mise en oeuvre de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport		<i>Loi de mise en oeuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires</i> 1998, ch. 32, par. 27.1(2) (non en vigueur)
---	---	--	--

Commission du parc international Roosevelt de Campobello

— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport par le ministre (dans les trois mois suivant la fin de chaque année) ou, si le Parlement n'est pas alors en session, l'un des 15 premiers jours où le Parlement siège par la suite	8560 229	<i>Loi sur la Commission du parc international Roosevelt de Campobello</i> 1964-65, ch. 19, art. 7
---	--	----------	---

Fondation Asie-Pacifique du Canada

— Rapport : activités et organisation de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception par le ministre du rapport du conseil d'administration (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 37, et par la suite tous les cinq ans). L'article 37 est entré en vigueur le 29 juin 2005.	8560 1041	<i>Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada</i> L.R. (1985), ch. A-13, art. 37; 2005, ch. 30, art. 79
— Rapport annuel : activités de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception par le ministre du rapport du conseil d'administration (dans les quatre mois suivant chaque exercice)	8560 916	<i>Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada</i> L.R. (1985), ch. A-13, art. 36; 2005, ch. 30, art. 78
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 932	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 932	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Ministère

— Arrêté du ministre : modification de l'annexe suivant une modification à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise de l'arrêté (dans les plus brefs délais suivant l'entrée en vigueur de la modification)		<i>Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les mines antipersonnel</i> 1997, ch. 33, art. 20; 2001, ch. 34, art. 3(F)
— Copie de tout décret ou règlement du gouverneur en conseil	Dans les 15 jours suivant la prise du décret ou du règlement et, si la Chambre ne siège pas, copies de ceux-ci sont communiquées au greffier de cette chambre	8560 1047	<i>Loi sur le blocage des biens de dirigeants étrangers</i> 2011, ch. 10, art. 7
— Décrets et règlements du gouverneur en conseil	Dans les cinq jours de séance de la Chambre qui suivent leur prise	8560 495	<i>Loi sur les mesures économiques spéciales</i> 1992, ch. 17, par. 7(1)
— Décrets et règlements du gouverneur en conseil	Immédiatement après que le décret ou le règlement a été pris ou, si le Parlement ne siège pas, dès l'ouverture de la session suivante	8560 592	<i>Loi sur les Nations Unies</i> L.R. (1985), ch. U-2, par. 4(1)

2 AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
— Exposé de l'effet escompté ou sommaire de l'accord ou engagement intergouvernemental en cas d'inclusion de marchandises dans la liste des marchandises d'importation contrôlée	Dans les 15 jours de la publication du décret du gouverneur en conseil dans la Gazette du Canada ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 175	<i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> L.R. (1985), ch. E-19, par. 5(2)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 1087	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 2	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 638	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Au début de chaque année civile	8560 137	<i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> L.R. (1985), ch. E-19, art. 27
— Rapport annuel : application de la loi	Immédiatement suivant son établissement (dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, au plus tard dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'expiration du délai imparti	8560 559	<i>Loi sur l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</i> L.R. (1985), ch. F-26, art. 4; 1995, ch. 5, art. 25
— Rapport annuel : mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et application de la loi (conjointement avec le ministre du Commerce international et le ministre de la Justice et procureur général du Canada)	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après l'établissement du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 736	<i>Loi sur la corruption d'agents publics étrangers</i> 1998, ch. 34, art. 12
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 638	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen des articles 24 à 41 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 42 de la loi et tous les 10 ans par la suite). L'article 42 est entré en vigueur le 1 ^{er} juillet 2014.		<i>Loi du traité des eaux limitrophes internationales</i> L.R. (1985), ch. I-17; par. 42(2) ajouté par 2013, ch. 12, art. 10

<i>Fonctionnaire, etc.</i>			
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
— Rapport : examen indépendant des dispositions et de l'application de la loi	À l'occasion, mais au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi et, par la suite, au plus tard cinq ans après le dépôt du rapport précédent. La loi est entrée en vigueur le 5 avril 2007.	8560 1062	<i>Loi sur les systèmes de télédétection spatiale</i> 2005, ch. 45, par. 45.1(2)
— Résumé statistique : renseignements obtenus sous le régime du paragraphe 5.1(1)	Immédiatement suivant l'établissement du résumé (au début de chaque année civile, dans les meilleurs délais) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 525	<i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> L.R. (1985), ch. E-19; par. 5.1(3) ajouté par L.R. (1985), ch. 13 (3 ^e suppl.), art. 1
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, ministre des			
Comité de mise en oeuvre de l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada			
— Rapport annuel : mise en oeuvre de l'Accord	Non indiqué	8560 401	<i>Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada</i> (25 mai 1993), al. 37.3.3h) tel que ratifié par la <i>Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut</i> 1993, ch. 29, par. 4(1)
Commission consultative en gestion foncière			
— Rapport annuel : travail du Conseil consultatif des terres	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les 90 jours suivant la fin de son année de fonctionnement)	8560 862	<i>Accord-cadre relatif à la gestion des terres des premières nations</i> (12 février 1996), article 41.2 tel que ratifié par la <i>Loi sur la gestion des terres des premières nations</i> 1999, ch. 24, par. 4(1)
Commission crie-naskapie			
— Rapport bisannuel : application de la loi	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les deux ans suivant la date d'entrée en vigueur de la partie XII et, par la suite, dans les six mois suivant chaque deuxième anniversaire de cette date). La partie XII est entrée en vigueur le 1 ^{er} décembre 1984.	8560 801	<i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i> 1984, ch. 18, par. 171(1)
Commission d'aménagement du Nunavut			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission de la fiscalité des premières nations			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 930	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 930	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Commission des traités de la Colombie-Britannique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 858	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (dans les meilleurs délais, mais au plus tard dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice de la Commission)	8560 37	<i>Loi sur la Commission des traités de la Colombie-Britannique</i> 1995, ch. 45, par. 21(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 858	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 960	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 960	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil de gestion financière des premières nations			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 916	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 916	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Décret du gouverneur en conseil	Dans les 30 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret	8560 785	<i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> 1994, ch. 34, par. 5(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Décret du gouverneur en conseil : conventions complémentaires et autres	Dans les 15 jours de l'établissement du décret ou, si le Parlement n'est pas en session, dans les 15 premiers jours de la séance suivante	8560 879	<i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i> 1976-77, ch. 32, par. 5(1)
— Décret du gouverneur en conseil rendant exécutoire toute modification à l'accord en matière de partage des revenus produits par l'exploitation des gisements minéraux de la réserve indienne de Fort Nelson	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la signature du décret	8560 825	<i>Loi sur le partage des revenus miniers de la réserve indienne de Fort Nelson</i> 1980-81-82-83, ch. 38, art. 7
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 648	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du ministère	Le 31 janvier au plus tard ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien</i> L.R. (1985), ch. I-6, art. 7
Non requis depuis 1993 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/93-30)			
— Rapport annuel : indiquant le nombre total et le chiffre global des prêts consentis au cours de l'exercice sous le régime du paragraphe 70(1)	Dans les 15 jours suivant la fin de chaque exercice ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les 15 premiers jours de la session suivante		<i>Loi sur les Indiens</i> L.R. (1985), ch. I-5, par. 70(6)
— Rapport annuel : mise en oeuvre de la loi (voir aussi Ressources naturelles, ministre des)	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (dans les 90 premiers jours de l'année)	8560 455	<i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i> L.R. (1985), ch. 36 (2 ^e suppl.), art. 109
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 648	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : application de la loi et comportant un sommaire faisant état des éléments mentionnés aux alinéas 28.1a) à c)	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (au moins tous les deux ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 28.1)		<i>Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes</i> L.R. (1985), ch. I-7; art. 28.1 ajouté par 2009, ch. 7, art. 3 (non en vigueur)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
— Rapport : examen approfondi de la mise en application de la loi et de l'accord	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (dans les dix ans suivant la sanction de la loi, le ministre entreprend l'examen). La loi a été sanctionnée le 14 février 2008.		<i>Loi concernant l'accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik</i> 2008, ch. 2, art. 12.2
— Rapport : examen approfondi de la mise en application de la loi et de l'accord	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (dans les dix ans suivant la sanction de la loi, le ministre entreprend l'examen). La loi a été sanctionnée le 29 novembre 2011.		<i>Loi sur l'accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou</i> 2011, ch. 20, par. 14(2)
— Rapport : examen de la mise en application de la loi et de l'accord	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les dix ans suivant la sanction de la loi, le Grand Conseil des Cris peut entreprendre l'examen). La loi a été sanctionnée le 29 novembre 2011.		<i>Loi sur l'accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou</i> 2011, ch. 20, par. 13(3)
— Rapport préparé par le ministre examinant les progrès réalisés au cours de l'exercice par le gouvernement du Canada à honorer les engagements que celui-ci a pris en vertu de l'Accord de Kelowna	Dans les 60 jours suivant la fin de l'exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs. Le rapport est préparé à la fin de l'exercice commençant le 1 ^{er} avril 2007, et à la fin de chacun des quatre exercices subséquents.	8560 1011	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord de Kelowna</i> 2008, ch. 23, art. 3
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Office d'aménagement territorial du Sahtu			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 872	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 872	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office des droits de surface du Yukon			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 859	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 859	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office des eaux du Nunavut			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 869	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 869	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 870	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 870	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office des terres et des eaux du Sahtu			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 731	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 731	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office d'évaluation environnementale et socioéconomique du Yukon			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 911	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 911	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 871	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 871	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office gwich'in d'aménagement territorial			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 874	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 874	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
Office gwich'in des terres et des eaux			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 875	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 875	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Société Makivik			
— Rapport : examen de la mise en application de la loi et de l'accord	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre reçoit le rapport (un examen peut être entrepris dans les dix ans suivant la sanction de la loi et le rapport peut être déposé auprès du ministre). La loi a été sanctionnée le 14 février 2008.		<i>Loi concernant l'accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik</i> 2008, ch. 2, art. 12.1
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Tribunal des droits de surface du Nunavut			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 877	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 877	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Tribunal des revendications particulières			
— Rapport annuel : rapport sur les activités du Tribunal pour l'exercice précédent et sur les activités projetées pour le prochain exercice	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le rapport est présenté au ministre (dans les six premiers mois de chaque exercice)	8560 1045	<i>Loi sur le Tribunal des revendications particulières</i> 2008, ch. 22, art. 40
— Rapport : recommandations de modification de la loi ainsi que les observations présentées par les premières nations	Dans les 90 premiers jours de séance de la Chambre suivant la signature du rapport par le ministre (dans l'année suivant le début de l'examen). L'examen est effectué dans la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de la loi, laquelle est entrée en vigueur le 16 octobre 2008.		<i>Loi sur le Tribunal des revendications particulières</i> 2008, ch. 22, art. 41

Fonctionnaire, etc.

— Description du document

Délai de présentation

Numéro de
document
parlementaire

Autorité statutaire

AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD, ministre de l'**Agence canadienne de
développement économique du
Nord**

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 957	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 957	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC,
ministre de l'

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 328	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après le 31 octobre et suivant sa présentation au ministre (dans les six premiers mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</i> 2005, ch. 26, par. 17(1) et (2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 328	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport global d'évaluation des activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception par le ministre du rapport du président de l'Agence (au plus tard le 31 décembre 2006 et tous les cinq ans par la suite)	8560 929	<i>Loi sur l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</i> 2005, ch. 26, par. 17(3) et (4)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

Ministre

— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le 31 octobre		<i>Loi sur l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</i> 2005, ch. 26, par. 17(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE, ministre de l'			
Administration du rétablissement agricole des Prairies			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Chaque année (pour l'exercice précédent)	8560 211	<i>Loi sur le rétablissement agricole des Prairies</i> L.R. (1985), ch. P-17, art. 10
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission canadienne des grains			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la	8564 8	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (au mois de février) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 153	<i>Loi sur les grains du Canada</i> L.R. (1985), ch. G-10, art. 15
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/99-130)			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
Commission canadienne du blé			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 697	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 697	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport certifié : renseignements sur les achats et ventes de grains, les quantités de grains, les contrats relatifs à la prise de livraison des grains, les valeurs détenues et résultat d'exploitation, ainsi que tous autres renseignements demandés par le ministre	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (présenté par la Commission au plus tard le 31 mars ou à une autre date fixée par le gouverneur en conseil)	8560 259	<i>Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)</i> 2011, ch. 25, art. 14 « 21(2) »

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
Commission canadienne du lait			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 90	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 836	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Conseil national des produits agricoles			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 419	<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (titre modifié par 1993, ch. 3, art. 2) L.R. (1985), ch. F-4, art. 15
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/99-130)			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Financement agricole Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 704	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 142	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 704	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)

14 AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 818	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ministère			
— Accords fédéro-provinciaux : protection du revenu agricole	Dans les 30 jours de leur conclusion et, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 483	<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> 1991, ch. 22, par. 6(1)
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 56 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur la salubrité des aliments au Canada</i> 2012, ch. 24, par. 56(6) (<i>non en vigueur</i>)
— Décret du gouverneur en conseil pris en vertu du paragraphe 12(5) de la loi	Dès que possible après la prise du décret	8560 719	<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> 1991, ch. 22, par. 12(7)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 754	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 8	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (à la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> 1997, ch. 20, art. 41
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/99-130)			
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (annuellement)		<i>Loi sur la protection des obtentions végétales</i> 1990, ch. 20, art. 78
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/94-34)			
— Rapport annuel : application de la loi au cours de l'exercice ayant pris fin le 31 mars précédent	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au plus tard le 30 juin de chaque année)		<i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i> (titre modifié par 2009, ch. 15, art. 2) L.R. (1985), ch. 25 (3 ^e suppl.), art. 22; 2009, ch. 15, art. 12
— Rapport annuel : application des accords conclus en vertu de la loi et paiements faits aux provinces	Au début de chaque exercice et dans les meilleurs délais		<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> 1991, ch. 22, art. 21
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/99-130)			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 705	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport annuel : travaux réalisés, recettes et dépenses de chaque station agronomique	Dans les 21 premiers jours de la session suivant la transmission du rapport au ministre (au plus tard le 31 décembre)		<i>Loi sur les stations agronomiques</i> L.R. (1985), ch. E-16, art. 10
— Rapport : examen de la loi et des conséquences de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 68 et tous les cinq ans par la suite)		<i>Loi sur la salubrité des aliments au Canada</i> 2012, ch. 24, par. 68(2) (<i>non en vigueur</i>)
— Rapport : examen de l'application de la loi	Dès que possible suivant l'examen (tous les cinq ans après l'entrée en vigueur du paragraphe 28(1) de la loi, lequel est entré en vigueur le 27 février 2015)	8560 765	<i>Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole</i> 1997, ch. 21, par. 28(3); 2015, ch. 2, art. 152
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (tous les cinq ans après l'entrée en vigueur du paragraphe 22.1(1)). Le paragraphe 22.1(1) est entré en vigueur le 18 juin 2009.		<i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i> (titre modifié par 2009, ch. 15, art. 2) L.R. (1985), ch. 25 (3 ^e suppl.); art. 22.1 ajouté par 2009, ch. 15, art. 12
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (tous les cinq ans après l'entrée en vigueur du paragraphe 42(1)). Le paragraphe 42(1), modifié par 2006, chapitre 3, article 17, est entré en vigueur le 27 novembre 2006.	8560 845	<i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> 1997, ch. 20, art. 42; 2006, ch. 3, art. 17; 2008, ch. 7, art. 8; 2015, ch. 2, art. 139
— Rapport: examen de l'application de la loi	Dans les meilleurs délais suivant l'examen (à être effectué avant le 1 ^{er} avril 1996, puis tous les cinq ans par la suite)	8560 776	<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> 1991, ch. 22, art. 20
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Offices de commercialisation des produits de ferme			
— Rapport annuel de chaque office	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (titre modifié par 1993, ch. 3, art. 2) L.R. (1985), ch. F-4, art. 30
	(1) Producteurs de poulet du Canada	8560 42	
	(2) Office canadien de commercialisation des oeufs	8560 433	
	(3) Office canadien de commercialisation du dindon	8560 434	
	(4) Producteurs d'oeufs d'incubation du Canada	8560 523	
	(5) Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie	8560 1016	

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
----------------------------------	------------------------------	---	----------------------------

ANCIENS COMBATTANTS, ministre des**Directeur de l'établissement de soldats**

- | | | | |
|---|---|--|---|
| — Rapport annuel : accès à l'information | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | | <i>Loi sur l'accès à l'information</i>
L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) |
| — Rapport annuel : protection des renseignements personnels | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | | <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) |

Directeur des terres destinées aux anciens combattants

- | | | | |
|---|---|--|---|
| — État détaillé des engagements financiers conclus et des dépenses faites | Dans les 15 premiers jours de la session suivante (à l'expiration de chaque année budgétaire) | | <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>
S.R. 1970, ch. V-4, art. 49 |
| — Rapport annuel : accès à l'information | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | | <i>Loi sur l'accès à l'information</i>
L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) |
| — Rapport annuel : protection des renseignements personnels | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | | <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) |

Ministère

- | | | | |
|---|---|----------|---|
| — Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère | Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions | | <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>
L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4) |
| — Mise à jour de la stratégie de développement durable | Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans) | | <i>Loi fédérale sur le développement durable</i>
2008, ch. 33, par. 11(2);
2010, ch. 16, art. 4 |
| — Proposition sur les frais d'utilisation | Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application | | <i>Loi sur les frais d'utilisation</i>
2004, ch. 6, par. 4(2) |
| — Rapport annuel : accès à l'information | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | 8561 708 | <i>Loi sur l'accès à l'information</i>
L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) |

— Rapport annuel : activités du ministère

Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre suivant le 31 janvier

Loi sur le ministère des Anciens Combattants (titre modifié par 2000, ch. 34, art. 95(F))
L.R. (1985), ch. V-1, art. 7; 1992, ch. 1, art. 140

Non requis depuis 1993 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/93-30)

- | | | | |
|---|---|----------|---|
| — Rapport annuel : protection des renseignements personnels | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | 8561 708 | <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) |
| — Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi | Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice | | <i>Loi sur les frais d'utilisation</i>
2004, ch. 6, par. 7(1) |

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Relevé annuel : assurance des anciens combattants	Aussitôt que possible après que le relevé annuel a été dressé (dans les trois mois qui suivent la fin de chaque année financière)	8560 254	<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i> S.R. 1970, ch. V-3, par. 18(2)
— Relevé annuel : assurance des soldats de retour	Aussitôt que possible après que le relevé annuel a été dressé (dans les trois mois de la fin de chaque année financière)	8560 228	<i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i> 1920, ch. 54, par. 17(2) (ancien par. 19(2)); 1951, ch. 59, art. 12
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 945	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 945	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION, ministre de la			
Commission de l'immigration et du statut de réfugié			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 548	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 548	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Règles prises en vertu du paragraphe 161(1) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'agrément des règles par le gouverneur en conseil	8560 155	<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> 2001, ch. 27, par. 161(2)
Fondation canadienne des relations raciales			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 912	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 285	<i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i> 1991, ch. 8, par. 26(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 912	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Projet de règlement fondé sur l'alinéa 27(1)d.1) de la loi	Non indiqué	8560 1009	<i>Loi sur la citoyenneté</i> L.R. (1985), ch. C-29; par. 27.1(1) ajouté par 2007, ch. 24, art. 3.1; 2014, ch. 22, art. 25
— Projets de règlements pris en vertu des articles 17, 32, 53, 61, 87.2, 102, 116, 150 et 150.1 de la loi (voir aussi Sécurité publique et de la Protection civile, ministre de la)	Non indiqué — <i>Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	8560 790	<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> 2001, ch. 27, par. 5(2); 2004, ch. 15, art. 70; 2008, ch. 3, art. 2
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 585	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi portant sur l'année civile précédente et déclarations du ministre concernant l'étranger	Au plus tard le 1 ^{er} novembre ou dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant cette date	8560 800	<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> 2001, ch. 27, par. 94(1); 2013, ch. 16, art. 8 (non en vigueur)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 585	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

20 COMITÉS PARLEMENTAIRES

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
----------------------------------	------------------------------	---	----------------------------

COMITÉS PARLEMENTAIRES

Aéronautique

— Rapport du comité de la Chambre responsable des transports : examen approfondi des dispositions de l'article 4.83 de la loi et des conséquences de son application	Dans les trois mois suivant la fin de l'examen (dans les deux ans suivant la date d'entrée en vigueur du paragraphe 4.83(4) et tous les cinq ans par la suite, l'examen devant être complété dans l'année suivant la date où il a été entrepris). Le paragraphe 4.83(4) est entré en vigueur le 23 mars 2011.		<i>Loi sur l'aéronautique</i> L.R. (1985), ch. A-2; par. 4.83(4) ajouté par 2011, ch. 9, par. 2(2)
--	---	--	---

Aires marines nationales de conservation du Canada

— Rapports des comités de la Chambre et du Sénat : rejet de la proposition de modification des annexes 1 ou 2 de la loi	Dans les 30 jours de séance suivant le dépôt de la proposition de modification		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 7(2)
---	--	--	--

Armes à feu

— Rapport des comités de la Chambre et du Sénat : conclusions sur un projet de règlement du gouverneur en conseil	Avant la prise d'un règlement		<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 118(3)
	— Rapport déposé le 21 février 1997	8510 352 79	
	— Rapport déposé le 10 décembre 1997	8510 361 30	
	— Rapport déposé le 20 juin 2012	8510 411 121	

Arrangements avec les créanciers des compagnies

— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : étude du rapport prévu au paragraphe 63(1) de la loi	Dans l'année qui suit le dépôt du rapport du ministre de l'Industrie ou le délai supérieur accordé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas		<i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i> L.R. (1985), ch. C-36; par. 63(2) ajouté par 2005, ch. 47, art. 131
---	---	--	---

Blocage de biens

— Rapports des comités de la Chambre et du Sénat : examen approfondi des dispositions et de l'application de la loi et de la <i>Loi sur les mesures économiques spéciales</i> et recommandations	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de l'article 20) ou dans le délai supérieur que la chambre en question lui accorde. L'article 20 est entré en vigueur le 23 mars 2011.		<i>Loi sur le blocage des biens de dirigeants étrangers corrompus</i> 2011, ch. 10, par. 20(2)
--	--	--	---

Bourse de recherches de la flamme du centenaire

— Rapport annuel des comités de la Chambre et du Sénat sur l'application de la loi	Dès que possible après la fin de chaque exercice	8560 326	<i>Loi sur la bourse de recherches de la flamme du centenaire</i> 1991, ch. 17, par. 7(1)
--	--	----------	--

Code criminel (articles 83.28, 83.29 et 83.3)

— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi des articles 83.28, 83.29 et 83.3 et de leur application, et recommandations quant à la nécessité de les proroger	Dans l'année qui suit le début de l'examen ou dans le délai supérieur que le Parlement ou la chambre en question, selon le cas, lui accorde		<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; par. 83.32(1.2) ajouté par 2013, ch. 9, par. 12(1)
--	---	--	---

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Code criminel (articles 672.1 à 672.89)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi de l'application des articles 672.1 à 672.89 du <i>Code criminel</i> , accompagné des modifications que le comité recommande	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur des articles 2 à 20 de la loi) ou dans le délai supérieur accordé par le Parlement ou la chambre en question, selon le cas. Les articles 2 à 20 sont entrés en vigueur le 11 avril 2014.		<i>Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la défense nationale (troubles mentaux)</i> 2014, ch. 6, art. 20.1
Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : analyse exhaustive de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an après le début de l'analyse (à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi) ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes. La loi est entrée en vigueur le 12 mai 1997.		<i>Loi modifiant le Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)</i> 1997, ch. 30, par. 3.1(2)
Code criminel (crime organisé et application de la loi)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des articles 25.1 à 25.4 du <i>Code criminel</i>	Dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 46.1. L'article 46.1 est entré en vigueur le 7 janvier 2002.		<i>Loi modifiant le Code criminel (crime organisé et application de la loi) et d'autres lois en conséquence</i> 2001, ch. 32, art. 46.1
	— Rapport intérimaire déposé le 22 juin 2006	8510 391 53	
Code criminel (Procureur général du Canada c. Bedford)			
— Rapport du comité de la Chambre : examen complet des dispositions et de l'application de la loi, accompagné des modifications que le comité recommande	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 45.1 de la loi) ou dans le délai supérieur accordé par la Chambre. L'article 45.1 est entré en vigueur 30 jours après sa sanction, qui est le 6 novembre 2014.		<i>Loi modifiant le Code criminel pour donner suite à la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Procureur général du Canada c. Bedford et apportant des modifications à d'autres lois en conséquence</i> 2014, ch. 25, art. 45.1
Code criminel (protection des enfants et d'autres personnes vulnérables)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi de la loi et de l'application de ses dispositions	Dans les six mois suivant le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 27.1) ou dans le délai supérieur que le Parlement ou la chambre en question lui accorde. L'article 27.1 est entré en vigueur le 2 janvier 2006.		<i>Loi modifiant le Code criminel (protection des enfants et d'autres personnes vulnérables) et la Loi sur la preuve au Canada</i> 2005, ch. 32, par. 27.1(2)
Code régissant les conflits d'intérêts des députés			
— Rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre : examen exhaustif des dispositions du « Code régissant les conflits d'intérêts des députés » et de son application	Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du code et tous les cinq ans par la suite. Le code est entré en vigueur le 29 avril 2004.		<i>Règlement de la Chambre des communes</i> Annexe 1, art. 33

22 COMITÉS PARLEMENTAIRES

Fonctionnaire, etc.

— Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
— Rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre : lignes directrices sur la procédure et l'interprétation et formulaires agréés par le Comité	Une fois les lignes directrices et formulaires agréés par le Comité		<i>Règlement de la Chambre des communes</i> Annexe 1, par. 30(2)
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation			
— Rapport : résolution portant abrogation de tout ou partie d'un règlement dont le comité est saisi d'office	Non indiqué — paragraphe 38(2) du <i>Règlement de pêche de l'Ontario de 1989</i> , tel qu'édicte par DORS/89-93 — paragraphe 36(2) du <i>Règlement de pêche de l'Ontario de 1989</i> , tel qu'édicte par DORS/89-93	8510 381 122 8510 391 153	<i>Loi sur les textes réglementaires</i> L.R. (1985), ch. S-22; art. 19.1 ajouté par 2003, ch. 18, art. 1
Commission d'examen de la rémunération des juges fédéraux			
— Rapport du comité de la Chambre désigné ou établi pour examiner les questions relatives à la justice : enquête ou audiences publiques relatives à un rapport de la Commission	Au plus tard 90 jours de séance après le renvoi du rapport de la Commission au comité		<i>Loi sur les juges</i> L.R. (1985), ch. J-1; par. 26(6.2) ajouté par 1998, ch. 30, art. 5; 2001, ch. 7, art. 17(F)
Défense nationale (articles 197 à 233)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi de l'application des articles 197 à 233 de la <i>Loi sur la défense nationale</i> , accompagné des modifications que le comité recommande	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur des articles 21 à 31 de la loi) ou dans le délai supérieur accordé par le Parlement ou la chambre en question, selon le cas.		<i>Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la défense nationale (troubles mentaux)</i> 2014, ch. 6, art. 31.1 (non en vigueur)
Défense nationale (cour martiale)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi des dispositions et de l'application de la loi, accompagné des modifications que le comité recommande	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les deux ans qui suivent la sanction de la loi) ou dans le délai supérieur accordé par le Parlement ou la chambre en question, selon le cas. La loi a été sanctionnée le 18 juin 2008.		<i>Loi modifiant la Loi sur la défense nationale (cour martiale) et une autre loi en conséquence</i> 2008, ch. 29, art. 28
Environnement			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : conclusions sur son examen approfondi des aspects environnementaux et économiques de la production de biocombustibles au Canada et recommandations quant à la production de biocombustibles au Canada	Dans l'année suivant le début de l'examen (dans l'année suivant l'entrée en vigueur du paragraphe 140(6) de la loi et par la suite tous les deux ans). Le paragraphe 140(6) est entré en vigueur le 28 septembre 2009. (Noter l'emploi inhabituel du conditionnel aux paragraphes 140(6) et (7) de la loi.)		<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i> 1999, ch. 33; par. 140(6) et (7) ajoutés par 2008, ch. 31, art. 2

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen complet de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (au début de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de la loi) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. Les dernières dispositions de la loi à entrer en vigueur l'ont été le 13 septembre 2001.		<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i> 1999, ch. 33, par. 343(2)
	— Rapport déposé le 2 mai 2007	8510 391 229	
Équité en matière d'emploi			
— Rapport du comité de la Chambre : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans les six mois suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi et à la fin de chaque période ultérieure de cinq ans). La loi est entrée en vigueur le 24 octobre 1996.		<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, par. 44(2)
	— Rapport déposé le 14 juin 2002	8510 371 188	
Espèces en péril			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de l'application de la loi	Cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 129. L'article 129 est entré en vigueur le 5 juin 2003.		<i>Loi sur les espèces en péril</i> 2002, ch. 29, art. 129
Faillite et insolvabilité			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : étude du rapport prévu au paragraphe 285(1) de la loi	Dans l'année qui suit le dépôt du rapport du ministre de l'Industrie (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 285) ou le délai supérieur accordé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas. L'article 285 est entré en vigueur le 18 septembre 2009.		<i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (titre modifié par 1992, ch. 27, art. 2) L.R. (1985), ch. B-3; par. 285(2) ajouté par 2005, ch. 47, art. 122
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen complet de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (trois ans révolus après l'entrée en vigueur de l'article 92) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes. L'article 92 est entré en vigueur le 23 juin 1992.		<i>Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu en conséquence</i> 1992, ch. 27, art. 92
Frais d'utilisation			
— Rapport du comité permanent : examen des propositions relatives aux frais d'utilisation	Après qu'une proposition a été reçue par le comité aux termes du paragraphe 4(4) relative à des frais d'utilisation. (<i>Noter l'emploi du verbe « peut » au paragraphe 6(1) de la loi.</i>)		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, art. 5 et par. 6(2)
	— Industrie Canada	8564 1	
	— Ministère des Affaires étrangères	8564 2	
	— Ressources naturelles	8564 3	
	— Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux	8510 402 88	
	— Environnement	8564 5	
	— Santé Canada	8564 6	
	— Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	8564 7	
	— Agriculture et agroalimentaire (Commission canadienne des grains)	8510 411 181	

24 COMITÉS PARLEMENTAIRES

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
	— Agriculture et agroalimentaire (délivrance de permis aux importateurs de produits du secteur des établissements non agréés par le gouvernement fédéral)	8510 411 195	
	— Agriculture et agroalimentaire (Agence canadienne d'inspection des aliments)	8564 9	

Lobbying

— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (tous les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 14.1) ou tout délai plus long autorisé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas. L'article 14.1 est entré en vigueur le 20 juin 2005.		<i>Loi sur le lobbying</i> (titre modifié par 2006, ch. 9, art. 66) L.R. (1985), ch. 44 (4 ^e suppl.); art. 14.1 ajouté par 2003, ch. 10, art. 13
	— Rapport déposé le 14 mai 2012	8510 411 97	

Loi électorale du Canada et Impôt sur le revenu

— Rapports des comités de la Chambre et du Sénat : examen approfondi des modifications apportées par la loi et recommandations sur ces modifications	Dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de l'article 26. L'article 26, modifié par 2006, chapitre 1, article 1, est entré en vigueur le 11 mai 2006.		<i>Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi de l'impôt sur le revenu</i> 2004, ch. 24, art. 26; 2006, ch. 1, art. 1
--	--	--	--

Mesures d'urgence

— Rapport du comité d'examen parlementaire : examen de l'exercice des attributions découlant d'une déclaration de situation de crise	Au moins tous les 60 jours pendant la durée de validité d'une déclaration de situation de crise et, en outre, dans les cas suivants :		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 62(6)
	a) dans les trois jours de séance qui suivent le dépôt d'une motion demandant l'abrogation d'une déclaration de situation de crise en conformité avec le paragraphe 59(1);		
	b) dans les sept jours de séance qui suivent une proclamation de prorogation d'une situation de crise;		
	c) dans les sept jours de séance qui suivent la cessation d'effet d'une déclaration ou son abrogation par le gouverneur en conseil.		

Organisations à but non lucratif

— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : étude du rapport présenté par le ministre en vertu du paragraphe 299(1) de la loi	Dans l'année qui suit le dépôt du rapport par le ministre de l'Industrie (dans les 10 ans suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 299) ou dans le délai supérieur accordé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas. L'article 299 est entré en vigueur le 17 octobre 2011.		<i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> 2009, ch. 23, par. 299(2)
--	---	--	---

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Parc marin du Saguenay — Saint-Laurent			
— Rapport du comité de la Chambre : approbation ou rejet de la proposition de modification des limites du parc	Avant de réduire la superficie d'un parc ou d'une zone de celui-ci		<i>Loi sur le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent</i> 1997, ch. 37, par. 7(2)
Parcs nationaux du Canada			
— Rapports des comités de la Chambre et du Sénat : rejet de la proposition de modification de l'annexe 4 de la loi	Dans les 30 jours de séance suivant le dépôt de la proposition de modification		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 34(2)
— Rapports des comités de la Chambre et du Sénat : rejet de la proposition de modification des annexes 1 ou 2 de la loi	Dans les 30 jours de séance suivant le dépôt de la proposition de modification		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 7(2)
Procréation assistée			
— Rapport du comité de la Chambre ou du Sénat : conclusions sur un projet de règlement du gouverneur en conseil	Avant la prise du règlement. (<i>Noter l'emploi du verbe « peut » au paragraphe 66(2) de la loi.</i>)		<i>Loi sur la procréation assistée</i> 2004, ch. 2, par. 66(2)
	— Rapport déposé le 31 janvier 2007	8510 391 145	
Produits antiparasitaires			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi des dispositions de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (au début de la septième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 1, et tous les sept ans par la suite) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. L'article 1 est entré en vigueur le 28 juin 2006.		<i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> 2002, ch. 28, par. 80.1(2)
	— Rapport déposé le 28 avril 2015	8510 412 215	
Protection des renseignements personnels et documents électroniques			
— Rapport du comité de la Chambre ou mixte : examen de l'application de la partie 1 de la loi (Protection des renseignements personnels dans le secteur privé)	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (tous les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la partie 1) ou dans tout délai supérieur autorisé par la Chambre des communes. La partie 1 est entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2001.		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> 2000, ch. 5, par. 29(2)
	— Rapport déposé le 2 mai 2007	8510 391 230	
Quarantaine			
— Rapport du comité compétent : enquête ou audiences publiques à l'égard d'un projet de règlement	Avant la prise du règlement. (<i>Noter l'emploi du verbe « peut » au paragraphe 62.1(2) de la loi.</i>)		<i>Loi sur la mise en quarantaine</i> 2005, ch. 20, par. 62.1(2)
Référendum			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de l'application de la loi	Au début de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la loi, laquelle est entrée en vigueur le 23 juin 1992.		<i>Loi référendaire</i> 1992, ch. 30, par. 40(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Santé			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen détaillé de la loi et des conséquences de son application	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 9). L'article 9 est entré en vigueur le 6 novembre 2012.		<i>Loi réglementant certaines drogues et autres substances</i> 1996, ch. 19, par. 9(2)
— Rapport du Comité permanent de la santé ou du comité compétent : étude des projets de règlement visés aux alinéas 37(1)a), b) ou c) de la loi	Avant la prise du règlement par le gouverneur en conseil. (<i>Noter l'emploi du verbe « peut » au paragraphe 38(3) de la loi.</i>)		<i>Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation</i> 2010, ch. 21, par. 38(3)
Société canadienne des postes			
— Rapport des comités de la Chambre ou mixtes : étude du rapport présenté en vertu du paragraphe 21.2(2) de la loi	Dans l'année qui suit le dépôt du rapport par le ministre des Transports ou dans le délai supérieur accordé par la Chambre des communes ou les deux chambres		<i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> L.R. (1985), ch. C-10; par. 21.2(3) ajouté par 2013, ch. 10, art. 3
Sociétés par actions			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions et de l'application de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>	Dans un délai raisonnable suivant le début de l'examen (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 136, et ce ensuite tous les 10 ans). L'article 136 est entré en vigueur le 24 novembre 2001.		<i>Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions et la Loi canadienne sur les coopératives ainsi que d'autres lois en conséquence</i> 2001, ch. 14, art. 136
	— Rapport déposé le 9 juin 2010	8510 403 73	
Statistique			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de l'application du paragraphe 18.1(2) de la <i>Loi sur la statistique</i>	Au plus tard deux ans avant le troisième recensement de la population fait en application de l'article 19 de la <i>Loi sur la statistique</i> suivant l'entrée en vigueur de la <i>Loi modifiant la Loi sur la statistique</i> , laquelle est entrée en vigueur le 29 juin 2005		<i>Loi modifiant la Loi sur la statistique</i> 2005, ch. 31, art. 2
Système correctionnel et mise en liberté sous condition			
— Rapport du comité de la Chambre : examen complet de l'application des articles 129 à 132 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (trois ans après l'entrée en vigueur des articles 129 à 132) ou dans le délai supérieur que la Chambre lui accorde. Les articles 129 à 132, modifiés par 1995, chapitre 42, articles 44 à 47, sont entrés en vigueur le 24 janvier 1996.		<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, par. 232(2)
Transport des marchandises dangereuses			
— Rapport du Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités de la Chambre des communes ou du comité compétent : examen des règlements pris en vertu de la loi	À l'initiative du Comité ou à la suite du dépôt d'une plainte écrite portant sur une question spécifique de sécurité. (<i>Noter l'emploi du verbe « peut » au paragraphe 30(3) de la loi.</i>)		<i>Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses</i> 1992, ch. 34; par. 30(3) ajouté par 2009, ch. 9, par. 29(3)

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
----------------------------------	------------------------------	---	----------------------------

Transports

— Rapport du Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités ou du comité compétent : examen des règlements pris en vertu de la loi	À l'initiative du Comité ou à la suite du dépôt d'une plainte écrite portant sur une question spécifique de sécurité. (Noter l'emploi inhabituel du verbe « peut » au paragraphe 47.3(1) de la loi.)		<i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i> L.R. (1985), ch. 32 (4 ^e suppl.), par. 47.3(1) ajouté par 2012, ch. 7, art. 37
---	--	--	--

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
COMMERCE INTERNATIONAL, ministre du			
Corporation commerciale canadienne			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 722	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Corporation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 88	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 722	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 817	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Exinvest Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 702	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 702	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Exportation et développement Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 702	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 289	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 702	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 851	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Ministre			
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 1087	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Au plus tard le 15 mai ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 30 jours suivant la reprise des séances	8560 1063	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie</i> 2010, ch. 4, art. 15.1
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année suivant la date à laquelle le ministre a ordonné l'examen (à la fin des cinq années suivant l'entrée en vigueur de l'article 25 et tous les 10 ans par la suite). L'article 25 est entré en vigueur le 10 juin 1993.	8560 669	<i>Loi sur le développement des exportations</i> (titre modifié par 2001, ch. 33, art. 2(F)) L.R. (1985), ch. E-20, par. 25(2); 1993, ch. 26, art. 8

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
CONSEIL DU TRÉSOR, président du			
3Net Indy Holdings			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
7929790 Canada Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration du Régime de soins de la santé de la fonction publique fédérale			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 961	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 961	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Argentia Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Belle Bay Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Blue & Gold Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Décalai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau de régie interne de la Chambre des communes			
— État estimatif des sommes requises pour le paiement des frais de la Chambre et des députés au cours de l'exercice	Par le Président du Conseil du Trésor avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; par. 52.4(2) ajouté par 1991, ch. 20, art. 2
Bureau du contrôleur général			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique			
— État estimatif des sommes à affecter au paiement des frais du bureau du commissaire au cours de l'exercice	Par le président du Conseil du Trésor avec prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R., ch. P-1; par. 84(7) et (8) ajoutés par 2006, ch. 9, art. 28
Conseiller sénatorial en éthique			
— État estimatif des sommes à affecter au paiement des frais du bureau du conseiller	Par le président du Conseil du Trésor avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; par. 20.4(8) ajouté par 2004, ch. 7, art. 2
Datura Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
École de la fonction publique du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 500	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'École	Dès que possible après la fin de chaque exercice et au plus tard à la fin de l'année civile durant laquelle l'exercice prend fin		<i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> (titre modifié par 2003, ch. 2, art. 22) 1991, ch. 16, par. 19(1); 2012, ch. 19, art. 522

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 500	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : examen des activités et de l'organisation de l'École par son président	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (avant le 1 ^{er} décembre 2006 et au plus tard avant l'expiration de chaque période de cinq ans suivant cette date)	8560 321	<i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> (titre modifié par 2003, ch. 22, art. 22) 1991, ch. 16, par. 19(4); 2003, ch. 22, par. 34(2); 2012, ch. 19, art. 522
Forces canadiennes			
— Certificat de coût, rapport d'évaluation actuarielle et rapport sur l'actif relatifs à la situation de tout régime au titre duquel sont payées des prestations sur le fonds visé à l'alinéa 59.3a) de la loi	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> . La date de révision, pour le premier rapport d'évaluation actuarielle du régime, est la date déterminée par règlement, les dates de révision ultérieures ne devant pas être séparées de plus de trois ans.	8560 1028	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17; art. 59.6 ajouté par 1999, ch. 34, art. 154
— Certificat de coût, rapport d'évaluation actuarielle et rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes et de la Caisse de retraite des Forces canadiennes	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i>	8560 49	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17, art. 56; L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), art. 11; 1999, ch. 34, art. 153
Galvaude Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Gendarmerie royale du Canada			
— Certificat de coût, rapport d'évaluation actuarielle et rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de retraite et à la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et de la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i>	8560 580	<i>Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-11, art. 30; L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), art. 13; 1999, ch. 34, art. 200
Infra H20 GP Partners Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
Infra H20 LP Partners Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Infra-PSP Canada Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Infra-PSP Credit Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Infra-PSP ECEF Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Infra-PSP Partners Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Infra TM Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Ivory Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Kings Island Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Mini Miny Mall Holdings Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice)	8560 768	<i>Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public</i> 1999, ch. 34, par. 48(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Port-aux-Choix Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
Président			
— Avant-projets de règlement pris sous le régime de la loi	Au moins 30 jours avant la publication du règlement dans la <i>Gazette du Canada</i> au titre de l'article 86	8560 895	<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), par. 85(1)
— Certificat de coût, rapport d'évaluation actuarielle et rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de retraite, du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique et de la Caisse de retraite de la fonction publique	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i>		<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> L.R. (1985), ch. P-36, art. 45; L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), art. 12; 1999, ch. 34, art. 97
— Certificat de coût, rapport d'évaluation et rapport d'actif relatifs au compte d'allocations	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> (la date d'arrêt pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 mars 1995, chacun des examens ultérieurs devant obligatoirement se faire dans les trois ans qui suivent le précédent).	8560 519	<i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> L.R. (1985), ch. M-5; par. 65(1) ajouté par 1992, ch. 46, art. 81; 1995, ch. 30, art. 26
— Certificat de coût, rapport d'évaluation et rapport d'actif relatifs au compte de convention	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> (la date d'arrêt pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 mars 1995, chacun des examens ultérieurs devant obligatoirement se faire dans les trois ans qui suivent le précédent).	8560 519	<i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> L.R. (1985), ch. M-5; par. 66(1) ajouté par 1992, ch. 46, art. 81; 1995, ch. 30, art. 27
— Certificat de coût, rapport d'évaluation ou rapport d'actif présenté en vertu de cette loi	Dans les 30 jours de séance suivant la présentation du certificat ou des rapports ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), par. 9(1)
	— <i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i>	8560 49	
	— <i>Loi sur les juges</i>	8560 520	
	— <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>	8560 221	
	— <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i>	8560 221	
	— <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i>	8560 519	
— État estimatif des sommes à affecter au paiement des dépenses du Service au cours de l'exercice, dressé par le président de la Chambre des communes	Déposé par le Président du Conseil du Trésor avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1, art. 79.57 ajouté par 2015, ch. 36, art. 55
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Le plus tôt possible après la fin de chaque exercice	8560 173	<i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> L.R. (1985), ch. M-5; art. 67 ajouté par 1992, ch. 46, art. 81
— Rapport annuel : application de la loi	Chaque année	8560 366	<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> L.R. (1985), ch. S-24, art. 12
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport		<i>Loi sur les régimes de retraite particuliers</i> 1992, ch. 46, ann. I, par. 26(2)
— Rapport annuel : application de la partie II (Prestations supplémentaires de décès) de la loi	Chaque année		<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> L.R. (1985), ch. P-36, art. 60
— Rapport annuel : application des parties I et III (Prestations supplémentaires) de la loi	Chaque année	8560 220	<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> L.R. (1985), ch. P-36, art. 46; 1992, ch. 46, art. 24; 1999, ch. 34, art. 97
— Rapport annuel du dirigeant principal des ressources humaines donnant une vue d'ensemble des activités du secteur public concernant les divulgations faites au titre de l'article 12	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le président du Conseil du Trésor (dans les six mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 1006	<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46; art. 38.1 ajouté par 2006, ch. 9, art. 211; 2010, ch. 12, par. 1680(1) et art. 1682; 2011, ch. 24, art. 178
— Rapport annuel : exécution des programmes en matière de langues officielles au sein d'institutions fédérales	Dans les meilleurs délais après la fin de chaque exercice	8560 570	<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), art. 48
— Rapport annuel : situation de l'équité en matière d'emploi au sein des secteurs de l'administration publique fédérale visés à l'alinéa 4(1)b) de la loi	À chaque exercice	8560 333	<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, par. 21(1); 2003, ch. 22, par. 165(1)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen indépendant de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 54). L'article 54 est entré en vigueur le 15 avril 2007.		<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46, art. 54; 2010, ch. 12, art. 1682
— Rapport : mandat spécial autorisant un paiement requis d'urgence	Dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante	8560 743	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 30(3)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
— Rapports d'évaluation et d'actif relatifs au compte de prestations de décès de la fonction publique	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> (la date pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 décembre 1996, les examens ultérieurs devant obligatoirement se faire dans les trois ans qui suivent le précédent).	8560 222	<i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> L.R. (1985), ch. P-36, par. 59(1); 1992, ch. 46, art. 28
— Rapports d'évaluation et d'actif relatifs au compte des régimes compensatoires	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> (la date pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 décembre 1998, les dates de révision ultérieures ne devant pas être séparées de plus de trois ans).	8560 772	<i>Loi sur les régimes de retraite particuliers</i> 1992, ch. 46, ann. I, par. 19(1)
— Rapports d'évaluation et d'actif relatifs au compte des régimes de pension agréés	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> (la date pour l'examen actuariel du premier rapport d'évaluation est le 31 décembre 1998, les dates de révision ultérieures ne devant pas être séparées de plus de trois ans)		<i>Loi sur les régimes de retraite particuliers</i> 1992, ch. 46, ann. I, par. 8(1)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
PSP Capital Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSP Finco Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-AFP Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-Andes Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB Baltimore G.P. Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-CCR Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-Condor Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB Deep South Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-Eldorado Inc			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB Emerald Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB G.P. Finance Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB G.P. Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB G.P. Partners Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB Immobilier International Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB IRP60 Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-LSF			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-LS Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB Michigan G.P. Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-MSR Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-MV Development Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-Newbury G.P. Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB Orchid Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB Pennsylvania Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB- Realty U.S. Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-RE Finance Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-RE Finance Partners Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-RE Finance Partners II Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-RE Partners II Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-RE Partners Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-RE UK Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-SDL Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-Star Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-Technology Solutions Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPiB-Uluru Investments PTY Ltd.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-U.S. Nominee Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPIB-Vitrola Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSPLUX Sàrl			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
PSP Public Credit I Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Receveur général			
— Comptes publics	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 214	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 64(1)
Red Isle Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

44 CONSEIL DU TRÉSOR

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Revera Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Secrétariat du Conseil du Trésor			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 583	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 583	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Secteur public			
— Rapport annuel : équité en matière d'emploi au sein de chaque élément du secteur public visé aux alinéas 4(1)c) ou d) de la loi	Dans les six premiers mois de chaque exercice		<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, par. 21(3)
	— Administration du pipe-line du Nord (comportant au moins 100 salariés)		
	— Agence canadienne d'inspection des aliments	8560 658	
	— Agence de la consommation en matière financière du Canada (comportant au moins 100 salariés)		
	— Agence du revenu du Canada	8560 749	
	— Agence Parcs Canada	8560 750	
	— Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada (comportant au moins 100 salariés)		
	— Bureau du surintendant des institutions financières Canada	8560 29	
	— Bureau du vérificateur général du Canada	8560 28	
	— Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	8560 805	
	— Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale (comportant au moins 100 salariés)	8560 21	
	— Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (comportant au moins 100 salariés)		
	— Commission canadienne de sûreté nucléaire	8560 15	
	— Commission de la capitale nationale (comportant au moins 100 salariés)		
	— Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique (comportant au moins 100 salariés) (modifié par 2003, chapitre 22, articles 88(A) et 189(A) et par 2013, ch. 40, articles 365 « 4 » et 366)		

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
	— Conseil consultatif canadien de la situation de la femme (comportant au moins 100 salariés)		
	— Conseil de recherches en sciences humaines	8560 234	
	— Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	8560 27	
	— Conseil national de recherches du Canada	8560 26	
	— Défense nationale	8560 878	
	— Forces canadiennes	8560 1068	
	— Gendarmerie royale du Canada (GRC)	8560 877	
	— Instituts de recherche en santé du Canada	8560 1034	
	— Office national de l'énergie	8560 22	
	— Office national du film	8560 24	
	— Opérations des enquêtes statistiques	8560 30	
	— Personnel des fonds non publics, Forces canadiennes (Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes)	8560 18	
	— Pétrole et gaz des Indiens Canada (comportant au moins 100 salariés)		
	— Placements Épargne Canada (comportant au moins 100 salariés)		
	— Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique (comportant au moins 100 salariés)		
Service canadien du renseignement de sécurité			
— Rapport annuel : équité en matière d'emploi	Dans les six premiers mois de chaque exercice	8560 19	<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, par. 21(5)
Sooke Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Trinity Bay Private Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 934	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Vérificateur général du Canada			
— Vérification annuelle du bureau du vérificateur général	Dans les 15 jours de la réception du rapport (au plus tard le 31 décembre de l'année à laquelle il se rapporte) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 100	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17, par. 21(2)
VOP Investments Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
WAPT Pty Ltd.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		

CONSEIL PRIVÉ DE LA REINE POUR LE CANADA, présidente du

Commissions de délimitation des circonscriptions électorales

- | | | | |
|--|--|--|---|
| — Rapport : révisions en matière de représentations des provinces à la Chambre | À l'issue de chaque recensement décennal | | <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>
L.R. (1985), ch. E-3, par. 3(2); 2001, ch. 21, art. 27 |
|--|--|--|---|

Directeur général des élections

- | | | | |
|---|---|-----------|---|
| — Formulaires établis pour l'application des alinéas 432(1)a) ou 437(1)a) | Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après l'établissement du formulaire | 8560 844 | <i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, art. 552 |
| — Rapport annuel : accès à l'information | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | 8561 645 | <i>Loi sur l'accès à l'information</i>
L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) |
| — Rapport annuel : protection des renseignements personnels | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | 8561 645 | <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) |
| — Rapport : élections générales | Sans délai après la transmission du rapport (dans les 90 jours suivant la date visée à l'alinéa 57(2)c) de la loi | 8560 4 | <i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, par. 534(1) et art. 536; 2006, ch. 9, art. 177; 2014, ch. 12, art. 116 |
| — Rapport : exigence de signature | Sans délai après la transmission du rapport (sans délai après que le directeur général des élections a exercé le pouvoir prévu à l'article 18.3 de la loi). | 8560 1088 | <i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, art. 535.3 (ajouté par 2014, ch. 12, art. 115) et 536. |
| — Rapport : modifications qu'il est souhaitable d'apporter à la loi | Sans délai après la transmission du rapport (dans les meilleurs délais suivant une élection générale) | 8560 4 | <i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, art. 535 et 536; 2006, ch. 9, art. 177; 2014, ch. 12, art. 116 |
| — Rapport : partage de la province en circonscriptions électorales, limites et populations respectives de celles-ci, ainsi que nom à leur attribuer, chacune des 10 commissions de délimitations des circonscriptions électorales devant présenter un rapport | Immédiatement après que le directeur général des élections a transmis un rapport au président de la Chambre des communes et, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs. Chaque commission doit soumettre son rapport au directeur général des élections dans un délai maximal de dix mois, à compter de la réception par le président de chaque commission de l'état visé à l'alinéa 13(2)a) de la loi. | 8560 459 | <i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>
L.R. (1985), ch. E-3, par. 20(1), 21(1) et 23(2);
L.R. (1985), ch. 6 (2 ^e suppl.), art. 4 et 5 |
| — Rapport : qualifications, processus de nomination et procédure de destitution pour le poste de directeur de scrutin, ou modifications importantes apportées à ceux-ci | Sans délai après la réception du rapport (dans les meilleurs délais) | 8560 928 | <i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, art. 535.2 (ajouté par 2006, ch. 9, art. 177) et art. 536; 2006, ch. 9, art. 177 |
| — Rapport : une ou des élections partielles | Sans délai après la transmission du rapport (dans les 90 jours suivant la fin de l'année) | 8560 4 | <i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, par. 534(2) et art. 536; 2006, ch. 9, art. 177; 2014, ch. 12, art. 116 |

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Règlements que le directeur général des élections se propose de prendre en vertu de l'article 7 de la loi	Au moins sept jours avant la date prévue pour la prise des règlements	8560 775	<i>Loi référendaire</i> 1992, ch. 30, par. 7(6)
Gouverneur en conseil			
— Tarif et modification : honoraires, frais et indemnités à verser aux directeurs du scrutin et autres personnes employées pour les élections	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après l'établissement du tarif et de la modification	8560 466	<i>Loi électorale du Canada</i> 2000, ch. 9, par. 542(3)
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Les			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 634	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 1075	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 634	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 871	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Président			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
DÉFENSE NATIONALE, ministre de la			
Centre de la sécurité des télécommunications			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 964	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 964	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Chef d'état-major de la défense			
— Rapport annuel : application des articles 227.15 et 227.16 de la loi pour l'année	Dans les 15 premiers jours de séance de la chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les 30 jours suivant la fin de chaque année)	8560 1051	<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; art. 227.171 ajouté par 2007, ch. 5, art. 4
Comité externe d'examen des griefs militaires			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 717	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Comité des griefs et recommandations du président	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 mars de chaque année)	8560 752	<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; par. 29.28(2) ajouté par 1998, ch. 35, art. 7
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 717	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 853	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission et recommandations du président	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 mars de chaque année)	8560 733	<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; art. 250.17 ajouté par 1998, ch. 35, art. 82
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 853	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Cour martiale			
— Règlements du gouverneur en conseil : règles de la preuve	Dans les 15 premiers jours suivant leur prise ou, si le Parlement n'est pas en session, dans les 15 premiers jours de la session suivante		<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5, par. 181(2)
Forces canadiennes			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 637	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : accès à l'information (Ombudsman)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 856	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) et art. 73
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 637	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels (Ombudsman)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 856	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) et art. 73
Juge-avocat général			
— Rapport annuel : administration de la justice militaire au sein des Forces canadiennes	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport	8560 735	<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; par. 9.3(3) ajouté par 1998, ch. 35, art. 2
Ministère			
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 6.41 de la loi (<i>voir aussi Transports, ministre des</i>)	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer au paragraphe 6.41(5), de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur l'aéronautique</i> L.R. (1985), ch. A-2; par. 6.41(5) et (6) ajoutés par 1992, ch. 4, art. 13; 2004, ch. 15, par. 11(3)
— Décrets et règlements du gouverneur en conseil pris en application de la loi	Dans les deux jours de séance suivant la date de leur prise		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 61(1)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Motion de ratification d'une déclaration de situation de crise, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la déclaration. Si le Parlement ne siège pas alors, la Chambre doit être immédiatement convoquée en vue de siéger dans les sept jours suivant la déclaration ou, si la Chambre est alors dissoute, le Parlement est convoqué en vue de siéger le plus tôt possible après la déclaration. Dans les deux cas, la motion, l'exposé et le compte rendu sont déposés le premier jour suivant la convocation.		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 58(1) à (4)
— Motion de ratification d'une proclamation de modification d'une déclaration de situation de crise, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la prise de la proclamation		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 60(2)
— Motion de ratification d'une proclamation de prorogation d'une déclaration de situation de crise, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la prise de la proclamation		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 60(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 637	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : accès à l'information (Ombudsman)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 856	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) et art. 73
— Rapport annuel : application de la partie I.1 de la loi (Régime de pension de la force de réserve)	Annuellement	8560 92	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17; art. 59.7 ajouté par 1999, ch. 34, art. 154
— Rapport annuel : application de la partie II de la loi (Prestations de décès supplémentaires)	Annuellement	8560 92	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17, art. 72
— Rapport annuel : application des parties I (Pension de retraite) et III (Prestations supplémentaires) de la loi	Annuellement	8560 92	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17, art. 57; 1992, ch. 46, art. 51; 1999, ch. 34, art. 153
— Rapport annuel : exercice des activités du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice)	8560 792	<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; par. 273.63(3) ajouté par 2001, ch. 41, art. 102
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 637	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels (Ombudsman)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 856	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) et art. 73
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport d'évaluation et rapport d'actif : situation du compte de prestations de décès de la force régulière	Conformément à la <i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> (la date de l'examen actuariel pour le premier rapport d'évaluation est le 31 décembre de la quatrième année suivant la date d'entrée en vigueur du paragraphe 71(2) de la loi et, par la suite, dans les trois ans qui suivent le rapport précédent). Le paragraphe 71(2) est entré en vigueur le 5 octobre 1992.	8560 395	<i>Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-17, par. 71(1); 1992, ch. 46, art. 56
— Rapport : enquête sur les circonstances ayant donné lieu à la déclaration de situation de crise et les mesures prises	Dans un délai de 360 jours suivant la cessation d'effet ou l'abrogation de la déclaration de situation de crise		<i>Loi sur les mesures d'urgence</i> L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), par. 63(2)

Fonctionnaire, etc.

— Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
— Rapport : examen indépendant des dispositions mentionnées au paragraphe 273.601(1) et de leur application	Au plus tard sept ans après la date d'entrée en vigueur de l'article 273.601 et, par la suite, au plus tard sept ans après le dépôt du rapport précédent. Toutefois, si une loi modifie la loi pour donner suite à l'examen, le rapport subséquent est déposé au plus tard sept ans après la date de sanction de la loi modificative. L'article 273.601 est entré en vigueur le 1 ^{er} juin 2014.		<i>Loi sur la défense nationale</i> L.R. (1985), ch. N-5; par. 273.601(2) et (3) ajoutés par 2013, ch. 24, art. 101
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		

DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, ministre du

Centre de recherches pour le développement international

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 701	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Centre et rapport du vérificateur général	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 365	<i>Loi sur le Centre de recherches pour le développement international</i> L.R. (1985), ch. I-19, par. 22(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 701	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Ministre

— Rapport annuel préparé en conformité avec les paragraphes 5(1), (3) et (4) de la loi	Dans les six mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs	8560 1022	<i>Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle</i> 2008, ch. 17, art. 5; 2013, ch. 33, art. 196
--	---	-----------	--

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
----------------------------------	------------------------------	---	----------------------------

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, ministre**Ministre**

— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 560	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le 31 janvier		<i>Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien</i> L.R. (1985), ch. 11 (4 ^e suppl.), art. 9
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 560	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		

EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ministre de l'

Actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières

- | | | | |
|---|--|--|---|
| — Rapport : aide financière octroyée en vertu de la loi au cours de la période commençant par l'année de prêt qui suit la plus récente année de prêt visée par le rapport précédent et se terminant par l'année de prêt précédant celle de la remise du nouveau rapport | Le lendemain de la réception du rapport (au plus tard trois ans après la fin de toute année de prêt au cours de laquelle un rapport a été remis au ministre) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | | <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> 1994, ch. 28; par. 19.1(2) et (4) ajoutés par 2009, ch. 2, art. 364 |
|---|--|--|---|

Commission de l'assurance-emploi du Canada

- | | | | |
|--|---|-----------|--|
| — Rapport annuel : accès à l'information | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | | <i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) |
| — Rapport annuel : évaluation de la Commission | Dans les 30 jours suivant la réception du rapport ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre | 8560 322 | <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 1996, ch. 23, par. 3(2) et (3); 2001, ch. 5, art. 2; 2008, ch. 28, art. 124 |
| — Rapport annuel : protection des renseignements personnels | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | | <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) |
| — Rapport de l'actuaire prévu à l'article 66.3 de la loi ainsi que le résumé de celui-ci | Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise du rapport et de son résumé à la disposition du public en application de l'article 66 (au plus tard le 14 septembre de chaque année) | 8560 1071 | <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 1996, ch. 23; par. 66.31(2) ajouté par 2012, ch. 31, par. 438(1); 2013, ch. 40, art. 130 |
| — Rapport établi en vertu de l'article 124 de la loi | Dans les 30 jours qui suivent celui où le rapport a été soumis au gouverneur en conseil ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre | | <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 1996, ch. 23, par. 124(4) |
| — Rapport supplémentaire demandé par le ministre | Dans les 30 jours suivant la réception du rapport ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre | 8560 322 | <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 1996, ch. 23, par. 3(2) et (3); 2001, ch. 5, art. 2; 2008, ch. 28, art. 124 |
| — Règlements pris par la Commission | Dans les trois jours de séance suivant la prise du règlement | 8560 597 | <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 1996, ch. 23, par. 153(3) |

Fiducie du Canada pour l'habitation

- | | | | |
|---|---|--|--|
| — Rapport annuel : accès à l'information | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | | <i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2) |
| — Rapport annuel : protection des renseignements personnels | Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | | <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2) |

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Ministère			
— Certificat de coût, rapport d'évaluation ou rapport d'actif présenté en vertu de la loi	Dans les 30 jours de séance suivant la présentation du certificat ou du rapport ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs	8560 596	<i>Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques</i> L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), par. 9(1)
— Décret du gouverneur en conseil pris en application de l'article 4 de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret	8560 212	<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> L.R. (1985), ch. O-9, par. 42(1); 2007, ch. 11, art. 30
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 1082	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 884	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport	8560 773	<i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> 1994, ch. 28, par. 20(1); 2003, ch. 15, art. 12
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport		<i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> L.R. (1985), ch. S-23, art. 22
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/99-130)			
— Rapport annuel : application de la loi	Au début de chaque exercice ou, si le Parlement ne siège pas, dans les meilleurs délais après l'ouverture de la session suivante	8560 141	<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> L.R. (1985), ch. O-9, art. 47
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/99-130)			
Note : Ce numéro est maintenant attribué à tout document parlementaire déposé conformément au <i>Tarif des douanes</i> , 1997, ch. 36, par. 53(4).			
— Rapport annuel : application de la loi (voir aussi Finances, ministre des)	Dès que le rapport est terminé (au début de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 59	<i>Régime de pensions du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-8, par. 117(2); 1997, ch. 40, art. 97
— Rapport annuel : application de la Loi relative aux rentes sur l'État et de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État	Dans les 15 premiers jours qui suivent l'établissement du rapport (dans les neuf mois qui suivent la fin de l'année fiscale) ou, le cas échéant, dans les 15 premiers jours de la séance suivante	8560 57	<i>Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État</i> 1974-75-76, ch. 83, par. 18(1)
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/99-130)			

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : contrats d'assurance	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 juin)	8560 110	<i>Loi sur l'assurance du service civil</i> S.R. 1952, ch. 49, par. 21(2); 1992, ch. 1, art. 42
Non requis depuis 1999 — maintenant inclus dans les Comptes publics du ministère (TR/99-130)			
— Rapport annuel : mise en oeuvre des mesures visées à l'article 2 de la loi	Avant la fin de l'exercice suivant celui sur lequel portent les renseignements (à la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur le point de service principal du gouvernement du Canada en cas de décès</i> 2015, ch. 15, art. 4
— Rapport annuel : opérations relevant de la loi	Aussitôt que possible après la fin de chaque année financière		<i>Loi sur l'assistance-chômage</i> S.R. 1970, ch. U-1, art. 8
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 884	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : application de la partie V.1 de la loi (Transfert canadien en matière de santé, transfert canadien en matière de programmes sociaux et transfert visant la réduction des temps d'attente) (voir aussi Finances, ministre des et Santé, ministre de la)	Non indiqué		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 25.8 ajouté par 2003, ch. 15, art. 8; 2005, ch. 11, art. 1
— Rapport trimestriel : application de la loi	Dans un délai de 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les meilleurs délais après les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre)	8560 456	<i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i> L.R. (1985), ch. L-1, par. 36(1)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Nordea International Equity Fund			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Société canadienne d'hypothèques et de logement			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 632	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 108	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
— Rapport annuel : application de la loi, prêts consentis au titre de la loi et administration des prêts consentis au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , chapitre 188 des <i>Statuts révisés du Canada</i> de 1952	Dans les 15 premiers jours de séance du Parlement suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 mars)		<i>Loi nationale sur l'habitation</i> L.R. (1985), ch. N-11, par. 102(2); L.R. (1985), ch. 25 (4 ^e suppl.), art. 31
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 632	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 811	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
ENVIRONNEMENT, ministre de l'			
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 693	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités exercées au titre des articles 67 à 69 de la loi par l'autorité fédérale	Avant la fin de l'exercice en cours pour l'exercice précédent	8560 1072	<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i> 2012, ch. 19, art. 52 « 71(2) »
— Rapport annuel : application de la loi et activités de l'Agence	Avant la fin de l'exercice en cours pour l'exercice précédent		<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)</i> 2012, ch. 19, art. 52 « 114(2) »
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 693	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions			
— Plan d'entreprise	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'approbation du plan de l'Agence par le ministre (le plan doit être présenté au ministre, dès que possible après la constitution de l'Agence et chaque année par la suite)		<i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i> 2005, ch. 30, art. 87 « 23(1) »
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 910	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport de l'Agence par le ministre (au plus tard le 31 décembre de chaque année suivant la première année complète de fonctionnement de l'Agence)		<i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i> 2005, ch. 30, art. 87 « 25(1) »
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 910	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Agence Parcs Canada			
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Plan communautaire : collectivité	Dans les meilleurs délais après l'entrée en vigueur de l'article 33, lequel est entré en vigueur le 19 février 2001		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 33(1)
	Plans communautaires :		
	(1) Banff (accompagné de tout règlement de zonage pris en vertu de l'accord visé à l'article 35 de la loi)	8560 829	
	(2) Field	8560 830	

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
	(3) Jasper	8560 831	
	(4) Lake Louise	8560 832	
	(5) Wasagaming	8560 833	
	(6) Waterton	8560 834	
	(7) Waskesiu	8560 835	
— Plan directeur : aire marine de conservation	Dans les cinq ans suivant la constitution d'une aire marine de conservation		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 9(1)
— Plan directeur : aire marine de conservation — modifications	Après examen du plan directeur par le ministre (au moins tous les dix ans)		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 9(2)
— Plan directeur : lieu historique national ou autre lieu patrimonial — modifications	Après l'examen du plan directeur par le ministre (au moins tous les dix ans)	8560 566	<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 1998, ch. 31, par. 32(2)
— Plan directeur : lieu historique national ou autre lieu patrimonial protégé, exception faite du parc urbain national de la Rouge	Après réception du plan directeur par le ministre (avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter soit de la date d'entrée en vigueur de l'article 32, soit, si elle est postérieure, de la date d'établissement d'un lieu historique national ou d'un autre lieu patrimonial protégé). L'article 32 est entré en vigueur le 21 décembre 1998.		<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 1998, ch. 31, par. 32(1); 2000, ch. 32, art. 59; 2002, ch. 18, art. 40; 2015, ch. 10, art. 58
Plans directeurs pour 2001-2005 :			
	(1) Lieu historique national du Canada de la Forteresse-de-Louisbourg	8560 755	
	(2) Lieu historique national du Canada de la Voie-Navigable-Trent—Severn	8560 756	
	(3) Lieu historique national du Canada du Fort-Prince-de-Galles	8560 757	
	(4) Lieu historique national du Canada du Fort-Battleford	8560 758	
	(5) Lieu historique national du Canada de la Grosse-Île-et-le-Mémorial-des-Irlandais	8560 759	
	(6) Lieu historique national du Canada de la Maison-Commemorative-Bethune	8560 760	
	(7) Lieux historiques nationaux du Canada du Fort-Wellington et de la Bataille-du-Moulin-à-Vent	8560 761	
	(8) Lieu historique national du Canada du Fort-Malden	8560 762	
	(9) Lieu historique national du Canada Woodside	8560 763	
Plans directeurs pour 2003-2007 :			
	(1) Lieu historique national du Canada du Fort-St. James	8560 812	
	(2) Lieu historique national du Canada de Grand-Pré	8560 813	

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
(3) Lieux historiques nationaux du Canada de Port-Royal, du Fort-Anne, du Fort-Scots et du Fort-Edward		8560 814	
(4) Lieu historique national du Canada du Homestead-Motherwell		8560 815	
(5) Lieu historique national du Canada Gulf of Georgia Cannery		8560 816	
(6) Lieu historique national du Canada de Port-la-Joye—Fort-Amherst		8560 817	
(7) Lieux historiques nationaux du Canada du Presbytère-St. Andrew's et de l'Église anglicane-St. Andrew's		8560 818	
Plans directeurs déposés le 6 novembre 2003 :			
(1) Lieux historiques nationaux du Canada de Fort Rodd Hill et du Phare-de-Fisgard		8560 837	
(2) Lieu historique national du Canada de L'Anse aux Meadows		8560 838	
(3) Lieu historique national du Canada de la Maison-Riel		8560 839	
Plans directeurs déposés le 28 avril 2004 :			
(1) Lieu historique national du Canada de Red Bay		8560 850	
(2) Lieu historique national du Canada de la Tour-Martello-de-Carleton		8560 851	
(3) Lieu historique national du Canada du Blockhaus-de-St. Andrews		8560 852	
(4) Lieu historique national du Canada de la Piste-Chilkoot		8560 853	
(5) Lieu historique national du Canada de S.S. Klondike		8560 854	
(6) Lieu historique national du Canada de S.S. Keno		8560 855	
(7) Lieu historique national du Canada du Complexe-Historique-de-Dawson		8560 856	
(8) Lieu historique national du Canada de la Drague-Numéro-Quatre		8560 857	
(9) Lieu historique national du Canada du Cap-Spear		8560 858	
(10) Lieu historique national du Canada de l'Établissement Melanson		8560 859	
(11) Lieu historique national du Canada de la Maison-Bellevue		8560 860	
(12) Lieu historique national du Canada du Canal-de-Carillon		8560 861	

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Plan directeur réputé avoir été déposé le 19 mai 2004 :			
(1) Lieu historique national du Canada du Canal-de-Lachine		8560 865	
Plan directeur déposé le 10 mai 2005 :			
(1) Lieu historique national du Canada du Canal-de-Saint-Ours		8560 882	
Plans directeurs déposés le 17 mai 2005 :			
(1) Lieu historique national du Canada d'Ardgowan		8560 883	
(2) Lieu historique national du Canada de « Province House »		8560 884	
Plans directeurs déposés le 19 mai 2005 :			
(1) Lieu historique national du Fort-Kitwanga		8560 886	
(2) Lieu historique national du Fort-Walsh		8560 887	
(3) Lieu historique national du Canal-de-Sainte-Anne-de-Bellevue		8560 888	
Plan directeur déposé le 31 mai 2005 :			
(1) Lieu historique national du Canada du Canal-Rideau		8560 889	
Plans directeurs déposés en novembre 2005 :			
(1) Lieu historique national du Canada Alexander-Graham-Bell		8560 904	
(2) Lieu historique national du Canada du Fort-Langley		8560 899	
(3) Lieu historique national du Canada du Fort-St. Joseph		8560 903	
(4) Lieu historique national du Canada du Manoir-Papineau		8560 902	
(5) Lieu historique national du Canada du Ranch-Bar U		8560 898	
Plans directeurs déposés le 19 octobre 2007 :			
(1) Lieu historique national du Canada du Fort-Battleford, incluant Frenchman Butte et Lac-La Grenouille		8560 758	
(2) Lieu historique national du Canada du Commerce-de-la-Fourrure-à-Lachine		8560 938	
(3) Lieu historique national du Canada Cartier-Brébeuf		8560 940	
(4) Lieu historique national du Canada de Sir-Wilfrid-Laurier		8560 941	
(5) Lieu historique national du Canada de Sir George-Étienne-Cartier		8560 942	

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
(6) Lieux historiques nationaux du Canada de Fort-Espérance, Fort-Pelly et Fort-Livingstone		8560 943	
(7) Lieu historique national du Canada du Blockhaus-de-Merrickville		8560 944	
(8) Lieu historique national du Canada de Fort-Chambly		8560 945	
(9) Lieu historique national du Canada de la Bataille-de-la-Ristigouche		8560 946	
(10) Lieu historique national du Canada de la Maison-Laurier		8560 947	
(11) Parc national du Canada de l'Île-du-Prince-Édouard		8560 948	
(12) Lieu historique national du Canada de Coteau-du-Lac		8560 949	
(13) Lieu historique national du Canada de la Caserne-de-Carillon		8560 950	
(14) Lieu historique national du Canada des Forges-du-Saint-Maurice		8560 951	
(15) Lieu historique national du Canada du York Factory		8560 952	
(16) Lieu historique national du Canada du Cottage-Hawthorne		8560 953	
(17) Lieu historique national du Canada de La Fourche		8560 954	
(18) Lieu historique national du Canada des Fortifications-de-Québec		8560 955	
(19) Lieu historique national du Canada de Rocky Mountain House		8560 956	
(20) Lieu historique national du Canada de Castle Hill		8560 957	
(21) Lieu historique national du Canada des Remblais-de-Southwold		8560 958	
(22) Lieu historique national du Canada des Monticules-Linéaires		8560 959	
(23) Lieu historique national du Canada de la Mission-de-Hopedale		8560 960	
(24) Lieux historiques nationaux du Canada du Fort-George, des Casernes-de-Butler, du Fort-Mississauga, de l'Île-Navy, des Hauteurs-de-Queenston, du Phare-de-la-Pointe-Mississauga et du Champ-de-Bataille-du-Fort-George		8560 961	
(25) Lieu historique national du Canada du Fort-Témiscamingue		8560 962	
(26) Lieu historique national du Canada du Lower Fort Garry		8560 963	
(27) Parc national du Canada de Wapusk		8560 964	
(28) Lieu historique national du Canada du Phare-de-la-Pointe-Clark		8560 965	

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
(29) Lieu historique national du Canada des Fortifications-de-Kingston		8560 966	
(30) Lieux historiques nationaux du Canada des Parcs des Rocheuses		8560 967	
(31) Lieu historique national du Canada des Forts-et-Châteaux-Saint-Louis		8560 968	
(32) Lieu historique national du Canada de la Bataille-de-la-Châteauguay		8560 969	
(33) Lieu historique national du Canada du Fort-Henry		8560 970	
(34) Lieu historique national du Canada de la Maison-Inverarden		8560 971	
(35) Lieu historique national du Canada du Fort-Lennox		8560 972	
(36) Lieu historique national du Canada de Louis-S.-St-Laurent		8560 974	
(37) Lieu historique national du Canada Marconi		8560 975	
(38) Lieu historique national du Canada de l'Établissement-Ryan		8560 976	
(39) Lieu historique national du Canada de la Mission-Saint-Louis		8560 977	
(40) Lieu historique national du Canada Louis-Joseph-Papineau		8560 978	
(41) Lieu historique national du Canada de Port au Choix		8560 979	
(42) Lieu historique national du Canada de Signal Hill		8560 980	
(43) Parc national du Canada du Mont-Riding et du lieu historique national du Centre-d'Inscription-de-l'Entrée-Est-du-Parc-du-Mont-Riding		8560 981	
(44) Lieu historique national du Canada de la Maison-de-Sir-John-Johnson		8560 982	
(45) Lieu historique national du Canada du Parc-Montmorency		8560 983	
(46) Lieu historique national du Canada du Phare-de-Pointe-au-Père		8560 984	
(47) Lieu historique national du Canada du Canal-de-Sault Ste. Marie		8560 985	
(48) Lieu historique national du Canada du Cercle-de-la-Garnison-de-Québec		8560 986	
(49) Lieu historique national du Canada du Canal-de-Chambly		8560 987	
(50) Lieu historique national du Canada des Forts-de-Lévis		8560 988	
(51) Lieu historique national du Canada de la Maison-Maillou		8560 989	
(52) Parc National du Canada Tuktut Nogait		8560 990	

<i>Fonctionnaire, etc.</i>	<i>Délaï de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
— Description du document			
Plan directeur déposé le 31 janvier 2008 :			
(1) Parc national du Canada de Prince Albert		8560 996	
Plans directeurs déposés le 4 juin 2009 :			
(1) Lieux historiques nationaux du Canada des îles-Canso et du Fort-de-l'isle-Grassy		8560 1012	
(2) Lieux historiques nationaux du Canada du Canal-de-St. Peters et de St. Peters		8560 1013	
(3) Lieux historiques nationaux du Canada de la Citadelle-d'Halifax, de l'île-Georges, du Fort-McNab, de la Tour-Prince-de-Galles et de la Redoute-York		8560 1014	
Plan directeur déposé le 28 septembre 2009 :			
(1) Parc national Terra Nova		8560 609	
Plan directeur déposé le 5 octobre 2009 :			
(1) Parc national du Canada du Gros-Morne		8560 1023	
Plan directeur déposé le 26 octobre 2009 :			
(1) Parc national du Canada Quttinirpaaq		8560 1025	
Plan directeur déposé le 26 mars 2010 :			
(1) Parc national du Canada des Îles-de-la-Baie-Georgienne		8560 1033	
Plans directeurs déposés le 15 juin 2010 :			
(1) Parc national du Canada Monts-Torngat		8560 1036	
(2) Réserve du parc national du Canada Pacific Rim		8560 1037	
Plan directeur déposé le 20 septembre 2010 :			
(1) Parc national du Canada des Auyuittuq		8560 1038	
Plan directeur déposé le 4 novembre 2011 :			
(1) Lieux historiques nationaux du Canada Boishébert et de la Construction-Navale-à-l'île-Beaubears, J. Leonard O'Brien Memorial		8560 1054	
(2) Lieux historique national du Canada du NCSM Haida		8560 1055	
(3) Lieux historique national du Canada du Monument-Lefebvre		8560 1056	

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
	(4) Lieux historiques nationaux du Canada de la Forteresse-de-Louisbourg, du Débarquement-de-Wolfe et de la Batterie-Royale	8560 1057	
— Plan directeur	Dans les cinq ans suivant la création d'un parc		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 11(1)
	Plans directeurs pour 2003-2007 :		
	(1) Parc national du Canada des Prairies	8560 809	
	(2) Gwaii Haanas, réserve de parc national et site du patrimoine Haïda	8560 810	
	(3) Parc national du Canada Aulavik	8560 811	
	Plans directeurs pour 2004-2008 :		
	(1) Parc national et de la réserve de parc national du Canada Kluane	8560 847	
	(2) Parc national du Canada Vuntut	8560 848	
	(3) Réserve de parc national du Canada Nahanni	8560 849	
	Plans directeurs déposés en novembre 2005 :		
	(1) Réserve de parc national du Canada de l'Archipel-de-Mingan	8560 906	
	(2) Parc national du Canada de Fundy	8560 905	
	(3) Parc national du Canada du Mont-Revelstoke, parc national du Canada des Glaciers et du lieu historique national du Canada du Col-Rogers	8560 901	
	(4) Parc national du Canada Elk Island	8560 900	
	Plans directeurs déposés le 19 octobre 2007 :		
	(1) Lieu historique national du Canada de la Bataille-de-la-Coulée-des-Tourond/Fish Creek	8560 939	
	(2) Parc national du Canada de l'Île-du-Prince-Édouard	8560 948	
	(3) Parc national du Canada de Wapusk	8560 964	
	(4) Parc national du Canada Ivavik	8560 973	
	(5) Parc national du Canada du Mont-Riding et du lieu historique national du Centre-d'Inscription-de-l'Entrée-Est-du-Parc-du-Mont-Riding	8560 981	
	(6) Parc National du Canada Tuktut Nogait	8560 990	
	Plan directeur déposé le 31 janvier 2008 :		
	(1) Parc national du Canada de Prince Albert	8560 996	
	Plan directeur déposé le 28 septembre 2009 :		

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
	(1) Parc national Terra Nova	8560 609	
	Plan directeur déposé le 26 octobre 2009 :		
	(1) Parc national du Canada Quttinirpaaq	8560 1025	
	Plan directeur déposé le 26 mars 2010 :		
	(1) Parc national du Canada des Îles-de-la-Baie-Georgienne	8560 1033	
	Plans directeurs déposés le 15 juin 2010 :		
	(1) Parc national du Canada Monts-Torngat	8560 1036	
	(2) Réserve du parc national du Canada Pacific Rim	8560 1037	
	Plan directeur déposé le 20 septembre 2010 :		
	(1) Parc national du Canada des Auyuittuq	8560 1038	
— Plan directeur : modifications	Après examen du plan directeur par le ministre (au moins tous les dix ans)	8560 566	<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 11(2)
— Plan directeur : parc marin — modifications	Après réexamen du plan directeur par le ministre — conjointement avec le ministre du Québec — (au moins tous les sept ans)	8560 245	<i>Loi sur le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent</i> 1997, ch. 37, par. 9(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 616	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 616	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : état des aires marines de conservation et mesures prises en vue de l'établissement d'un réseau représentatif	Au moins tous les deux ans		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 10(2)
— Rapport : état des lieux patrimoniaux protégés et programmes de protection du patrimoine	Sur réception du rapport par le ministre (au moins tous les cinq ans)	8560 741	<i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 1998, ch. 31, art. 31
— Rapport : situation des parcs et mesures prises pour la création de parcs	Tous les deux ans		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 12(2)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Bureau du développement durable			
— Rapport : progrès réalisé par le gouvernement du Canada dans la mise en oeuvre de la stratégie fédérale de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au moins une fois tous les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la loi). La loi est entrée en vigueur le 26 juin 2008.	8560 1050	<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 7(2); 2010, ch. 16, art. 1

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Commission des lieux et monuments historiques du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 562	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 562	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Arrêté du ministre : modification à la Convention concernant les oiseaux migrateurs	Dans les 15 jours de séance suivant la prise de l'arrêté (dans les meilleurs délais suivant l'entrée en vigueur des modifications)		<i>Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs</i> 1994, ch. 22, par. 12(2)
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 200.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer au paragraphe 200.1(8) de la loi, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i> 1999, ch. 33; par. 200.1(8) et (9) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 27
— Examen : modifications du plan directeur du parc urbain national de la Rouge	Au moins tous les 10 ans		<i>Loi sur le parc urbain national de la Rouge</i> 2015, ch. 10, par. 9(3)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Plan directeur : vision à long terme pour le parc urbain national de la Rouge, objectifs de gestion et indicateurs de rendement	Dès que le plan directeur est terminé (dans les cinq ans suivant la création du parc)		<i>Loi sur le parc urbain national de la Rouge</i> 2015, ch. 10, par. 9(1)
— Proposition de modification de l'annexe 4 de la loi dans le cadre du paragraphe 33(4) de la loi	Avant d'effectuer la modification	8560 836	<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 34(1)
— Proposition de modification des annexes 1 ou 2 de la loi de même qu'un rapport sur le projet de parc ou de réserve	Avant d'effectuer la modification	8560 1032	<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2000, ch. 32, par. 7(1)
— Proposition de toute modification des annexes 1 ou 2 de la loi accompagnée d'un rapport sur l'aire marine de conservation ou la réserve	Avant d'effectuer la modification	8560 1035	<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18, par. 7(1)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant d'effectuer la modification		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
	— Parcs Canada	8560 880 et 8564 5	

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 698	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du ministère	Au plus tard le 31 janvier ou, si la Chambre ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur le ministère de l'Environnement</i> L.R. (1985), ch. E-10, art. 8
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les meilleurs délais au début de chaque exercice	8560 601	<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i> 1999, ch. 33, par. 342(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport	8560 104	<i>Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial</i> 1992, ch. 52, art. 28
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport	8560 885	<i>Loi sur les espèces en péril</i> 2002, ch. 29, art. 126
— Rapport annuel : application de la loi	Le plus tôt possible après le 31 décembre de chaque année	8560 168	<i>Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux</i> L.R. (1985), ch. I-20; art. 51 ajouté par 2009, ch. 14, art. 93
— Rapport annuel : opérations effectuées en application de la loi	Dès qu'il est terminé (dans les meilleurs délais au début de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 363	<i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-11, art. 38
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 698	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen des articles 13 à 18.23 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 18.24 et tous les 10 ans par la suite). L'article 18.24 est entré en vigueur le 10 décembre 2010.		<i>Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs</i> 1994, ch. 22; art. 18.24 ajouté par 2009, ch. 14, art. 106
— Rapport : examen des articles 13 à 18.3 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 18.4 et tous les 10 ans par la suite). L'article 18.4 est entré en vigueur le 10 décembre 2010.		<i>Loi sur les espèces sauvages du Canada</i> (titre modifié par 1994, ch. 23, art. 2(F)) L.R. (1985), ch. W-9; art. 18.4 ajouté par 2009, ch. 14, art. 51
— Rapport : examen des articles 20 à 22.2 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 22.3 et tous les 10 ans par la suite). L'article 22.3 est entré en vigueur le 10 décembre 2010.		<i>Loi sur le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent</i> 1997, ch. 37; art. 22.3 ajouté par 2009, ch. 14, art. 114

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Décal de présentation</i>		
— Rapport : examen des articles 22 à 22.16 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 28.1 et tous les 10 ans par la suite). L'article 28.1 est entré en vigueur le 10 décembre 2010.		<i>Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial</i> 1992, ch. 52; art. 28.1 ajouté par 2009, ch. 14, art. 125
— Rapport : examen des articles 24 à 28.3 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 28.4 et tous les 10 ans par la suite). L'article 28.4 est entré en vigueur le 10 décembre 2010.		<i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i> 2002, ch. 18; art. 28.4 ajouté par 2009, ch. 14, art. 28
— Rapport : examen des articles 24 à 31.3 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 31.4 et tous les 10 ans par la suite). L'article 31.4 est entré en vigueur le 10 décembre 2010.		<i>Loi sur les parcs nationaux du Canada</i> 2002, ch. 32; art. 31.4 ajouté par 2009, ch. 14, art. 40
— Rapport : examen des articles 33 à 50 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 52 et tous les 10 ans par la suite). L'article 52 est entré en vigueur le 10 décembre 2010.		<i>Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux</i> L.R. (1985), ch. 1-20; art. 52 ajouté par 2009, ch. 14, art. 93
— Rapport : examen des articles 33 à 51 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 52 de la loi et tous les 10 ans par la suite). L'article 52 est entré en vigueur le 15 mai 2015.		<i>Loi sur le parc urbain national de la Rouge</i> 2015, ch. 10, art. 52
— Rapport : examen des articles 50 à 68.3 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 68.4 et tous les 10 ans par la suite). L'article 68.4 est entré en vigueur le 10 décembre 2010.		<i>Loi sur la protection de l'environnement en Antarctique</i> 2003, ch. 20; art. 68.4 ajouté par 2009, ch. 14, art. 19
— Rapport : examen des articles 272 à 294.4 de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (10 ans après l'entrée en vigueur de l'article 294.5 et tous les 10 ans par la suite). L'article 294.5 est entré en vigueur le 10 décembre 2010.		<i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)</i> 1999, ch. 33; art. 294.5 ajouté par 2009, ch. 14, art. 86
— Rapport : situation des espèces sauvages	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 128, et à intervalles de cinq ans par la suite). L'article 128 est entré en vigueur le 5 juin 2003.	8560 1008	<i>Loi sur les espèces en péril</i> 2002, ch. 29, art. 128
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
— Stratégie fédérale de développement durable officielle	Dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la loi et au moins une fois tous les trois ans par la suite, ou au cours des 15 premiers jours de séance ultérieurs. La loi est entrée en vigueur le 26 juin 2008.	8560 1043	<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 10(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>			
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
— Permis et rapport de l'enquêteur : rejet de sulfures	Dès réception du rapport par le ministre ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-9, par. 34(5)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 699	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

72 ministres d'ÉTAT

Fonctionnaire, etc.

— Description du document

Délai de présentation

Numéro de
document
parlementaire

Autorité statutaire

ÉTAT, ministres d'

DÉPARTEMENTS D'ÉTAT

— Rapport annuel : activités du
département

Le 31 janvier au plus tard ou, si le
Parlement ne siège pas, dans les cinq
premiers jours de séance ultérieurs de la
Chambre

*Loi sur les départements et
ministres d'État*
L.R. (1985), ch. M-8,
art. 10

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
FINANCES, ministre des			
Agence de la consommation en matière financière du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 862	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités et conclusions de l'Agence	Chaque année, au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre après le 30 septembre pour l'exercice précédent	8560 797	<i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> 2001, ch. 9, art. 34; 2010, ch. 12, art. 1848; 2010, ch. 25, art. 162
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 862	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Banque du Canada			
— État de compte et rapport du gouverneur	Dans les 21 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de la réception de l'état de compte et du rapport (dans les deux premiers mois de chaque exercice)	8560 65	<i>Loi sur la Banque du Canada</i> L.R. (1985), ch. B-2, par. 30(3)
— Instructions du ministre : politique monétaire	Dans les 15 jours suivant la communication des instructions ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur la Banque du Canada</i> L.R. (1985), ch. B-2, par. 14(3)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 684	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 684	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau de privatisation et des affaires réglementaires (voir le décret abrogeant la désignation du Bureau, TR/91-42)			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau du surintendant des institutions financières			
— Décret du gouverneur en conseil : révocation du surintendant des institutions financières	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> L.R. (1985), ch. 18 (3 ^e suppl.), partie I, par. 5(3)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport actuariel sur l'évaluation de l'actif et du passif de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)	Aussitôt que possible après que le rapport a été dressé (le 31 mars 1939 et tous les cinq ans par la suite ou aux époques que le ministre des Finances juge favorables au cours de toute période quinquennale).	8560 230	<i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> S.R. 1970, ch. R-10, par. 56(3)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 528	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Bureau	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre après le 30 septembre suivant la fin de chaque exercice	8560 535	<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> L.R. (1985), ch. 18 (3 ^e suppl.), partie I, art. 40 (ancien art. 25); 2001, ch. 9, art. 477
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (à la fin de chaque exercice, dans les meilleurs délais)	8560 207	<i>Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension</i> L.R. (1985), ch. 32 (2 ^e suppl.), art. 40; 2010, ch. 12, art. 1822
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 528	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport de l'actuaire en chef : application de la loi fondée sur la situation du régime de pensions du Canada et sur les placements de l'Office	Immédiatement sur réception du rapport (pendant la première année de la période de trois ans pour laquelle un examen est requis en application du paragraphe 113.1(1)) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs	8560 83	<i>Régime de pensions du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-8, par. 115(1) et (8); L.R. (1985), ch. 13 (2 ^e suppl.), art. 10, ch. 30 (2 ^e suppl.), art. 58; ch. 18 (3 ^e suppl.), art. 32; 1997, ch. 40, art. 96
— Rapport de l'actuaire en chef : dépôt de certains projets de loi	Immédiatement sur réception du rapport ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs	8560 83	<i>Régime de pensions du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-8, par. 115(2) et (8); L.R. (1985), ch. 30 (2 ^e suppl.), art. 58
Canada Eldor Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 922	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 922	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Canada Hibernia Holding Corporation			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 923	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 923	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 886	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Centre	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 septembre de chaque année à compter du premier anniversaire de l'entrée en activité du Centre)	8560 802	<i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> (titre modifié par 2001, ch. 41, art. 48) 2000, ch. 17, par. 71(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 886	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Comité intérimaire du Fonds monétaire international et Comité de développement du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement			
— Communiqués	Non indiqué	8560 464	<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> (titre modifié par L.R. (1985), ch. 24 (1 ^{er} suppl.), art. 3) L.R. (1985), ch. B-7; art. 14 ajouté par 1991, ch. 21, art. 6
Commission des champs de bataille nationaux			
— États détaillés annuels	Dans les 14 premiers jours de la session suivante (le ou avant le 1 ^{er} juin)		<i>Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec</i> 1908, ch. 57, art. 12
Corporation d'investissement GEN du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 948	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 948	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Corporation d'investissements au développement du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 905	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : activités de la Corporation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 471	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 905	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 831	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ministère			
— Accord multilatéral	À la suite de la conclusion de tout accord multilatéral		<i>Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension</i> L.R. (1985), ch. 3 (2 ^e suppl.); par. 6.1(3) ajouté par 2010, ch. 25, art. 181
— Accord multilatéral	À la suite de la conclusion de tout accord multilatéral		<i>Loi sur les régimes de pension agréés collectifs</i> 2012, ch. 16, par. 6(3)
— Déclaration ou autre avis public : montant définitif des économies implicites de frais d'intérêts pour l'exercice précédent et compte rendu des mesures auxquelles ces économies ont été appliquées conformément à l'article 2 de la loi	Au moins une fois par exercice		<i>Loi sur les allègements fiscaux garantis</i> 2007, ch. 29, art. 60 « 6 »
— Décret du gouverneur en conseil approuvant tout accord complémentaire avec la République française, la Belgique ou l'État d'Israël	Dans les 15 jours de la signature du décret ou, le cas échéant, dans les 15 premiers jours de la séance suivante — France, Belgique et Israël (décret C.P. 1996-139, en date du 6 février 1996) — Belgique (décret C.P. 2005-1512, en date du 31 août 2005) — France (décret C.P. 2010-970, en date du 4 août 2010)	8560 576	<i>Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la France, entre le Canada et la Belgique et entre le Canada et Israël, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu</i> 1974-75-76, ch. 104, par. 11(1)
— Décret du gouverneur en conseil approuvant toute convention complémentaire avec la Nouvelle-Zélande ou l'Australie	Dans les 15 premiers jours de séance du Parlement suivant la signature du décret — Australie — Nouvelle-Zélande (décret C.P. 2015-415, en date du 1 ^{er} avril 2015)	8560 788	<i>Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la Nouvelle-Zélande et le Canada et l'Australie, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu</i> 1980-81-82-83, ch. 56, par. 9(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
— <i>Description du document</i>			
— Décret du gouverneur en conseil approuvant toute convention complémentaire avec le Royaume du Maroc, la République Islamique du Pakistan, la République de Singapour, la République des Philippines, la République Dominicaine ou le Conseil Fédéral Suisse	Dans les 15 jours de la signature du décret ou, le cas échéant, dans les 15 premiers jours de la séance suivante — Conseil Fédéral Suisse (décret C.P. 2011-515, en date du 25 mars 2011) — Conseil Fédéral Suisse (décret C.P. 2012-231, en date du 1 ^{er} mars 2012) — République de Singapour (décret C.P. 2012-405, en date du 5 avril 2012)	8560 1048	<i>Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et le Maroc, le Canada et le Pakistan, le Canada et Singapour, le Canada et les Philippines, le Canada et la République Dominicaine et le Canada et la Suisse, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu</i> 1976-77, ch. 29, par. 20(1)
— Décret du gouverneur en conseil approuvant toute convention complémentaire avec l'Espagne, la République d'Autriche, l'Italie, la République de Corée, la République Socialiste de Roumanie, la République d'Indonésie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou tout accord complémentaire avec la Malaisie, la Jamaïque ou la Barbade	Dans les 15 premiers jours de séance du Parlement qui suivent la signature du décret — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (décret C.P. 2003-1374, en date du 18 septembre 2003) — République Socialiste de Roumanie (décret C.P. 2004-956, en date du 1 ^{er} septembre 2004) — République d'Italie (décret C.P. 2012-230, en date du 1 ^{er} mars 2012) — Barbade (décret C.P. 2012-406, en date du 5 avril 2012) — République d'Autriche (décret C.P. 2012-1373, en date du 18 octobre 2012) — Royaume d'Espagne (décret C.P. 2015-324, en date du 12 mars 2015) — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (décret C.P. 2014-1146, en date du 24 octobre 2014) — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (décret C.P. 2015-0478, en date du 30 avril 2015)	8560 194	<i>Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et l'Espagne, le Canada et la République d'Autriche, le Canada et l'Italie, le Canada et la République de Corée, le Canada et la République Socialiste de Roumanie et le Canada et la République d'Indonésie et des accords conclus entre le Canada et la Malaisie, le Canada et la Jamaïque et le Canada et la Barbade ainsi que d'une convention conclue entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu</i> 1980-81-82-83, ch. 44, par. 33(1)
— Décret du gouverneur en conseil en application de l'article 5 de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance du Parlement suivant la date de la prise du décret		<i>Loi de 1982 sur l'Accord Canada-Allemagne en matière d'impôts</i> 1980-81-82-83, ch. 156, par. 6(1)
— Décret du gouverneur en conseil : modification de l'annexe III de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 4(1); 1999, ch. 31, art. 100(F)
— Décrets du gouverneur en conseil prévus au paragraphe 53(2) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret — Décret C.P. 2011-0831, en date du 29 juillet 2011	8560 141	<i>Tarif des douanes</i> 1997, ch. 36, par. 53(4)
— Décret du gouverneur en conseil rendu en exécution de l'article 57 de la loi	Dès que possible après que le décret a été rendu	8560 392	<i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> S.R. 1970, ch. R-10, par. 57(3)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 332	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Liste des propositions législatives explicites visant à modifier les textes fiscaux visés au paragraphe 162(1) de la loi	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre après le 31 octobre d'un exercice donné	8560 1078	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985) ch. F-11, par. 162(2) (ajouté par 2014, ch. 20, art. 31)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 647	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les meilleurs délais suivant la fin de l'exercice)		<i>Loi sur les régimes de pension agréés collectifs</i> 2012, ch. 16, art. 78
— Rapport annuel : application de la loi (voir aussi <i>Emploi et du Développement social, ministre de l')</i>	Dans les meilleurs délais au début de chaque exercice ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 59	<i>Régime de pensions du Canada</i> L.R. (1985), ch. C-8, par. 117(2); 1997, ch. 40, art. 97
— Rapport annuel : application de la partie II de la loi (Interprétation)	Dans les 30 jours qui suivent la fin de chaque année financière ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante	8560 139	<i>Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation</i> S.R. 1952, ch. 105, art. 27
— Rapport annuel d'activité contenant un résumé général des opérations effectuées sous le régime de la loi	Au plus tard le 31 mars ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 30 jours de séance ultérieurs	8560 485	<i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> 1991, ch. 12, art. 7; 1993, ch. 34, art. 66
— Rapport annuel : opérations du Compte du fonds des changes	Dans les 60 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'exercice (voir l'article 118 de 2005, ch. 30 quant au premier exercice auquel s'applique l'article 21 de la loi)	8560 133	<i>Loi sur la monnaie</i> L.R. (1985), ch. C-52, par. 21(1); 2005, ch. 30, art. 114 et 118
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 647	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : résumé des opérations visées par la loi et exposé détaillé de toutes les opérations intéressant directement le Canada	Au plus tard le 30 septembre ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs	8560 74	<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> (titre modifié par L.R. (1985), ch. 24 (1 ^{er} suppl.), art. 3) L.R. (1985), ch. B-7, art. 13; L.R. (1985), ch. 24 (1 ^{er} suppl.), art. 7; 1993, ch. 34, art. 11
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : application de la partie V.1 de la loi (Transfert canadien en matière de santé, transfert canadien en matière de programmes sociaux et transfert visant la réduction des temps d'attente) (voir aussi Emploi et du Développement social, ministre de l' et Santé, ministre de la)	Non indiqué		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 25.8 ajouté par 2003, ch. 15, art. 8; 2005, ch. 11, art. 1
— Rapport annuel pour l'exercice en cause : emprunts que le ministre a contractés en vertu de l'article 43.1 de la loi et mesures qu'il a prises à l'égard de la gestion de la dette publique	Dans les 30 premiers jours de séance de la chambre suivant le dépôt des Comptes publics devant la Chambre	8560 205	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 49(1); 1999, ch. 26, art. 23; 2007, ch. 29, art. 87
— Rapport annuel pour l'exercice suivant : emprunts que le ministre prévoit de contracter en vertu de l'article 43.1 de la loi et de l'utilisation qu'il compte en faire et mesures qu'il prévoit de prendre à l'égard de la gestion de la dette publique	Au cours de chaque exercice	8560 560	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 49(2); 1999, ch. 26, art. 23; 2007, ch. 29, art. 87
— Rapports : examen de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (trois ans après l'entrée en vigueur de l'article 49). L'article 49 est entré en vigueur le 4 juin 2015.		<i>Loi canadienne sur les paiements</i> L.R., (1985), ch. C-21, art. 49 ajouté par 2014, ch. 39, art. 357
— Rapports du ministre des Finances et du ministre des Postes : pièces des Jeux olympiques	Dans les 15 jours de la rédaction des rapports (au plus tard 45 jours après la fin du mois de mars 1974, et par la suite, à l'expiration de toute période de six mois) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur les Jeux olympiques de 1976</i> 1973-74, ch. 31, par. 17(3) (ancien par. 13(3)); 1974-75-76, ch. 68, art. 4
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
— Texte des instructions en vertu du paragraphe 30(1) de la loi	Au cours des 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions (dès l'entrée en vigueur de l'article 30). L'article 30 est entré en vigueur le 2 avril 1987.		<i>Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada</i> 1987, ch. 12, par. 30(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Monnaie royale canadienne			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 443	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Monnaie	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 176	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 443	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 810	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Office d'investissement du régime de pensions du Canada			
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, dans les 60 jours suivant la fin de chaque exercice)	8560 665	<i>Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada</i> 1997, ch. 40, par. 51(1) et (2); 2003, ch. 5, art. 17
PPP Canada Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 952	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 1020	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 952	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 866	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
RCMH-MRCF Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 920	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 920	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Société d'assurance-dépôts du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 695	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 78	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 695	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 847	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Tribunal canadien du commerce extérieur			
— Rapport annuel : activités du Tribunal	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au ministre (dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice précédent)	8560 553	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), art. 42
— Rapport : enquête relative au tarif de l'Accord de libre-échange Canada-Israël	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil	8560 876	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.011(4) ajouté par 1996, ch. 33, art. 17
— Rapport : enquête relative au tarif de la Colombie	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), par. 19.0121(4); 2010, ch. 4, art. 17
— Rapport : enquête relative au tarif de la Corée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); art. 19.0191 ajouté par 2014, ch. 28, art. 34
— Rapport : enquête relative au tarif de la Jordanie	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.018(4) ajouté par 2012, ch. 18, art. 17

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport : enquête relative au tarif de la Norvège	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.015(4) ajouté par 2009, ch. 6, art. 17
— Rapport : enquête relative au tarif de l'Islande	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.014(4) ajouté par 2009, ch. 6, art. 17
— Rapport : enquête relative au tarif de Suisse-Liechtenstein	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.016(4) ajouté par 2009, ch. 6, art. 17
— Rapport : enquête relative au tarif du Chili	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.012(4) ajouté par 1997, ch. 14, art. 20
— Rapport : enquête relative au tarif du Costa Rica	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.013(4) ajouté par 2001, ch. 28, art. 20
— Rapport : enquête relative au tarif du Panama	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.0131(4) ajouté par 2012, ch. 26, art. 17
— Rapport : enquête relative au tarif du Pérou	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil ou au ministre		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 19.017(4) ajouté par 2009, ch. 16, art. 17
— Rapport : enquête visée aux articles 18, 19, 19.01 ou 20 de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 20.2(3) ajouté par 1993, ch. 44, art. 38
— Rapport : enquête visée aux articles 18, 19, 19.1 ou 20 de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil	8560 572	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), par. 21(2); 1988, ch. 65, art. 54
— Rapport établi à la suite de la saisine visée au paragraphe 27(3) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil (dans les 180 jours qui suivent l'ouverture de l'enquête, lequel délai peut être prorogé d'au plus 90 jours)		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), par. 29(5)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport établi à la suite de la saisine visée au paragraphe 30.08(2) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.09(3) ajouté par 1994, ch. 47, art. 38
— Rapport sur l'enquête visée au paragraphe 30(1) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.), par. 30(5)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
INDUSTRIE, ministre de l' (comprend les documents que doit déposer le registraire général du Canada)			
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 954	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 954	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Agence spatiale canadienne			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 502	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur l'Agence spatiale canadienne</i> 1990, ch. 13, art. 23
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/94-34)			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 502	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Banque de développement du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 686	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Banque	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 162	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 686	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 833	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
BDC Capital Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 686	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 686	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commissaire aux brevets			
— Rapport annuel d'exercice	Chaque année	8560 330	<i>Loi sur les brevets</i> L.R. (1985), ch. P-4, art. 26; L.R. (1985), ch. 33 (3 ^e suppl.), art. 7
Commissaire de la concurrence			
— Rapport annuel : procédures découlant de l'application des lois visées au paragraphe 7(1) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport	8560 352	<i>Loi sur la concurrence</i> L.R. (1985), ch. C-34; art. 127 ajouté par L.R. (1985), ch. 19 (2 ^e suppl.), art. 45; 1999, ch. 2, art. 36
Commission canadienne du tourisme			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 861	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 87	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 861	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 861	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Commission du droit d'auteur			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 546	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 août)	8560 555	<i>Loi sur le droit d'auteur</i> L.R. (1985), ch. C-42; par. 66.9(2) ajouté par L.R. (1985), ch. 10 (4 ^e suppl.), art. 12
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 546	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Conseil canadien des normes			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 642	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 76	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 642	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 820	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
— Décret du gouverneur en conseil : instructions d'application générale sur la politique canadienne de télécommunication	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret	8560 927	<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 10(7)
— Instructions du gouverneur en conseil visées au paragraphe 75(1) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 379	<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 75(3)
— Ordonnance du Conseil visée à l'article 9 de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission de l'ordonnance au ministre		<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 10(8)
— Projet de décret du gouverneur en conseil : instructions d'application générale sur la politique canadienne de télécommunication	Sur réception par le ministre	8560 909	<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 10(1)
— Projet d'ordonnance d'exemption prise par le Conseil	Sur réception par le ministre		<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38, par. 10(3)
— Rapport annuel : utilisation de la liste d'exclusion nationale	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les six mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 1026	<i>Loi sur les télécommunications</i> 1993, ch. 38; art. 41.6(3) ajouté par 2005, ch. 50, art. 1
Conseil de recherches en sciences humaines			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 660	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 36	<i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i> L.R. (1985), ch. S-12, par. 20(2); 2012, ch. 19, art. 179
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 660	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 719	Loi sur l'accès à l'information L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 500	<i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i> L.R. (1985), ch. N-21, par. 18(2); 2012, ch. 19, art. 175
Non requis depuis 2003 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/2003-146)			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 719	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil des subventions au développement régional			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil national de recherches du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 639	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (dans les quatre premiers mois de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 192	<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> L.R. (1985), ch. N-15, art. 17
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 639	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Fondation canadienne pour l'innovation			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 935	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 116	<i>Loi d'exécution du budget de 1997</i> 1997, ch. 26, par. 29(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 935	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 946	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les cinq mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 823	<i>Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable</i> 2001, ch. 23, par. 30(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 946	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
La Fondation Pierre-Elliott-Trudeau			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 938	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 938	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Arrêté du ministre : modification de l'annexe de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise de l'arrêté (aussitôt que possible après l'entrée en vigueur d'une modification à l'Accord)		<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur la Station spatiale internationale civile</i> 1999, ch. 35, art. 10
— Décret du gouverneur en conseil : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la signature du décret		<i>Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz</i> L.R. (1985), ch. E-4, par. 40(1)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 1086	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
— Projets de règlement du gouverneur en conseil : application de la loi	Avant la prise des règlements	8560 657	<i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> 1998, ch. 36, par. 14(3)
— Projets de règlement du gouverneur en conseil fondé sur le paragraphe 13(1) de la loi	Avant la prise des règlements	8560 774	<i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> 1998, ch. 36, par. 13(5)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 1	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 723	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Au plus tard le 1er juin qui suit la fin d'un exercice ou, si le Parlement ne siège pas, le premier jour de séance suivant	8560 474	<i>Loi sur le développement industriel et régional</i> L.R. (1985), ch. I-8, par. 14(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les 12 mois suivant chaque exercice)	8560 240	<i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> 1998, ch. 36, art. 18 et 20
— Rapport annuel : application de la loi	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre suivant le 31 janvier		<i>Loi sur les zones spéciales</i> L.R. (1985), ch. S-14, art. 9
— Rapport annuel : application des ententes conclues en application de la loi	Au début de chaque exercice		<i>Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA)</i> L.R. (1985), ch. A-3, art. 11
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 723	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : résumé statistique et analyse des renseignements obtenus en application de la loi	Sans délai (au début de chaque année) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 115	<i>Loi sur les déclarations des personnes morales</i> (titre modifié par 1998, ch. 26, art. 63) L.R. (1985), ch. C-43, par. 22(1); 1998, ch. 26, art. 68
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : dispositions de la loi et son application	Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 63, lequel est entré en vigueur le 18 septembre 2009		<i>Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies</i> L.R. (1985), ch. C-36; par. 63(1) ajouté par 2005, ch. 47, art. 131
— Rapport : dispositions de la loi et son application et faisant état des modifications souhaitables	Dans les 10 ans suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 299. L'article 299 est entré en vigueur le 17 octobre 2011.		<i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> 2009, ch. 23, par. 299(1)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport : énumération des lois spéciales du Parlement ayant constitué des personnes morales qui ont été ultérieurement prorogées en vertu de l'article 212 ou dissoutes en vertu de l'un des articles 221 à 223 de la loi	Non indiqué		<i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> 2009, ch. 23, par. 295(1)
— Rapport : examen des dispositions et application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi et tous les 10 ans par la suite). La loi est entrée en vigueur le 13 juillet 1995.	8560 766	<i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i> 1995, ch. 28, par. 36(2)
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les cinq ans qui suivent la sanction de la loi). La loi a été sanctionnée le 23 mars 2011.		<i>Loi modifiant la Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz et la Loi sur les poids et mesures</i> 2011, ch. 3, par. 29.1(2)
— Rapport mensuel : application de la loi	Dans les 40 jours qui suivent le 6 août 1969 et chaque mois par la suite, ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours où il siège par la suite		<i>Loi sur les subventions au développement régional</i> S.R. 1970, ch. R-3, art. 16
— Rapport quinquennal : examen de l'application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans l'année suivant le 31 mars 2004 et ensuite tous les cinq ans)	8560 881	<i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> 1998, ch. 36, art. 19 et 20
— Rapport trimestriel : application de la loi	Dès que la rédaction du rapport est terminée (dès que possible après la fin de chaque trimestre) ou, si le Parlement ne siège pas, l'un des 15 premiers jours où il siège par la suite		<i>Loi de soutien de l'emploi</i> 1970-71-72, ch. 56, art. 21
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Registraire général du Canada			
— Liste des commissions délivrées à des fonctionnaires publics pendant l'année	Chaque année dans les 15 premiers jours de la session suivante du Parlement	8560 413	<i>Loi sur les fonctionnaires publics</i> L.R. (1985), ch. P-31, art. 4
— Rapport annuel : opérations du registraire général du Canada sous le régime de la loi	Annuellement	8560 411	<i>Loi sur les syndicats ouvriers</i> L.R. (1985), ch. T-14, art. 30
Statistique Canada			
— Rapport annuel	À inclure sous forme distincte dans le rapport annuel du ministre au Parlement		<i>Loi sur la statistique</i> L.R. (1985), ch. S-19, par. 4(3)
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/94-34)			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 655	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 655	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
----------------------------------	------------------------------	---	----------------------------

Tribunal de la concurrence

<i>— Règles d'application générale visées à l'article 16 de la loi</i>	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement des règles	8560 511	<i>Loi sur le Tribunal de la concurrence</i> L.R. (1985), ch. 19 (2 ^e suppl.), partie I, par. 16(3)
--	---	----------	---

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA, ministre de la			
Commissaire à la protection de la vie privée			
— Rapport : études spéciales	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 60(2)
Commission canadienne des droits de la personne			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 680	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 680	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission de révision des lois			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 678	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 678	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission d'examen de la rémunération des juges			
— Rapport : examen visé au paragraphe 26(1) de la loi	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les neuf mois qui suivent le 1 ^{er} octobre 2015 et, par la suite, dans le même délai, à partir du 1 ^{er} octobre tous les quatre ans)	8560 578	<i>Loi sur les juges</i> L.R. (1985), ch. J-1, par. 26(2) et (6); 1996, ch. 2, art. 1; 1998, ch. 30, art. 5; 2012, ch. 31, art. 212
— Rapport : questions visées au paragraphe 26(1) de la loi	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans le délai fixé par le ministre après consultation de la Commission)		<i>Loi sur les juges</i> L.R. (1985), ch. J-1, par. 26(4) et (6); 1998, ch. 30, art. 5
Commission du droit du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 863	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois premiers mois de chaque exercice)	8560 371	<i>Loi sur la Commission du droit du Canada</i> 1996, ch. 9, art. 23 et 24
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 863	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapports de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception des rapports	8560 371	<i>Loi sur la Commission du droit du Canada</i> 1996, ch. 9, art. 24

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Réponse du ministre aux rapports de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception de la réponse par la Commission	8560 764	<i>Loi sur la Commission du droit du Canada</i> 1996, ch. 9, art. 25
Conseil canadien de la magistrature			
— Décrets pris par le gouverneur en conseil en application du paragraphe 69(3) de la loi et rapports et éléments de preuve à l'appui	Dans les 15 jours qui suivent la prise des décrets ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur les juges</i> L.R. (1985), ch. J-1, art. 70
Cour canadienne de l'impôt			
— Règles établies en application de l'article 20 de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement des règles	8560 864	<i>Loi sur la Cour canadienne de l'impôt</i> L.R. (1985), ch. T-2, par. 20(3)
Cour fédérale			
— Règles ou ordonnances et modifications ou annulations y afférentes	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'approbation des règles ou ordonnances et des modifications ou annulations y afférentes par le gouverneur en conseil	8560 620	<i>Loi sur les Cours fédérales</i> (titre modifié par 2002, ch. 8, art. 14) L.R. (1985), ch. F-7, par. 46(5); 1992, ch. 1, art. 68
Cour suprême du Canada			
— Règles et ordonnances	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'édition des règles et ordonnances	8560 784	<i>Loi sur la Cour suprême</i> L.R. (1985), ch. S-26, par. 97(4); L.R. (1985), ch. 34 (3 ^e suppl.), art. 7
Directeur des poursuites pénales			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 917	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du bureau du directeur pour l'exercice précédent	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le procureur général (au plus tard le 30 juin de chaque année)	8560 934	<i>Loi sur le directeur des poursuites pénales</i> 2006, ch. 9, art. 121 « 16 »; 2014, ch. 12, art. 152
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 917	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Arrêté visé aux articles 2.1, 3, 5, 8 ou 8.1 de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la date de la prise de l'arrêté	8560 599	<i>Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères</i> L.R. (1985), ch. F-29, art. 10; 1996, ch. 28, art. 7
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
— Projets de règlement d'application de l'alinéa 38(2)a) de la loi visant à désigner un secteur ou une région du Canada pour l'application de l'alinéa 35(1)a) de cette loi	Au moins 30 jours de séance avant la date prévue pour l'entrée en vigueur des projets de règlement		<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), par. 87(1)
— Projets des textes de loi révisés	Au cours du processus de révision ou au terme de celui-ci, ou encore dans les deux cas	332-7/9	<i>Loi sur la révision et la codification des textes législatifs</i> (titre modifié par 2000, ch. 5, art. 60) L.R. (1985), ch. S-20, par. 7(1)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 676	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Service administratif des tribunaux judiciaires	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les six mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 872	<i>Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires</i> 2002, ch. 8, par. 12(2)
— Rapport annuel : application des articles 83.28 et 83.29 de la loi, renouvelés par 2013, ch. 9, art. 10, pour l'année précédente, y compris l'opinion motivée du procureur général du Canada quant à la nécessité de proroger ces articles (voir l'article 83.31 de la loi)	Chaque année (les articles 83.28 et 83.29, renouvelés par 2013, ch. 9, art. 10, cessent d'avoir effet à la fin du quinzième jour de séance postérieur au cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du paragraphe 83.32(1) de la loi, renouvelé par 2013, ch. 9, art. 12, sauf si, avant la fin de ce jour, ces articles sont prorogés par résolution adoptée par les deux chambres du Parlement). Le paragraphe 83.32(1) est entré en vigueur le 15 juillet 2013.		<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; par. 83.31(2) ajouté par 2001, ch. 41, art. 4; 2013, ch. 9, art. 10
— Rapport annuel : application de l'article 83.3 de la loi, renouvelé par 2013, ch. 9, art. 10, pour l'année précédente, y compris l'opinion motivée du procureur général du Canada quant à la nécessité de proroger cet article (voir l'article 83.31 de la loi) (<i>voir aussi Sécurité publique et de la Protection civile, ministre de la</i>)	Chaque année (l'article 83.3, renouvelé par 2013, ch. 9, art. 10, cesse d'avoir effet à la fin du quinzième jour de séance postérieur au cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du paragraphe 83.32(1) de la loi, renouvelé par 2013, ch. 9, art. 12, sauf si, avant la fin de ce jour, cet article est prorogé par résolution adoptée par les deux chambres du Parlement). Le paragraphe 83.32(1) est entré en vigueur le 15 juillet 2013.		<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; par. 83.31(2) ajouté par 2001, ch. 41, art. 4; 2013, ch. 9, art. 10
— Rapport annuel : application des articles 38.13 et 38.15 au cours de l'année précédente, et nombre de certificats et de fiats délivrés	Annuellement	8560 1080	<i>Loi sur la preuve au Canada</i> L.R. (1985), ch. C-5; art. 38.17 ajouté par 2013, ch. 9, art. 24
— Rapport annuel : demandes présentées sous le régime de la partie XXI.1 de la loi (Demandes de révision auprès du ministre — erreurs judiciaires)	Dans les six mois suivant la fin de chaque exercice	8560 827	<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; art. 696.5 ajouté par 2002, ch. 13, art. 71

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : lois non en vigueur	Au cours de chaque année civile, dans les cinq premiers jours de séance de la Chambre	8560 1046	<i>Loi sur l'abrogation des lois</i> 2008, ch. 20, art. 2
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 676	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : toute incompatibilité de l'une des dispositions d'un règlement ou d'un projet de loi avec les fins et dispositions de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> .	Dans les meilleurs délais possibles		<i>Loi sur le ministère de la Justice</i> L.R. (1985), ch. J-2, par. 4.1(1); 1992, ch. 1, art. 144(F)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Service d'appui aux tribunaux administratifs			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 965	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 965	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		

LEADER DU GOUVERNEMENT À LA CHAMBRE DES COMMUNES

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 604	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités, conclusions et recommandations du Bureau	Dans un délai de 20 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de l'exercice)	8560 499	<i>Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</i> 1989, ch. 3, par. 13(3); 1998, ch. 20, art. 9
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 604	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Leader

— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		

LOI SUR L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, ministre chargé de l'application de la

Agence de promotion économique du Canada atlantique

— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 323	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le 30 septembre		<i>Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique</i> L.R. (1985), ch. 41 (4 ^e suppl.), partie I, par. 21(3); 1992, ch. 1, art. 10
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/94-34)			

— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 323	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

Cape Breton Casting Inc.

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R., (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Cape Breton Marine Farming Limited

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

DARR (Cape Breton) Limited

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
Gulf Bras d'Or Estates Limited			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
PATRIMOINE CANADIEN, ministre du			
Bibliothèque et Archives du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 881	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 881	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 675	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 675	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Centre de règlement des différends sportifs du Canada			
— Plan d'entreprise	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du plan d'entreprise (au moins 30 jours avant le début de l'exercice suivant)	8562 864	<i>Loi sur l'activité physique et le sport</i> 2003, ch. 2, par. 32(4)
— Rapport annuel : activités du Centre	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 869	<i>Loi sur l'activité physique et le sport</i> 2003, ch. 2, par. 33(5)
Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels			
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les meilleurs délais après la réception du rapport du président de la Commission d'examen prévu à l'article 34 de la loi	8560 16	<i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> L.R. (1985), ch. C-51, art. 52; 1995, ch. 29, art. 22(A)
Commission de la capitale nationale			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 683	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 181	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 683	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 821	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Commission des champs de bataille nationaux			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 563	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 563	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
— Décret du gouverneur en conseil : instructions	Dans les 15 jours de séance suivant la prise du décret	8560 286	<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 26(3)
— Décret du gouverneur en conseil : instructions	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret	8560 379	<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 7(5)
— Instructions du ministre	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement des instructions		<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 23(5)
— Projet de décret au titre de l'article 7 de la loi	Avant la prise du décret		<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 8(1)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 666	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</i> L.R. (1985), ch. C-22, art. 13; 1991, ch.11, art. 80
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/94-34)			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 666	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : circonstances du manquement reproché à la Société Radio-Canada	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport		<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 25(2)
Conseil des Arts du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 711	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Décal de présentation</i>		
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours de la réception du rapport par le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada désigné à cette fin (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 80	<i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> (titre modifié par 2001, ch. 34, art. 14(A)) L.R. (1985), ch. C-2, par. 21(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 711	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Décret du gouverneur en conseil : résidence d'été pour le chef de l'opposition	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur les résidences officielles</i> L.R. (1985), ch. O-4, par. 5(2)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 1091	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 849	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique pour l'exercice précédent (autres que celles régies par la <i>Loi sur les relations de travail au Parlement</i>)	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les meilleurs délais suivant la fin de l'exercice)		<i>Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique</i> 2013, ch. 40, art. 365 « 42 »
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les cinq premiers jours de séance de la Chambre suivant le 31 janvier	8560 577	<i>Loi sur le multiculturalisme canadien</i> L.R. (1985), ch. 24 (4 ^e suppl.), art. 8
— Rapport annuel : langues officielles	Dans les meilleurs délais après la fin de chaque exercice	8560 565	<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), art. 44; 1995, ch. 11, art. 29
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 849	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
— Règlements qui désignent, pour l'application de l'article 15 ou de la définition de « nouvelle entreprise canadienne » à l'article 3 de la loi, un type précis d'activité commerciale qui, de l'avis du gouverneur en conseil, est lié au patrimoine culturel du Canada ou à l'identité nationale	Dans les cinq premiers jours de séance de la Chambre qui suivent la prise des règlements		<i>Loi sur Investissement Canada</i> L.R. (1985), ch. 28 (1 ^{er} suppl.), par. 35(2)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

Musée canadien de la nature

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 478	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 469	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 478	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 856	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

Musée canadien de l'histoire

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 590	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 467	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 590	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 858	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Musée canadien de l'immigration du Quai 21			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 955	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 1052	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 955	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 869	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Musée canadien des droits de la personne			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 953	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 1024	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 953	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 867	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Musée des beaux-arts du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 479	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 468	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 479	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 859	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Musée national des sciences et de la technologie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 588	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Musée	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 472	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 588	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 857	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Office national du film			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 394	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 14 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les meilleurs délais au début de chaque exercice)	8560 189	<i>Loi sur le cinéma</i> L.R. (1985), ch. N-8, par. 20(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 394	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Société du Centre national des Arts			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 670	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 179	<i>Loi sur le Centre National des Arts</i> L.R. (1985), ch. N-3, par. 17(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 670	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Société Radio-Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 947	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (aussitôt que possible, dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 86	<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 71(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 947	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Résumé du plan d'entreprise	Pour chaque exercice	8562 849	<i>Loi sur la radiodiffusion</i> 1991, ch. 11, par. 55(4)
Téléfilm Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 668	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 jours de la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 91	<i>Loi sur Téléfilm Canada</i> (titre modifié par 2002, ch. 17, art. 6) L.R. (1985), ch. C-16, par. 23(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 668	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
----------------------------------	------------------------------	---	----------------------------

PÊCHES ET DES OCÉANS, ministre des**Ministère**

— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 10.1 de la loi (voir aussi Transports, ministre des) (<i>voir aussi Transports, ministre des</i>)	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26; par. 10.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 105 (<i>non en vigueur</i>)
— Décrets du gouverneur en conseil : modification de l'annexe 2 pour y ajouter toute convention internationale, tout protocole ou toute résolution visés au paragraphe 29(2) de la loi	Dans les 10 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26, par. 30(2)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 10	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 671	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du ministère	Le 31 janvier au plus tard ou, si le Parlement ne siège pas, dans les cinq premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 14	<i>Loi sur le ministère des Pêches et des Océans</i> L.R. (1985), ch. F-15, art. 6
Non requis depuis 2000 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/2000-90)			
— Rapport annuel : activités exercées dans le cadre de la loi ou accords conclus sous son régime	Aussitôt que possible après la fin de chaque exercice	8560 292	<i>Loi sur le développement de la pêche</i> L.R. (1985), ch. F-21, art. 10
— Rapport annuel : application de la loi	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre suivant le 1er juin	8560 457	<i>Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique</i> L.R. (1985), ch. A-14, par. 8(1)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 jours suivant l'achèvement du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 147	<i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i> L.R. (1985), ch. F-22, par. 14(2)
— Rapport annuel : application des articles 4.1 et 4.2 de la loi	Dans les meilleurs délais suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les pêches</i> L.R. (1985), ch. F-14; art. 4.3 ajouté par 2012, ch. 19, art. 134

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : exécution et contrôle d'application des dispositions de la loi qui portent sur la protection des pêches et la prévention de la pollution	Dans les meilleurs délais au début de chaque exercice	8560 325	<i>Loi sur les pêches</i> L.R. (1985), ch. F-14; par. 42.1(1) ajouté par 1991, ch. 1, art. 11.1; 2012, ch.19, art. 148
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 671	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Office de commercialisation du poisson d'eau douce			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 672	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 294	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 672	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 826	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
PREMIER MINISTRE			
Bureau du Conseil privé			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 651	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 651	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Chef de la fonction publique			
— Rapport annuel : état de la fonction publique	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le premier ministre (au cours de chaque exercice)	8560 376	<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 127 » et 13
Gouverneur en conseil			
— Projet de décret autorisant la publication d'une proclamation faite sous le régime de l'article 2 ou 4 de la loi	Avant la prise du décret		<i>Loi sur les départements et ministres d'État</i> L.R. (1985), ch. M-8, par. 6(1)
Premier ministre			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Bureau de régie interne de la Chambre des communes

— Compte rendu des délibérations pour la session précédente	Dans les 10 jours suivant l'ouverture de chaque session		<i>Règlement de la Chambre des communes</i> par. 148(1)
— Nominations au Bureau	Le président fait connaître à la Chambre le nom des membres du Bureau dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant leur nomination	Fait de vive voix	<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1, par. 50(4); L.R. (1985), ch. 42 (1 ^{er} suppl.), art. 2; 1991, ch. 20, art. 2
— Rapport : décision du Bureau relative à un budget ou un budget supplémentaire présenté conformément aux paragraphes 121(1) et (2) du Règlement	Dès que le Bureau a approuvé ou rejeté les budgets		<i>Règlement de la Chambre des communes</i> par. 148(2)
— Règlements administratifs pris aux termes de l'article 52.5 de la loi	Dans les 30 jours suivant l'adoption des règlements ou, si la Chambre ne siège pas, les règlements sont remis au greffier		<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; par. 52.5(2) et (3) ajoutés par 1991, ch. 20, art. 2

Commissaire à la protection de la vie privée

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 937	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du commissariat	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice	8560 626	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, art. 38 et par. 40(1)
— Rapport annuel : application de la partie 1 de la loi (Protection des renseignements personnels dans le secteur privé)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice	8560 789	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> 2000, ch. 5, par. 25(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 937	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : examen des mesures prises par le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada en vue de protéger les renseignements qu'il recueille en application de la loi	Sans délai suivant la réception du rapport par le président (tous les deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'article 72, ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs. L'article 72 est entré en vigueur le 14 décembre 2006.	8560 1027	<i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> (titre modifié par 2001, ch. 41, art. 48) 2000, ch. 17, art. 72; 2006, ch. 12, art. 38 « 72(2) »
— Rapport spécial : affaire urgente et importante	À toute époque de l'année	8560 997	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 39(1) et 40(1)

110 PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Commissaire à l'environnement et au développement durable			
— Rapport annuel : toute question environnementale ou autre relative au développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport	8560 521	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 23(5) ajouté par 2008, ch. 33, art. 17; 2010, ch. 16, par. 6(3)
Commissaire à l'information			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 940	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du commissariat	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice	8560 734	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, art. 38 et par. 40(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 940	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport spécial : affaire importante ou urgente	À toute époque de l'année	8560 734	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 39(1) et 40(1)
Commissaire à l'intégrité du secteur public			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 931	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du commissaire	Immédiatement après la remise du rapport au président de la Chambre (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 1000	<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46, par. 38(1); 2006, ch. 9, par. 210(1); et par. 38(3.3) ajouté par 2006, ch. 9, par. 210(4)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 931	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport spécial : toute question urgente ou importante	Immédiatement après la remise du rapport au président de la Chambre (à toute époque de l'année) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 1060	<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46, par. 38(3) et (3.3) ajoutés par 2006, ch. 9, par. 210(4)
— Rapport sur le cas	Immédiatement après la remise du rapport au président de la Chambre (dans les 60 jours après le rapport) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46; par. 38(3.1) et (3.3) ajoutés par 2006, ch. 9, par. 210(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Commissaire au lobbying			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 942	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Immédiatement après la remise du rapport au président de la Chambre (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 1017	<i>Loi sur le lobbying</i> (titre modifié par 2006, ch. 9, art. 66) L.R. (1985), ch. 44 (4 ^e suppl.), art. 11; 2006, ch. 9, art. 78
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 942	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport d'enquêtes	Immédiatement après la remise du rapport au président de la Chambre ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 932	<i>Loi sur le lobbying</i> (titre modifié par 2006, ch. 9, art. 66) L.R. (1985), ch. 44 (4 ^e suppl.); art. 10.5, ajouté par 1995, ch. 12, art. 5; 2004, ch. 7, art. 23; 2006, ch. 9, art. 78
— Rapport spécial : question urgente ou importante	Immédiatement après la remise du rapport au président de la Chambre (à tout moment de l'année) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur le lobbying</i> (titre modifié par 2006, ch. 9, art. 66) L.R. (1985), ch. 44 (4 ^e suppl.); art. 11.1 ajouté par 2006, ch. 9, art. 78
Commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique			
— Rapport annuel : activités au titre de l'article 86 de la loi	Après la remise du rapport au président (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 1004	<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; al. 90(1)a) ajouté par 2006, ch. 9, art. 28
— Rapport annuel : activités au titre de l'article 87 de la loi	Après la remise du rapport au président (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 1002	<i>Loi sur le Parlement du Canada</i> L.R. (1985), ch. P-1; al. 90(1)b) ajouté par 2006, ch. 9, art. 28
Commissaire aux langues officielles			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 728	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du commissariat	Dans les meilleurs délais après la fin de chaque année	8560 301	<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), art. 66 et par. 69(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 728	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport établissant que les mesures recommandées au titre du paragraphe 63(3) de la loi n'ont pas été prises	Si, dans un délai raisonnable après la transmission du rapport au gouverneur en conseil, il n'y a pas été donné suite, de l'avis du commissaire, par des mesures appropriées		<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), par. 65(3) et 69(1)

112 PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport spécial : affaire importante et urgente	À tout moment		<i>Loi sur les langues officielles</i> L.R. (1985), ch. 31 (4 ^e suppl.), par. 67(1) et 69(1)
Commission canadienne des droits de la personne			
— Rapport annuel : application des parties II (Commission canadienne des droits de la personne) et III (Actes discriminatoires et dispositions générales) de la loi.	Dans les trois mois suivant la fin de l'année civile	8560 123	<i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> L.R. (1985), ch. H-6, par. 61(1) et (4); 1998, ch. 9, art. 32
— Rapports spéciaux : affaire importante ou urgente	À tout moment	8560 123	<i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> L.R. (1985), ch. H-6, par. 61(2) et (4); 1998, ch. 9, art. 32
Délégation interparlementaire reconnue			
— Rapport : activités d'une délégation interparlementaire reconnue	Dans les 20 jours de séance qui suivent le retour au Canada d'une délégation interparlementaire reconnue constituée en partie de députés	8565 75	<i>Règlement de la Chambre des communes</i> par. 34(1)
Société géographique de Québec			
— Rapport annuel : état général des affaires de la corporation	Dans les 20 premiers jours de chaque session du Parlement		<i>Acte pour incorporer la Société Géographique de Québec</i> 1879, ch. 77, art. 9
Société royale du Canada			
— Rapport annuel : état général des affaires de la société	Dans les 20 premiers jours de chaque session du Parlement	8560 233	<i>Acte pour incorporer la Société Royale du Canada</i> 1883, ch. 46, art. 6; 1992, ch. 58, art. 4
Tribunal canadien des droits de la personne			
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les trois mois suivant la fin de l'année civile	8560 661	<i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> L.R. (1985), ch. H-6, par. 61(3) et (4); 1998, ch. 9, art. 32
Vérificateur général du Canada			
— Rapport annuel	Sans délai suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 décembre de l'année à laquelle il se rapporte) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 jours de séance qui suivent sa réception	8560 64	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17, par. 7(3); 1994, ch. 32, art. 2
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 627	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 627	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport : constatations suite à la vérification du Compte d'assurance maritime contre les risques de guerre	Dans les trois mois de la fin de chaque vérification ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante		<i>Loi sur les risques de guerre en matière d'assurance maritime</i> (titre modifié par 2014, ch. 29, art. 4) S.R. 1970, ch. W-3, par. 7(2); 1976-77, ch. 34, art. 30(F)
— Rapport spécial : prévisions budgétaires annuelles	Immédiatement suivant la réception du rapport ou, si la Chambre ne siège pas, le premier jour de séance ultérieur		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17, par. 8(2) et 19(2)
— Rapports spéciaux : affaire importante ou urgente	Immédiatement suivant la réception du rapport ou, si la Chambre ne siège pas, le premier jour de séance ultérieur		<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17, par. 8(1) et (2); 1994, ch. 32, art. 3
	— Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	8560 826	
	— Commissaire à l'intégrité du secteur public du Canada	8560 826	
— Rapports supplémentaires	Sans délai suivant la réception du rapport (le 30e jour suivant le préavis ou à l'expiration du délai plus long qui y est indiqué) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 jours de séance qui suivent sa réception	8560 64	<i>Loi sur le vérificateur général</i> L.R. (1985), ch. A-17; par. 7(5) ajouté par 1994, ch. 32, art. 2
— Rapport : vérification de la directive visée au paragraphe 10.1(2) de la loi et de sa mise en oeuvre	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (au moins une fois tous les cinq ans)	8560 873	<i>Loi sur le développement des exportations</i> (titre modifié par 2001, ch. 33, art. 2(F)) L.R. (1985), ch. E-20; par. 21(2) ajouté par 2001, ch. 33, art. 11

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
RESSOURCES NATURELLES, ministre des			
Administration du pipe-line du Nord			
— Instructions et approbations du gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception des instructions et approbations		<i>Loi sur le pipe-line du Nord</i> L.R. (1985), ch. N-26, art. 23
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 720	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : opérations de l'Administration	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 43	<i>Loi sur le pipe-line du Nord</i> L.R. (1985), ch. N-26, art. 14; 2012, ch. 19, art. 177
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 720	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
AECL Technologies B.V.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
AECL Technologies Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Association des arpenteurs des terres du Canada			
— Rapport annuel : renseignements demandés par le ministre	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport	8560 799	<i>Loi sur les arpenteurs des terres du Canada</i> 1998, ch. 14, par. 70(2)
Commission canadienne de sûreté nucléaire			
— Instructions du gouverneur en conseil : orientation générale sur la mission de la Commission	Après la prise du décret	8560 994	<i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i> 1997, ch. 9, par. 19(3)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 623	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 771	<i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i> 1997, ch. 9, art. 72

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 623	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Énergie atomique du Canada limitée			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 939	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société d'État	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 62	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 939	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 824	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ministère			
— Contrats de réassurance	Dans les 15 jours de la conclusion des contrats ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 1065	<i>Loi sur la responsabilité nucléaire</i> L.R. (1985), ch. N-28, par. 16(2)
— Décret du gouverneur en conseil pris en application du paragraphe 71(3) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance suivant la signature du décret		<i>Loi sur l'administration de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-6, par. 72(1)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Motion de ratification d'un décret d'application de l'article 15 de la loi, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la prise du décret. Si le Parlement ne siège pas alors, la Chambre doit être immédiatement convoquée en vue de siéger dans les sept jours suivant la prise du décret ou, si la Chambre est alors dissoute, le Parlement est convoqué en vue de siéger le plus tôt possible après la prise du décret. Dans les deux cas, la motion, l'exposé et le compte rendu sont déposés le premier jour de séance suivant la convocation.		<i>Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-9; par. 46(1) à (4) ajoutés par L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), art. 73

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Motion de ratification d'un décret d'application des articles 19, 20, 22, 29 ou 44 de la loi, exposé des motifs et compte rendu	Dans les sept jours de séance suivant la prise du décret		<i>Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-9; par. 48(1) ajouté par L.R. (1985), ch. 22 (4 ^e suppl.), art. 73
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 3	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport : activités du Tribunal d'indemnisation en matière nucléaire constitué en application du paragraphe 41(1) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (à la demande du ministre)		<i>Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire</i> 2015, ch. 4, art. 120 « 54 » (non en vigueur)
— Rapport : activités relevant des attributions du ministre	Dans les meilleurs délais suivant l'établissement du rapport (lorsque exigé par le gouverneur en conseil)	8560 461	<i>Loi sur le ministère des Ressources naturelles</i> 1994, ch. 41, par. 7(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 653	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société responsable de la gestion des déchets nucléaires	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 808	<i>Loi sur les déchets de combustible nucléaire</i> 2002, ch. 23, par. 16(1) et art. 19.1
— Rapport annuel : application de la loi (voir aussi Transports, ministre des)	Dans les meilleurs délais au début de chaque année	8560 998	<i>Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles</i> L.R. (1985), ch. M-9, art. 38; 1994, ch. 41, art. 37
— Rapport annuel : exécution et contrôle d'application de la loi	Au début de chaque exercice, dans les meilleurs délais Note : Le rapport annuel comporte : a) tous les trois ans, la comparaison visée au paragraphe 36(2) de la loi; b) dans les quatre ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 37 de la loi, le résultat de l'application de cet article, qui est entré en vigueur le 21 septembre 2009.	8560 375	<i>Loi sur l'efficacité énergétique</i> 1992, ch. 36, par. 36(1) (ancien art. 36) et art. 37; 2009, ch. 8, art. 6
— Rapport annuel : fonctionnement du compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	Dans un délai de 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les trois mois suivant la fin d'un exercice)	8560 449	<i>Loi sur l'administration de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-6, par. 71(5)
— Rapport annuel : mise en oeuvre de la loi (voir aussi Affaires indiennes et du Nord canadien, ministre des)	Dans les 15 premiers jours de séance suivant l'achèvement du rapport (dans les 90 premiers jours de l'année)	8560 455	<i>Loi fédérale sur les hydrocarbures</i> L.R. (1985), ch. 36 (2 ^e suppl.), art. 109
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 653	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : revenus et dépenses visés à l'article 86 de la loi	Dans un délai de 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les trois mois suivant la fin d'un exercice)		<i>Loi sur l'administration de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-6, par. 86(5)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : revenus reçus au cours d'un exercice, à l'exception des sommes visées à l'alinéa 86(2)a) de la loi et dépenses effectuées durant la même période en vertu de la partie I (Redevances d'exportation sur le pétrole)	Dans un délai de 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les trois mois suivant la fin d'un exercice)		<i>Loi sur l'administration de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-6, par. 14(4)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : coût estimatif des dommages causés par un accident nucléaire	Sans délai après la déclaration faite en vertu du paragraphe 36(1) de la loi		<i>Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire</i> 2015, ch. 4, art. 120 « 38 » (non en vigueur)
— Règlements pris par le gouverneur en conseil : demandes d'indemnisation naissant d'un accident nucléaire	Immédiatement après la prise du règlement ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur la responsabilité nucléaire</i> L.R. (1985), ch. N-28, par. 28(2)
— Résumé des accords du Canada en vertu de la loi	Dans les meilleurs délais possible suivant la conclusion des accords		<i>Loi sur l'exploitation du champ Hibernia</i> 1990, ch. 41, art. 5
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
— Texte des ordres donnés par le gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date à laquelle les ordres ont été donnés ou, si le ministre est d'avis que leur publication nuirait aux intérêts du Canada ou d'autres parties, dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date où il est avisé de leur exécution		<i>Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 mars 2010 et mettant en oeuvre d'autres mesures</i> 2010, ch. 12, par. 2143(1) et (2)
Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 378	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de la réception du rapport (dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice)	8560 586	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i> 1988, ch. 28, par. 30(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 378	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office Canada — Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 556	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de la réception du rapport (dans les 90 jours suivant la fin de chaque exercice).	8560 505	<i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve-et-Labrador</i> (titre modifié par 2014, ch. 13, art. 3) 1987, ch. 3, par. 29(3)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 556	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office de répartition des approvisionnements d'énergie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport visé au paragraphe 14(2) de la loi	Dès l'établissement du rapport ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie</i> L.R. (1985), ch. E-9, par. 14(3)
Office des indemnisations pétrolières			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office national de l'énergie			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 689	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (dans les trois premiers mois de l'année civile) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 188	<i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i> L.R. (1985), ch. N-7, art. 133
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 689	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
REVENU NATIONAL, ministre du			
Agence du revenu du Canada			
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 646	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 décembre de chaque année suivant la première année complète de fonctionnement de l'Agence)	8560 780	<i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> (titre modifié par 2005, ch. 38, art. 35) 1999, ch. 17, par. 88(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 646	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Règlements du gouverneur en conseil pris en vertu du paragraphe 5(1) de la loi	Dans les 15 premiers jours de session suivant la date des règlements		<i>Loi sur les exportations</i> L.R. (1985), ch. E-18, par. 5(2)
— Résumé du plan d'entreprise	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'approbation du résumé par le ministre (après l'approbation du plan par le Conseil du Trésor)	8562 839	<i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> (titre modifié par 2005, ch. 38, art. 35) 1999, ch. 17, par. 49(2)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
----------------------------------	------------------------------	---	----------------------------

SANTÉ, ministre de la**Agence canadienne d'inspection des aliments**

— Plan d'entreprise	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'approbation du plan par le ministre (dès la constitution de l'Agence et au moins tous les cinq ans par la suite). L'Agence a été constituée le 1 ^{er} avril 1997, date de l'entrée en vigueur de l'article 3.	8562 800	<i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> 1997, ch. 6, par. 22(1)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 9	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 855	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

— Rapport annuel : activités de l'Agence	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 septembre)	8560 48	<i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> 1997, ch. 6, par. 23(1)
--	---	---------	--

Non requis depuis 2005 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/2005-50)

— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 855	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)

Agence de la santé publique du Canada

— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 936	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : état de la santé publique au Canada	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les six mois suivant la fin de chaque exercice, débutant à l'expiration de l'exercice suivant celui au cours duquel les paragraphes 12(1) et (2) de la loi entrent en vigueur). Ces paragraphes sont entrés en vigueur le 15 décembre 2006.	8560 1003	<i>Loi sur l'Agence de la santé publique du Canada</i> 2006, ch. 5, par. 12(1) et (2) et art. 20
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 936	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : examen de l'efficacité du cadre fédéral relatif à la maladie de Lyme	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (dans les cinq ans suivant la date de publication du rapport prévu à l'article 4 de la loi sur le site Web de l'Agence		<i>Loi sur le cadre fédéral relatif à la maladie de Lyme</i> 2014, ch. 37, art. 6

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Centre canadien de lutte contre les toxicomanies			
— Rapport annuel : activités du Centre	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans le mois qui suit la présentation du rapport au conseil — dans les trois premiers mois de chaque exercice)	8560 591	<i>Loi sur le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies</i> L.R. (1985), ch. 49 (4 ^e suppl.), par. 31(2); 1996, ch. 8, art. 32
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 602	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la remise du rapport	8560 564	<i>Loi sur les brevets</i> L.R. (1985), ch. P-4; par. 100(4) ajouté par 1993, ch. 2, art. 7
— Rapport annuel : dépenses de recherche et développement en matière de médicaments par rapport aux recettes tirées de la vente de médicaments	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la remise du rapport	8560 564	<i>Loi sur les brevets</i> L.R. (1985), ch. P-4; par. 89(4) ajouté par 1993, ch. 2, art. 7
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 602	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Instituts de recherche en santé du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 852	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités, orientation stratégique, objectifs et états financiers d'IRSC	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 782	<i>Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada</i> 2000, ch. 6, par. 32(2); 2012, ch. 19, art. 192
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 852	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Accord d'équivalence suivant la prise d'un décret en vertu du paragraphe 60(3) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret du gouverneur en conseil déclarant que certaines dispositions de la loi ou de ses règlements ne s'appliquent pas dans la province où un accord d'équivalence est en vigueur		<i>Loi sur le tabac</i> 1997, ch. 13, par. 60(3) et (4); 2015, ch. 3, art. 155

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 11.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur le ministère de la Santé</i> 1996, ch. 8; par. 11.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 34
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 30.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre	8560 1018	<i>Loi sur les aliments et drogues</i> L.R. (1985), ch. F-27; par. 30.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 66
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 13.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les dispositifs émettant des radiations</i> L.R. (1985), ch. R-1; par. 13.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 103
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 67.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> 2002, ch. 28; par. 67.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, par. 111.1(2)
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 16.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les produits dangereux</i> L.R. (1985), ch. H-3; par. 16.1(7) et (8) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 68
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 27.1 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les produits dangereux</i> L.R. (1985), ch. H-3; par. 27.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 69
— Arrêté d'urgence pris au titre du paragraphe 40(1) de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation</i> 2010, ch. 21, par. 40(5) et (6)
— Arrêté d'urgence pris au titre du paragraphe 67(1) de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines</i> 2009, ch. 24, art. 67
— Copie de tout décret ou arrêté visé aux articles 58 à 60 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise du décret ou de l'arrêté	8560 1079	<i>Loi sur la mise en quarantaine</i> 2005, ch. 20, par. 61(2)
	— Décret visant la réduction du risque d'exposition à la maladie à virus Ebola au Canada, décret C.P. 2014-1238, en date du 3 novembre 2014		
— Déclaration du ministre énonçant les motifs sur lesquels il se fonde pour ne pas déposer un projet de règlement	Non indiqué		<i>Loi sur la procréation assistée</i> 2004, ch. 2, par. 67(2)
— Déclaration énonçant les motifs sur lesquels le ministre se fonde pour ne pas déposer le projet de règlement	Non indiqué		<i>Loi sur la mise en quarantaine</i> 2005, ch. 20, par. 62.2(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Déclaration énonçant les motifs sur lesquels le ministre se fonde pour ne pas déposer un projet de règlement	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du règlement		<i>Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation</i> 2010, ch. 21, par. 39(2)
— Déclaration énonçant les motifs sur lesquels le ministre se fonde pour ne pas déposer un projet de règlement	Non indiqué		<i>Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines</i> 2009, ch. 24, par. 66.2(2)
— Déclaration motivée du ministre s'il n'est pas donné suite dans un règlement à l'une ou l'autre des recommandations que contient le rapport du comité de la chambre	Après la prise du règlement par le gouverneur en conseil		<i>Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation</i> 2010, ch. 21, par. 38(5)
— Déclaration motivée du ministre s'il n'est pas donné suite dans un règlement à l'une ou l'autre des recommandations que contient le rapport du comité de la Chambre	Non indiqué		<i>Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines</i> 2009, ch. 24, par. 66.1(4)
— Déclaration motivée s'il n'est pas donné suite dans un règlement à l'une ou l'autre des recommandations que contient un rapport d'un comité de la Chambre	Non indiqué		<i>Loi sur la procréation assistée</i> 2004, ch. 2, par. 66(4)
— Décrets pris en vertu de l'article 15 de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi canadienne sur la santé</i> L.R. (1985), ch. C-6, par. 15(3)
— Projets de règlement en vertu des articles 7, 14, 17, 33 ou 42 de la loi	Avant la prise du règlement par le gouverneur en conseil	8560 12	<i>Loi sur le tabac</i> 1997, ch. 13, par. 42.1(1)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Projet de règlement en vertu de l'article 62 de la loi	Avant la prise du règlement		<i>Loi sur la mise en quarantaine</i> 2005, ch. 20, par. 62.1(1)
— Projet de règlement visé à l'article 66 de la loi	Avant la prise du règlement par le gouverneur en conseil	8560 1074	<i>Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines</i> 2009, ch. 24, par. 66.1(1)
— Projets de règlement du gouverneur en conseil visé à l'article 65 de la loi	Avant la prise du règlement	8560 919	<i>Loi sur la procréation assistée</i> 2004, ch. 2, par. 66(1)
— Projets de règlement visés aux alinéas 37(1)a), b) ou c) de la loi	Avant la prise du règlement par le gouverneur en conseil	8560 1069	<i>Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation</i> 2010, ch. 21, par. 38(1)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 6	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 629	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (dans les meilleurs délais, mais au plus tard pour le 31 décembre de chaque année)	8560 458	<i>Loi canadienne sur la santé</i> L.R. (1985), ch. C-6, art. 23
— Rapport annuel : application de la loi	Dès que possible après la fin de chaque exercice	8560 991	<i>Loi sur les produits antiparasitaires</i> 2002, ch. 28, par. 80(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 629	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : application de la partie V.1 de la loi (Transfert canadien en matière de santé, transfert canadien en matière de programmes sociaux et transfert visant la réduction des temps d'attente) (voir aussi Emploi et Développement social, ministre de l' et Finances, ministre des)	Non indiqué		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 25.8 ajouté par 2003, ch. 15, art. 8; 2005, ch. 11, art. 1
— Rapport : cadre fédéral relatif à la maladie de Lyme	Dans les 90 premiers jours de séance de la Chambre suivant la publication du rapport sur le site Web de l'Agence de la santé publique du Canada (dans l'année suivant l'élaboration du cadre fédéral)		<i>Loi sur le cadre fédéral relatif à la maladie de Lyme</i> 2014, ch. 37, art. 5
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE, ministre de la			
Agence des services frontaliers du Canada			
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités et résultats obtenus de l'Agence	Le plus tôt possible après la fin de chaque exercice et avant la fin de l'exercice en cours Note : Selon le paragraphe 15.1(2) de la loi, le dépôt de tout rapport exigé par le Conseil du Trésor sur les activités de l'Agence et les résultats obtenus par celle-ci satisfait à l'obligation du paragraphe 15.1(1) si les renseignements visés au paragraphe 15.1(1) figurent dans le rapport.		<i>Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada</i> 2005, ch. 38, par. 15.1(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 512	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du comité	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 septembre)	8560 31	<i>Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité</i> L.R. (1985), ch. C-23, art. 53; L.R. (1985), ch. 1 (4 ^e suppl.), art. 7; 2015, ch. 20, art. 51
— Rapport annuel d'activité de la personne nommé au titre du paragraphe 19.1(1) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 septembre)		<i>Loi sur la citoyenneté</i> L.R. (1985), ch. C-29, art. 19.3 ajouté par 1997, ch. 22, art. 2; 2005, ch. 10, art. 14
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 512	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : activités du Comité et renseignements concernant son rendement en ce qui a trait aux normes de service établies en vertu de l'article 28.1	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois premiers mois de chaque exercice)	8560 509	<i>Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-10, art. 30; L.R. (1985), ch. 8 (2 ^e suppl.), art. 16; 2013, ch. 18, art. 19
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commissaire aux armes à feu			
— Rapport annuel : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dès que possible au début de chaque année civile)	8560 144	<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 93(2); 2003, ch. 8, art. 50
— Rapport demandé par écrit par le ministre : application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dès que possible après une demande écrite du ministre)		<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 93(2); 2003, ch. 8, art. 50
Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada			
— Rapport annuel : activités de la banque nationale de données génétiques	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 777	<i>Loi sur l'identification par les empreintes génétiques</i> 1998, ch. 37; par. 13.1(2) ajouté par 2000, ch. 10, art. 12; 2005, ch. 10, art. 26
— Rapport annuel : activités du Programme de protection des témoins	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 juin)	8560 7	<i>Loi sur le Programme de protection des témoins</i> 1996, ch. 15, par. 16(2)
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Commission et ses recommandations	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les trois premiers mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-10; art. 45.52 ajouté par 2013, ch. 18, art. 35
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Commission des libérations conditionnelles du Canada			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 7	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délagi de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : renseignements demandés au paragraphe 11(1) de la loi	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de la réception du rapport (dans les trois premiers mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 1066	<i>Loi sur le casier judiciaire</i> L.R. (1985), ch. C-47, par. 11(2)
Enquêteur correctionnel du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information (Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du bureau de l'enquêteur correctionnel	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les trois premiers mois de chaque exercice)	8560 72	<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, art. 192
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels (Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada)	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport spécial : question urgente ou importante	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (à toute époque de l'année)		<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, art. 193
Gendarmerie royale du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ministère			
— Copie des arrangements conclus aux termes des paragraphes 20(1) ou (2) de la loi	Dans les 15 jours de la conclusion des arrangements ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 475	<i>Loi sur la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-10, par. 20(5)
— Notification : Déclaration énonçant les justificatifs sur lesquels le ministre se fonde en application des paragraphes 119(2) ou (3) de la loi	Non indiqué	8560 779	<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 119(4)
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, c. 33, s. 11(2); 2010, c. 16, s. 4
— Projets de règlement	Le même jour que le dépôt des projets de règlement devant le Sénat	8560 492	<i>Loi sur les armes à feu</i> 1995, ch. 39, par. 118(1) et (2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Projets de règlements pris en vertu des articles 17, 32, 53, 61, 87.2, 102, 116, 150 et 150.1 de la loi (voir aussi Citoyenneté et de l'Immigration, ministre de la)	Non indiqué — Projet de règlement modifiant le <i>Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	8560 790	<i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> 2001, ch. 27, par. 5(2); 2004, ch. 15, art. 70; 2008, ch. 3, art. 2
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 7	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : application de l'article 83.3 de la loi, renouvelé par 2013, ch. 9, art. 10, pour l'année précédente, y compris l'opinion motivée du ministre quant à la nécessité de proroger cet article (voir l'article 83.31 de la loi) (voir aussi Justice et Procureur général du Canada, ministre de la)	Chaque année (l'article 83.3, renouvelé par 2013, ch. 9, art. 10, cesse d'avoir effet à la fin du quinzième jour de séance postérieur au cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du paragraphe 83.32(1) de la loi, renouvelé par 2013, ch. 9, art. 12, sauf si, avant la fin de ce jour, cet article est prorogé par résolution adoptée par les deux chambres du Parlement). Le paragraphe 83.32(1) est entré en vigueur le 15 juillet 2013.	8560 819	<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; par. 83.31(2) ajouté par 2001, ch. 41, art. 4; 2013, ch. 9, art. 10
— Rapport annuel : application des parties I (Pension de retraite) et III (Prestations supplémentaires) de la loi	Annuellement	8560 231	<i>Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada</i> L.R. (1985), ch. R-11, art. 31; 1992, ch. 46, art. 79; 1999, ch. 34, art. 200
— Rapport annuel : établi en vertu du paragraphe 195(1)	Dès que le rapport est terminé (chaque année, aussitôt que possible) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 510	<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46, par. 195(4); 2005, ch. 10, sous-al. 34(1)f(x)
— Rapport annuel : examen annuel de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) par le vérificateur général, état de la caisse et des opérations faites durant l'année	Non indiqué	8560 232	<i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> S.R. 1970, ch. R-10, par. 55(4); 1976-77, ch. 34, art. 30(F), item 27
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Service canadien du renseignement de sécurité			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Service correctionnel du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Service	Au plus tard le cinquième jour de séance de la Chambre suivant le 31 janvier		<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, art. 95
Non requis depuis 1994 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/94-34)			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 880	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
TRANSPORTS, ministre des			
2875039 Canada Limitée			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 924	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 924	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
2875047 Canada Limitée			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 925	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 925	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
3906949 Canada Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 926	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 926	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 878	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 824	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 878	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 863	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Administration de pilotage de l'Atlantique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 713	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 415	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 713	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 842	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Administration de pilotage des Grands Lacs			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 714	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 417	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 714	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 843	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Administration de pilotage des Laurentides			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 715	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 416	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)

132 TRANSPORTS

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 715	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 844	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Administration de pilotage du Pacifique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 716	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Administration	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 418	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 716	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 845	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Administration portuaire de Belledune			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 867	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 867	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Halifax			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 896	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 896	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Administration portuaire de Hamilton			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 888	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 888	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Montréal			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 897	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 897	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Nanaimo			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 889	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 889	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Port-Alberni			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 890	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 890	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Prince-Rupert			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 899	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 899	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Québec			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 891	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 891	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Saint-Jean			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 892	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 892	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Sept-Îles			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 901	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 901	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de St. John's			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 893	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 893	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Thunder Bay			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 902	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 902	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Toronto			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 894	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 894	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Administration portuaire de Trois-Rivières			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 903	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 903	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Vancouver Fraser			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire de Windsor			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 904	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 904	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire d'Oshawa			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 958	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 958	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Administration portuaire du Saguenay			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 900	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 900	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Autorité du pont Windsor-Détroit			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 963	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : activités de l'Autorité	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 963	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 870	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Bureau de l'administrateur de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 918	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'administrateur de la Caisse d'indemnisation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (le plus tôt possible, mais au plus tard dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 606	<i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i> 2001, ch. 6; art. 121 édicté par 2009, ch. 21, art. 11 (remplaçant l'ancien par. 100(2))
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 918	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Bureau de l'infrastructure du Canada			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 876	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 876	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Corporation du Pont international de la voie maritime limitée, La			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 635	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Corporation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1) (non en vigueur)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 635	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2) (non en vigueur)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4) (non en vigueur)
Marine Atlantique S. C. C.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 944	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 622	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 944	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 846	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ministère			
— Arrêté d'urgence du ministre pris au titre du paragraphe 27.6(1) de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre	8560 1031	<i>Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses</i> 1992, ch. 34; art. 27.6 ajouté par 2009, ch. 9, art. 26
— Arrêté d'urgence du sous-ministre pris au titre du paragraphe 27.6(2) de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses</i> 1992, ch. 34; art. 27.6 ajouté par 2009, ch. 9, art. 26
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 10.1 de la loi (voir aussi Pêches et des Océans, ministre des)	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26; par. 10.1(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 105 (non en vigueur)
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 6.41 de la loi (voir aussi Défense nationale, ministre de la)	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre	8560 926	<i>Loi sur l'aéronautique</i> L.R. (1985), ch. A-2; par. 6.41(5) et (6) ajoutés par 1992, ch. 4, art. 13; 2004, ch. 15, par. 11(3)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délag de présentation</i>		
— Arrêté d'urgence pris au titre de l'article 32 de la loi	Dans les 15 jours suivant la prise de l'arrêté et, dans le cas où la Chambre ne siège pas, il suffit, pour se conformer à cette obligation, de communiquer la copie de l'arrêté au greffier de la Chambre		<i>Loi sur la protection de la navigation</i> (titre modifié par 2012, ch. 31, art. 316) L.R. (1985), ch. N-22; par. 32(6) et (7) ajoutés par 2004, ch. 15, art. 96
— Copies des contrats de réassurance	Dans les 30 jours de la conclusion des contrats ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante		<i>Loi sur les risques de guerre en matière d'assurance maritime</i> (titre modifié par 2014, ch. 29, art. 4) S.R. 1970, ch. W-3, art. 8;
— Décret du gouverneur en conseil : modification des annexes de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs	Dans les 10 premiers jours de séance du Parlement qui suivent la promulgation du décret		<i>Loi de la convention sur la sécurité des conteneurs</i> L.R. (1985), ch. S-1, par. 8(2)
— Décrets du gouverneur en conseil : modification de l'annexe 1 et rapport sur les objectifs de la convention, du protocole ou de la résolution	Dans les 10 jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret	8560 993	<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26, par. 30(2)
— État suffisamment détaillé de la nature et de l'étendue des travaux exécutés sous l'autorité de la loi au cours de la précédente année civile, des fonds dépensés à cet égard et de la dépense approximative prévue pour l'année civile en cours	Dans les 30 premiers jours de chaque session tenue avant l'achèvement desdits ouvrages		<i>Loi des terminus nationaux canadiens à Montréal, 1929</i> 1929, ch. 12, art. 11
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 1093	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport : activités du ministre en vertu de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la chambre suivant l'établissement du rapport (dans les 90 jours suivant le jour où le ministre a pris, modifié ou révoqué un engagement ou, en l'absence d'une telle mesure, dans les deux ans suivant le jour du dépôt du dernier rapport)		<i>Loi sur l'indemnisation de l'industrie aérienne</i> 2014, ch. 29, art. 2 « 11 »
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 690	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'administrateur de la Caisse d'indemnisation pour les accidents ferroviaires impliquant des marchandises désignées	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais au plus tard dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice)		<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, art. 155.93 ajouté par 2015, ch. 31, art. 10

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : application de la loi (voir aussi Ressources naturelles, ministre des)	Dans les meilleurs délais au début de chaque année	8560 998	<i>Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles</i> L.R. (1985), ch. M-9, art. 38; 1994, ch. 41, art. 37
— Rapport annuel : chemins de fer et canaux	Dans les 21 premiers jours de la session		<i>Loi sur le ministère des Transports</i> L.R. (1985), ch. T-18, art. 20
Non requis depuis 1993 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/93-30)			
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 690	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : renseignements statistiques disponibles et rapport d'étape sur la mise en oeuvre des règles et des normes	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport	8560 571	<i>Loi sur les transports routiers</i> (titre modifié par 2001, ch. 13, art. 1) L.R. (1985), ch. 29 (3 ^e suppl.), par. 25(1) (ancien par. 35(1)); 2001, ch. 13, art. 9
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen complet de l'application de la loi	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 51). L'article 51 est entré en vigueur le 1 ^{er} mai 2013.		<i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i> L.R. (1985), ch. 32 (4 ^e suppl.), par. 51(2) ajouté par 2012, ch. 7, art. 38
— Rapport : examen de l'application des articles 167 à 172 de la loi	Tous les cinq ans	8560 747	<i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> 2001, ch. 26, art. 173
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 41). L'article 41 est entré en vigueur le 12 mars 2009.		<i>Loi sur la protection de la navigation</i> (titre modifié par 2012, ch. 31, art. 316) L.R. (1985), ch. N-22; art. 41 ajouté par 2009, ch. 2, art. 340
— Rapport : examen de la possibilité de remplacer les règles de La Haye-Visby par celles de Hambourg	Avant le 1 ^{er} janvier 2005, et par la suite tous les cinq ans	8560 874	<i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i> 2001, ch. 6, art. 44
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
— Texte des ordres donnés par le gouverneur en conseil	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date à laquelle les ordres ont été donnés ou, si le paragraphe 207(2) de la loi s'applique, dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où il est avisé de l'exécution des ordres		<i>Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en oeuvre d'autres mesures</i> 2013, ch. 33, par. 207(1) et (2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Nieuwe Post Nederlandse Antillen N.V.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Office des transports du Canada			
— Décret du gouverneur en conseil pris au termes de l'article 47 de la loi	Dans les sept premiers jours de séance suivant la prise du décret	8560 562	<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, par. 47(4)
— Directives visées à l'article 43 de la loi	Non indiqué		<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, art. 43 et 44
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 527	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de l'Office	Dans les 30 jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (avant la fin du mois de juillet)	8560 282	<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, par. 42(3); 2013, ch. 31, art. 2
— Rapport annuel : résumé de la situation des transports au Canada, ce résumé devenant un rapport approfondi tous les cinq ans	Avant la fin du mois de mai	8560 79	<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, art. 52; 2007, ch. 19, art. 11
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 527	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport : examen complet de l'application de la loi et de toute autre loi portant sur la réglementation économique d'un mode de transport ou sur toute activité de transport	Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les 18 mois suivant la date de la nomination d'une ou de plusieurs personnes chargées de procéder à l'examen, laquelle nomination a lieu dans les huit ans suivant la date de l'entrée en vigueur du paragraphe 53(1)). Le paragraphe 53(1) est entré en vigueur le 22 juin 2007.		<i>Loi sur les transports au Canada</i> 1996, ch. 10, art. 53; 2007, ch. 19, art. 12
Ridley Terminals Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 941	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la compagnie	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 770	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 941	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 860	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Note : À l'entrée en vigueur de l'art. 211 du chapitre 33 des Lois du Canada (2013), le ministre des Transports ne sera plus le ministre responsable de cette société pour l'application des paragraphes 125(4), 150(1) et 153(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .			
Société des ponts fédéraux Limitée, La			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 724	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 2	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 724	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 822	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Tribunal d'appel des transports du Canada			
— Rapport annuel : activités du Tribunal	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (au plus tard le 30 juin de chaque exercice)	8560 867	<i>Loi sur le Tribunal d'appel des transports du Canada</i> 2001, ch. 29, art. 22
VIA Rail Canada Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 921	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 128	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 921	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)

142 TRANSPORTS

Fonctionnaire, etc.

<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>	<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 803	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		

TRAVAIL, ministre du**Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail**

— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 712	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités du Centre	Dans les 10 jours de séance suivant la réception du rapport (dans les quatre premiers mois de chaque année)	8560 38	<i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i> L.R. (1985), ch. C-13, par. 26(2); 2012, ch. 19, art. 171
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 712	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)

Conseil canadien des relations industrielles

— Rapport annuel : activités du Conseil	Dans les 15 jours suivant la réception du rapport (au plus tard le 31 janvier qui suit la fin de chaque exercice) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre	8560 111	<i>Code canadien du travail</i> L.R. (1985), ch. L-2, par. 121(1)
---	---	----------	--

Non requis depuis 2003 — maintenant inclus dans le rapport sur le rendement du ministère (TR/2003-146)

Ministre

— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : raisons ayant motivé la prise du décret visé au paragraphe 90(1) de la loi	Dans les 10 premiers jours de la session suivant des élections générales		<i>Code canadien du travail</i> L.R. (1985), ch. L-2, par. 90(2)
— Rapport : regroupement et analyse des rapports visés au paragraphe 18(1) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport	8560 226	<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> 1995, ch. 44, art. 20

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, ministre des			
Commission de la fonction publique			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 659	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 659	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : questions relevant de la Commission de la fonction publique	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les meilleurs délais suivant la fin de l'exercice)	8560 908	<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 23(2) » et 13
— Rapport spécial : question urgente ou importante	À toute époque de l'année	8560 908	<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 23(3) » et 13
Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique			
— Ordonnance d'exécution, rapport circonstancié et documents afférents	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'expiration du délai imparti dans l'ordonnance (dans le cas où une mesure prescrite par l'ordonnance n'est pas prise dans ce délai)		<i>Loi sur les relations de travail au Parlement</i> L.R. (1985), ch. 33 (2 ^e suppl.), art. 14
— Rapport annuel : application de la partie I (Relations de travail) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport dans les meilleurs délais (au tout début de chaque année)	8560 515	<i>Loi sur les relations de travail au Parlement</i> L.R. (1985), ch. 33 (2 ^e suppl.), art. 84
— Rapport : motifs pour lesquels un décret empêchant le déclenchement d'une grève a été pris par le gouverneur en conseil	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la prise du décret		<i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 2 « 197(2) »
Construction de défense (1951)			
Limitée			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 662	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société d'État	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 120	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 662	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délaï de présentation</i>		
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 835	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Ministère			
— Instructions du gouverneur en conseil à une société d'État mère	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date des instructions	8560 1089	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 89(4)
— Mise à jour de la stratégie de développement durable	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la mise à jour (au moins une fois tous les trois ans)		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(2); 2010, ch. 16, art. 4
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application	8564 4	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 630	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 630	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
— Rapport : examen de la définition de « documents de bibliothèque » et de l'application de l'alinéa 19(1)g. 1) de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi et tous les 10 ans par la suite). Le chapitre 10 des Lois du Canada (2013) est entré en vigueur le 19 juin 2013.		<i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> L.R. (1985), ch. C-10; par. 21.2(2) ajouté par 2013, ch. 10, art. 3
— Stratégie de développement durable	Dans l'année qui suit le dépôt, selon l'article 10, de la stratégie fédérale de développement durable devant la Chambre		<i>Loi fédérale sur le développement durable</i> 2008, ch. 33, par. 11(1); 2010, ch. 16, art. 4
Office des normes du gouvernement canadien			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs		<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Ombudsman de l'approvisionnement			
— Rapport annuel : activités de l'ombudsman	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport par le ministre (dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice)	8560 1021	<i>Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux</i> 1996, ch. 16; art. 22.3 ajouté par 2006, ch. 9, art. 306

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Parc Downsview Park Inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 919	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 868	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 919	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 865	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Services partagés Canada			
— Proposition sur les frais d'utilisation	Avant que l'organisme de réglementation établisse ou augmente les frais d'utilisation, en élargisse l'application ou en prolonge la durée d'application		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 4(2)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 959	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 959	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Rapport annuel : tous les frais d'utilisation ainsi que les renseignements visés au paragraphe 4(2) de la loi	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de chaque exercice		<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, par. 7(1)
Société canadienne des postes			
— Instruction du ministre donnée en vertu du paragraphe 22(1) de la loi ou de l'article 89 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> et évaluation de toute augmentation de frais ou de pertes pouvant résulter de l'application de l'instruction	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date à laquelle l'instruction est donnée	8560 931	<i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> L.R. (1985), ch. C-10, par. 22(5)
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 650	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 20	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)

Fonctionnaire, etc.		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 650	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 841	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Société du Vieux-Port de Montréal inc.			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 909	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 618	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 909	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 852	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)
Société immobilière du Canada CLC limitée			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 962	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 962	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
Société immobilière du Canada limitée			
— Rapport annuel : accès à l'information	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 866	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 72(2)
— Rapport annuel : activités de la Société	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (le plus tôt possible, mais dans les trois premiers mois suivant chaque exercice)	8560 617	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 150(1)

148 TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport annuel : protection des renseignements personnels	Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8561 866	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 72(2)
— Renseignements commerciaux nuisibles contenus dans des instructions	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant le jour où le ministre est avisé de la mise en oeuvre des instructions		<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 153(2)
— Résumé du plan ou du budget	Après que le plan ou le budget a été approuvé par le ministre (annuellement)	8562 840	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> L.R. (1985), ch. F-11, par. 125(4)

ANNEXE
LISTE DES RAPPORTS ET DOCUMENTS DÉPOSÉS
PARTIE 1
EXIGENCE LÉGISLATIVE DE DÉPÔT UNIQUE

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
AFFAIRES ÉTRANGÈRES , ministre des			
Ministère			
— Rapport : états financiers du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique et rapport du vérificateur général	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre après l'établissement du rapport (dans les quatre mois suivant l'entrée en vigueur de l'article 500). L'article 500 est entré en vigueur le 27 juillet 2012	8560 1067	<i>Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en oeuvre d'autres mesures 2012, ch. 19, art. 500</i>
— Rapport : examen indépendant de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi) Note : Articles 1 et 3 en vigueur le 13 décembre 2001; articles 2, 4 à 36, 38 et 39 en vigueur le 1 ^{er} mai 2002. <i>Article 37 non en vigueur.</i>	8560 402 1019	<i>Loi sur le précontrôle 1999, ch. 20, art. 39</i>
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN , ministre des			
Commission crie-naskapie			
— Rapport : réexamen du fonctionnement de la Commission	Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans les six mois suivant la nomination d'une personne responsable du réexamen, soit dans les six mois suivant les cinq premières années d'application de la partie XII). La partie XII est entrée en vigueur le 1 ^{er} décembre 1984.	342-1/615A	<i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec 1984, ch. 18, par. 172(2)</i>
Ministère			
— Rapport : application des modifications de la <i>Loi sur les Indiens</i>	Au plus tard deux ans après la date de sanction de la loi, laquelle a été sanctionnée le 28 juin 1985	332-1/507	<i>Loi modifiant la Loi sur les Indiens L.R. (1985), ch. 32 (1^{er} suppl.), par. 23(1)</i>
— Rapport : dispositions et mise en oeuvre de la loi	Au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, laquelle est entrée en vigueur le 31 janvier 2011	8560 1070	<i>Loi favorisant l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens en donnant suite à la décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique dans l'affaire <i>McIvor v. Canada (Registrar of Indian and Northern Affairs)</i> 2010, ch. 18, par. 3.1(1)</i>

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport : étude visant à définir l'ampleur des préparatifs, des capacités et des ressources fiscales et humaines nécessaires pour que les collectivités et les organismes des Premières Nations se conforment à la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	Dans les 36 mois suivant la date de sanction de la loi. La loi a été sanctionnée le 18 juin 2008.	8560 1049	<i>Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne</i> 2008, ch. 30, art. 4
— Rapport : examen approfondi des effets de l'abrogation de l'article 67 de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les cinq ans qui suivent la date de sanction de la loi). La loi a été sanctionnée le 18 juin 2008.	8560 1076	<i>Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne</i> 2008, ch. 30, art. 2
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi et du fonctionnement des institutions, accompagné des modifications recommandées par le ministre	Dans les sept ans suivant la sanction de la loi, laquelle a été sanctionnée le 23 mars 2005	8560 1061	<i>Loi sur la gestion financière des premières nations</i> 2005, ch. 9, art 146

AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE, ministre de l'

Commission canadienne des grains

- | | | | |
|---|---|--------------|---|
| — Rapport : examen indépendant et approfondi de la Commission et des dispositions et de l'application de la loi | Dans l'année suivant l'entrée en vigueur de l'article 120.1. L'article 120.1 est entré en vigueur le 1 ^{er} août 2005. | 8560 391 915 | <i>Loi sur les grains du Canada</i> L.R. (1985), ch. G-10; art. 120.1 ajouté par 2005, ch. 24, art. 2.1 |
|---|---|--------------|---|

Ministère

- | | | | |
|------------------------------|---|--------------|--|
| — Rapport : examen de la loi | Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (à l'expiration de la dixième année suivant l'entrée en vigueur de la loi). La loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} août 1990. | 8560 371 791 | <i>Loi sur la protection des obtentions végétales</i> 1990, ch. 20, par. 77(1) |
|------------------------------|---|--------------|--|

COMITÉS PARLEMENTAIRES

Accès à l'information

- | | | | |
|--|---|-----------|---|
| — Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions statutaires interdisant la communication de documents | Au plus tard le 1 ^{er} juillet 1986 ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs | 331 8/9B1 | <i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 24(2) |
| — Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen permanent de l'application de la loi | Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (au plus tard le 1 ^{er} juillet 1986) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes | 332-8/9 | <i>Loi sur l'accès à l'information</i> L.R. (1985), ch. A-1, par. 75(2) |

Administration des biens saisis

- | | | | |
|--|---|--------------|---|
| — Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : analyse exhaustive de la loi et des conséquences de son application | Dans un délai d'un an du début de l'examen (à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi) ou dans un délai supérieur autorisé par la Chambre des communes. La loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} septembre 1993. | 8510 372 167 | <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> 1993, ch. 37, par. 20(2) |
|--|---|--------------|---|

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Agence du revenu du Canada			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen complet et évaluation des dispositions et de l'application de la loi	Dans un délai raisonnable, après la confection du rapport (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 89). L'article 89 est entré en vigueur le 1 ^{er} novembre 1999.	8510 391 130	<i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> (titre modifié par 2005, ch. 38, art. 35) 1999, ch. 17, par. 89(2)
Antiterroriste			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les trois ans suivant la sanction de la loi) ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. La loi a été sanctionnée le 18 décembre 2001.	8510 391 198	<i>Loi antiterroriste</i> 2001, ch. 41, par. 145(2)
	— Rapport intérimaire déposé le 23 octobre 2006	8510 391 81	
Brevets			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des dispositions de la <i>Loi sur les brevets</i> édictées par la loi	Dans un délai d'un an du début des travaux (à l'expiration de la quatrième année suivant la sanction de la loi) ou dans tout délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. La loi a été sanctionnée le 4 février 1993.	8510 352 115	<i>Loi de 1992 modifiant la Loi sur les brevets</i> 1993, ch. 2, par. 14(2)
Code criminel et Loi sur la preuve au Canada			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : analyse exhaustive de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an après le début de l'analyse (à l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi) ou dans le délai supérieur accordé par la Chambre des communes. La loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 1988.	343-8/131	<i>Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la preuve au Canada</i> L.R. (1985), ch. 19 (3 ^e suppl.), par. 19(2)
Code criminel (langue de l'accusé)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi des dispositions et de l'application de la partie XVII du <i>Code criminel</i> (langue de l'accusé), accompagné des modifications que le comité recommande	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 533.1 du <i>Code criminel</i> édicté par l'article 21.1 de la loi) ou dans le délai supérieur accordé par le Parlement ou la chambre en question, selon le cas. L'article 533.1 est entré en vigueur le 1 ^{er} octobre 2008.	8510 412 67	<i>Loi modifiant le Code criminel (procédure pénale, langue de l'accusé, détermination de la peine et autres modifications)</i> 2008, ch. 18, art. 21.1
Code criminel (prostitution racolage)			
— Rapport du comité de la Chambre : examen complet des dispositions de l'article 213 du <i>Code criminel</i>	Dans l'année qui suit le début de l'étude du comité (trois ans après l'entrée en vigueur de la loi) ou dans le délai supérieur accordé par la Chambre des communes. La loi est entrée en vigueur le 20 décembre 1985.	342-8/13C	<i>Loi modifiant le Code criminel (prostitution)</i> L.R. (1985), ch. 51 (1 ^{er} suppl.), art. 2
Code criminel (troubles mentaux)			
— Rapport du comité de la Chambre : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début des travaux du comité (dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur d'une disposition de la loi) ou avant l'expiration du délai plus long que la Chambre des communes peut lui accorder. Une disposition est entrée en vigueur le 4 février 1992.	8510 371 177	<i>Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants</i> 1991, ch. 43, par. 36(2)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Conflits d'intérêts			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen approfondi des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de l'article 67) ou dans le délai supérieur que le Parlement ou la chambre en question, selon le cas, lui accorde. L'article 67 est entré en vigueur le 9 juillet 2007.	8510 412 34	<i>Loi sur les conflits d'intérêts</i> 2006, ch. 9, art. 2 « 67 »
Douanes			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen détaillé de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai raisonnable suivant le début des travaux (dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la loi) Note : Alinéa 99(1)b), paragraphes 99(2) à (4) et articles 170 à 172 en vigueur le 3 mars 1986; les autres dispositions en vigueur le 10 novembre 1986.	343-8/30	<i>Loi sur les douanes</i> L.R. (1985), ch. 1 (2 ^e suppl.), par. 168(2)
Enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels			
— Rapport du comité parlementaire : examen des dispositions de la loi ainsi que les conséquences de son application	Dans un délai de six mois du début de l'examen (deux ans après l'entrée en vigueur de la loi) ou tel délai plus long autorisé. La loi est entrée en vigueur le 15 décembre 2004.	8510 402 180	<i>Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels</i> 2004, ch. 10, par. 21.1(2)
Enregistrement des lobbyistes			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen de la <i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i>	Dans l'année suivant le début des travaux (au début de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 12) ou dans le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres. L'article 12 est entré en vigueur le 31 janvier 1996.	8510 371 67	<i>Loi modifiant la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et d'autres lois en conséquence</i> 1995, ch. 12, par. 12(2)
Expositions itinérantes			
— Rapport du comité parlementaire : examen des dispositions de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi) ou tel délai plus long autorisé. La loi est entrée en vigueur le 15 décembre 1999.	8510 391 152	<i>Loi sur l'indemnisation au Canada en matière d'expositions itinérantes</i> 1999, ch. 29, par. 5.1(2)
Infractions en matière de sécurité			
— Rapport du comité de la Chambre ou mixte : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'étude (après le 16 juillet 1989) ou dans le délai supérieur que le Parlement accorde	342-8/27	<i>Loi sur les infractions en matière de sécurité</i> L.R. (1985), ch. S-7, par. 7(2)
Océans			
— Rapport du Comité permanent des pêches et des océans : examen complet de la loi et des conséquences de son application	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 52) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes. L'article 52 est entré en vigueur le 31 janvier 1997.	8510 371 83	<i>Loi sur les océans</i> 1996, ch. 31, par. 52(2)

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
Plan décennal pour consolider les soins de santé (2004)			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan décennal pour consolider les soins de santé (2004)	Dans les trois mois qui suivent le début de l'examen (au plus tard le 31 mars 2008 et trois ans plus tard) ou le délai supérieur autorisé par la Chambre des communes, le Sénat ou les deux chambres du Parlement, selon le cas		<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> (titre modifié par 1995, ch. 17, par. 45(1)) L.R. (1985), ch. F-8; art. 25.9 ajouté par 2005, ch. 11, art. 6
	— Rapport déposé le 13 juin 2008	8510 392 152	
Produits dangereux			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen des exclusions prévues par l'article 12 de la <i>Loi sur les produits dangereux</i>	Dans un délai d'un an à compter du début de l'examen (deux ans révolus après l'entrée en vigueur de l'article 12 de la <i>Loi sur les produits dangereux</i>) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes. L'article 12 de cette loi est entré en vigueur le 31 octobre 1988.	343-8/14A	<i>Loi visant la modification de la Loi sur les produits dangereux et du Code canadien du travail, l'édiction de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses et la modification d'autres lois en conséquence</i> L.R. (1985), ch. 24 (3 ^e suppl.), art. 57
Protection des renseignements personnels			
— Rapport du comité de la Chambre, du Sénat ou mixte : examen permanent de l'application de la loi	Dans l'année suivant le commencement de l'examen (au plus tard le 1 ^{er} juillet 1986) ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes	332-8/9	<i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> L.R. (1985), ch. P-21, par. 75(2)
Service canadien du renseignement de sécurité			
— Rapport du comité de la Chambre ou mixte : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (après le 16 juillet 1989) ou dans le délai supérieur que le Parlement lui accorde	342-8/27	<i>Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité</i> L.R. (1985), ch. C-23, par. 56(2)
Système correctionnel et mise en liberté sous condition			
— Rapport du comité de la Chambre ou mixte : examen détaillé de la loi et des conséquences de son application	Dans l'année qui suit le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi) ou dans le délai supérieur que le Parlement lui accorde. La loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} novembre 1992.	8510 362 62	<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> 1992, ch. 20, par. 233(2)
CONSEIL DU TRÉSOR, président du			
Président			
— Code de conduite applicable au secteur public	Au moins 30 jours avant sa date d'entrée en vigueur	8560 1059	<i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> 2005, ch. 46, par. 5(4)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport : examen de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 136, le ministre veille à l'exécution de l'examen). L'article 136 est entré en vigueur le 31 décembre 2005.	8560 1058	<i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 12 « 136 » et 13
— Rapport : examen de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 252, le ministre veille à l'exécution du rapport). L'article 252 est entré en vigueur le 1 ^{er} avril 2005.	8560 1058	<i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> 2003, ch. 22, art. 2 « 252 »
— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au cours de la troisième année suivant la date de sanction de la loi). La loi a été sanctionnée le 31 mars 2004.	8560 391 933	<i>Loi sur les frais d'utilisation</i> 2004, ch. 6, art. 8

EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ministre de l'

— Rapport : aide financière octroyée en vertu de la loi au cours de l'année de prêt qui s'est terminée le 31 juillet 2008	Le lendemain de la réception du rapport (au plus tard le 31 juillet 2009) ou, si la Chambre ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs	8560 1015	<i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> 1994, ch. 28; par. 19.1(1) et (4) ajoutés par 2009, ch. 2, art. 364
---	---	-----------	---

ENVIRONNEMENT, ministre de l'

Agence Parcs Canada

— Plan directeur : parc marin (conjointement avec le ministre du Québec)	Dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la loi, laquelle est entrée en vigueur le 8 juin 1998	8560 245	<i>Loi sur le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent</i> 1997, ch. 37, par. 9(1)
--	---	----------	--

Ministère

— Rapport : examen complet des dispositions et de l'application de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 72) ou dans le délai supérieur que la Chambre accorde. L'article 72 est entré en vigueur le 19 janvier 1995.	8560 371 748	<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> 1992, ch. 37, par. 72(2); 1993, ch. 34, art. 41(F); 1994, ch. 26, art. 24(F)
---	--	--------------	--

INDUSTRIE, ministre de l' (comprend les documents que doit déposer le registraire général du Canada)

Ministère

— Rapport : administration de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la date de l'achèvement du rapport (dès que possible après l'expiration de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de la loi ou d'une de ses dispositions). La loi est entrée en vigueur le 25 janvier 1986.	343-1/473	<i>Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz</i> L.R. (1985), ch. E-4, art. 29
— Rapport : examen de la loi	Dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 92, lequel est entré en vigueur le 1 ^{er} septembre 1997	8560 372 798	<i>Loi sur le droit d'auteur</i> L.R. (1985), C-42; par. 92(1) ajouté par 1997, ch. 24, art. 50
— Rapport : examen de la loi	Dans l'année qui suit le début de l'examen (cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi). La loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} mai 1993.	8560 361 660	<i>Loi sur les topographies de circuits intégrés</i> 1990, ch. 37, par. 28(2)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport : examen de la <i>Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral</i>	Dans les trois ans suivant la date de sanction de la loi, laquelle a été sanctionnée le 23 juin 1994	8560 361 82	<i>Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions et d'autres lois en conséquence</i> 1994, ch. 24, par. 33(1)
— Rapport : examen des articles 21.01 à 21.19 de la loi et de leur application	Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 21.2). L'article 21.2 est entré en vigueur le 14 mai 2005.	8560 392 995	<i>Loi sur les brevets</i> L.R. (1985), ch. P-4; par. 21.2(2) ajouté par 2004, ch. 23, art. 1
— Rapport : la loi et les conséquences de son application	Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 285, lequel est entré en vigueur le 18 septembre 2009	8560 1077	<i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> (titre modifié par 1992, ch. 27, art. 2) L.R. (1985), ch. B-3; par. 285(1) ajouté par 2005, ch. 47, art. 122

JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA, ministre de la

Ministère

— Rapport : examen de la mise en oeuvre et de l'application de l'article 4 de la loi	Dans l'année qui suit la fin de l'examen (dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur de la loi) ou dans le délai supérieur accordé par les deux chambres du Parlement. La loi est entrée en vigueur le 13 juin 2002.	8560 392 1001	<i>Loi sur la réédiction de textes législatifs</i> 2002, ch. 20, par. 9(2)
— Rapport : examen des lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants et de la détermination des aliments pour enfants	Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de l'article 28. L'article 28 est entré en vigueur le 1 ^{er} mai 1997.	8560 371 783	<i>Loi sur le divorce</i> L.R. (1985), ch. 3 (2 ^e suppl.), art. 28; 1997, ch. 1, art. 12

PATRIMOINE CANADIEN, ministre du

Fondation canadienne des relations raciales

— Rapport : examen des activités et de l'organisation de la Fondation	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (dans les meilleurs délais après le quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi). La loi est entrée en vigueur le 28 octobre 1996.	8560 371 796	<i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i> 1991, ch. 8, par. 27(2)
---	--	--------------	---

Ministère

— Rapport : examen et conséquence de l'application de la loi	Aussitôt après avoir terminé l'examen (la septième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 66). L'article 66 est entré en vigueur le 9 mai 1995.	8560 372 807	<i>Loi sur le statut de l'artiste</i> 1992, ch. 33, par. 66(1); 1995, ch. 11, art. 42
--	---	--------------	---

RESSOURCES NATURELLES, ministre des

Ministère

— Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi	Dans les six mois suivant la date à laquelle l'examen a été ordonné par le ministre (trois ans après l'entrée en vigueur de la loi) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 15 premiers jours de séance ultérieurs. La loi est entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2003.	8560 391 917	<i>Loi sur l'exportation et l'importation des diamants bruts</i> 2002, ch. 25, art. 45.1
---	--	--------------	--

Fonctionnaire, etc.

— Description du document	Délai de présentation	Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
---------------------------	-----------------------	----------------------------------	---------------------

SANTÉ, ministre de la**Centre canadien de lutte contre les toxicomanies**

- | | | | |
|---|--|---------------|--|
| — Rapport : examen de l'activité et de l'organisation du Centre | Aussitôt que possible après le quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi, laquelle est entrée en vigueur le 1 ^{er} novembre 1988. | 8560 351 591A | <i>Loi sur le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies</i>
L.R. (1985), ch. 49 (4 ^e suppl.), art. 33; 1996, ch. 8, art. 32 |
|---|--|---------------|--|

Ministère

- | | | | |
|---|--|--------------|--|
| — Rapport du ministre : si le gouverneur en conseil ne prend pas un règlement en application de l'alinéa 5b.1) de la loi au plus tard le 30 juin 2004 | Dans les 10 premiers jours de séance de la Chambre suivant le 30 juin 2004 | 8560 381 871 | <i>Loi sur les produits dangereux</i>
L.R. (1985), ch. H-3; al. 3(3)b) ajouté par 2004, ch. 9, art. 1 |
|---|--|--------------|--|

TRANSPORTS, ministre des**Ministère**

- | | | | |
|--|--|--------------|---|
| — Rapport : études concernant les conditions à remplir pour l'obtention d'un certificat de pilotage, etc | Dans les 30 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au moins un an après l'entrée en vigueur de l'article 53). L'article 53 est entré en vigueur le 1 ^{er} octobre 1998. | 8560 362 204 | <i>Loi sur le pilotage</i>
L.R. (1985), ch. P-14; par. 53(2) ajouté par 1998, ch. 10, art. 157 |
| — Rapport : examen complet de l'application de la loi | Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la réception du rapport (dans l'année suivant la fin de la période de cinq ans de l'entrée en vigueur de l'article 51). L'article 51 est entré en vigueur le 1 ^{er} janvier 1989. | 8560 351 381 | <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>
L.R. (1985), ch. 32 (4 ^e suppl.), par. 51(3) |
| — Rapport : examen de l'application et des effets des modifications apportées à la <i>Loi sur les transports routiers</i> par la <i>Loi modifiant la Loi de 1987 sur les transports routiers et d'autres lois en conséquence</i> | Dans les 30 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'achèvement du rapport (entre la fin de la quatrième année et celle de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de l'article 26). L'article 26 est entré en vigueur le 1 ^{er} janvier 2006. | 8560 571 | <i>Loi sur les transports routiers</i>
(titre modifié par 2001, ch. 13, art. 1)
L.R. (1985), ch. 29 (3 ^e suppl.), par. 26(3); 2001, ch. 13, art. 9 |
| — Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi | Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au cours de la cinquième année qui suit l'entrée en vigueur de l'article 33). L'article 33 est entré en vigueur le 1 ^{er} avril 2002. | 8560 391 921 | <i>Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien</i>
2002, ch. 9, partie 1, art. 2 « 33(2) » |
| — Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi | Dans les 15 jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au cours de la cinquième année suivant la date de sanction de la loi). La loi a été sanctionnée le 11 juin 1998. | 8560 372 822 | <i>Loi maritime du Canada</i>
1998, ch. 10, art. 144 |
| — Rapport : examen des dispositions et de l'application de la loi | Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant l'établissement du rapport (au cours de la cinquième année qui suit l'entrée en vigueur de l'article 56). L'article 56 est entré en vigueur le 25 avril 2007. | 8560 1064 | <i>Loi sur les ponts et tunnels internationaux</i>
2007, ch. 1, art. 56 |

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
— Description du document	Délai de présentation		

TRAVAIL, ministre du**Ministre**

— Rapport : examen de la loi et de son application	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la fin de l'examen (dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur de l'article 42). L'article 42 est entré en vigueur le 7 juillet 2008.	8560 1090	<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i> 2005, ch. 47, art. 1 « 42 »
--	---	-----------	--

PARTIE 2
EXIGENCE LÉGISLATIVE PÉRIMÉE

<i>Fonctionnaire, etc.</i>		<i>Numéro de document parlementaire</i>	<i>Autorité statutaire</i>
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, ministre des			
Ministère			
— Rapport annuel : application de la loi pendant la période écoulée	Dans les 60 jours qui suivent le 1 ^{er} janvier de chaque année entre les années 1978 et 1998 inclusivement	8560 362 438	<i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i> 1976-77, ch. 32, art. 10
EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ministre de l'			
Commission de l'assurance-emploi du Canada			
— Rapport d'évaluation	Dans les 30 jours suivant la réception du rapport (pour les années 2001 à 2006, au plus tard le 31 mars de l'année suivante) ou, si le Parlement ne siège pas, dans les 30 premiers jours de séance ultérieurs de la Chambre		<i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 1996, ch. 23, par. 3(2) et (3); 2001, ch. 5, art. 2; disposition modifiée par 2008, ch. 28, art. 124
	— Rapport déposé le 30 avril 2003	8560 372 322 01	
	— Rapport déposé le 27 avril 2004	8560 373 322 01	
	— Rapport déposé le 13 mai 2005	8560 381 322 01	
	— Rapport déposé le 28 avril 2006	8560 391 322 01	
	— Rapport déposé le 27 avril 2007	8560 391 322 02	
FINANCES, ministre des			
Tribunal canadien du commerce extérieur			
— Rapport : enquête sur demande de prorogation établi à la suite de la saisine visée au paragraphe 30.25(11) de la loi	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.25(14) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.25 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)
— Rapport : enquête sur plainte d'un producteur national pour détournement des échanges — République populaire de Chine	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.21(3) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.21 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)

Fonctionnaire, etc.		Numéro de document parlementaire	Autorité statutaire
<i>— Description du document</i>	<i>Délai de présentation</i>		
— Rapport : enquête sur plainte d'un producteur national pour désorganisation du marché — République populaire de Chine	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil	8560 894	<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.22(10) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.22 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)
— Rapport : enquête sur plainte d'un producteur national pour détournement des échanges — République populaire de Chine	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.23(10) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.23 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)
— Rapport : enquête sur rapport pour désorganisation du marché ou détournement des échanges — République populaire de Chine	Dans les 15 premiers jours de séance de la Chambre suivant la transmission du rapport au gouverneur en conseil		<i>Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur</i> L.R. (1985), ch. 47 (4 ^e suppl.); par. 30.24(5) ajouté par 2002, ch. 19, art. 4 (cessation d'effet de l'art. 30.24 le 11 décembre 2013 – voir l'art. 30.26 de la loi)

JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA, ministre de la

Ministère

— Rapport annuel : application de l'article 83.3 de la loi pour l'année précédente	Chaque année		<i>Code criminel</i>
	— Rapport déposé le 1 ^{er} mai 2003	8560 372 820 01	L.R. (1985), ch. C-46;
	— Rapport déposé le 21 octobre 2004	8560 381 820 01	par. 83.31(2) ajouté
	— Rapport déposé le 19 mai 2005	8560 381 820 02	par 2001, ch. 41, art. 4; Les
	— Rapport déposé le 22 juin 2006	8560 391 820 01	articles 83.28, 83.29 et 83.3
	— Rapport déposé le 22 août 2007	8560 391 820 02	ont cessé de s'appliquer à compter du 2 mars 2007 (voir l'art. 83.32).
— Rapport annuel : application de l'article 83.28 et 83.29 de la loi pour l'année précédente	Chaque année		<i>Code criminel</i>
	— Rapport déposé le 1 ^{er} mai 2003	8560 372 820 01	L.R. (1985), ch. C-46;
	— Rapport déposé le 21 octobre 2004	8560 381 820 01	par. 83.31(2) ajouté
	— Rapport déposé le 19 mai 2005	8560 381 820 02	par 2001, ch. 41, art. 4; Les
	— Rapport déposé le 22 juin 2006	8560 391 820 01	articles 83.28, 83.29 et 83.3
	— Rapport déposé le 22 août 2007	8560 391 820 02	ont cessé de s'appliquer à compter du 2 mars 2007 (voir l'art. 83.32).

Fonctionnaire, etc.

— Description du document

Délai de présentation

Numéro de
document
parlementaire

Autorité statutaire

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE, ministre de la**Ministère**

— Rapport annuel : application de l'article 83.3 de la loi pour l'année précédente	Chaque année			
	— Rapport déposé le 1 ^{er} mai 2003	8560 372 819 01		<i>Code criminel</i> L.R. (1985), ch. C-46; par. 83.31(3) ajouté par 2001, ch. 41, art. 4; 2005, ch. 10, sous-al. 34(1)j(iv). Les articles 83.28, 83.29 et 83.3 ont cessé de s'appliquer à compter du 2 mars 2007 (voir l'art. 83.32).
	— Rapport déposé le 21 octobre 2004	8560 381 819 01		
	— Rapport déposé le 19 mai 2005	8560 381 819 02		
	— Rapport déposé le 22 juin 2006	8560 391 910 01		
	— Rapport déposé le 22 août 2007	8560 391 819 01		
	— Rapport déposé le 22 août 2007	8560 391 819 02		